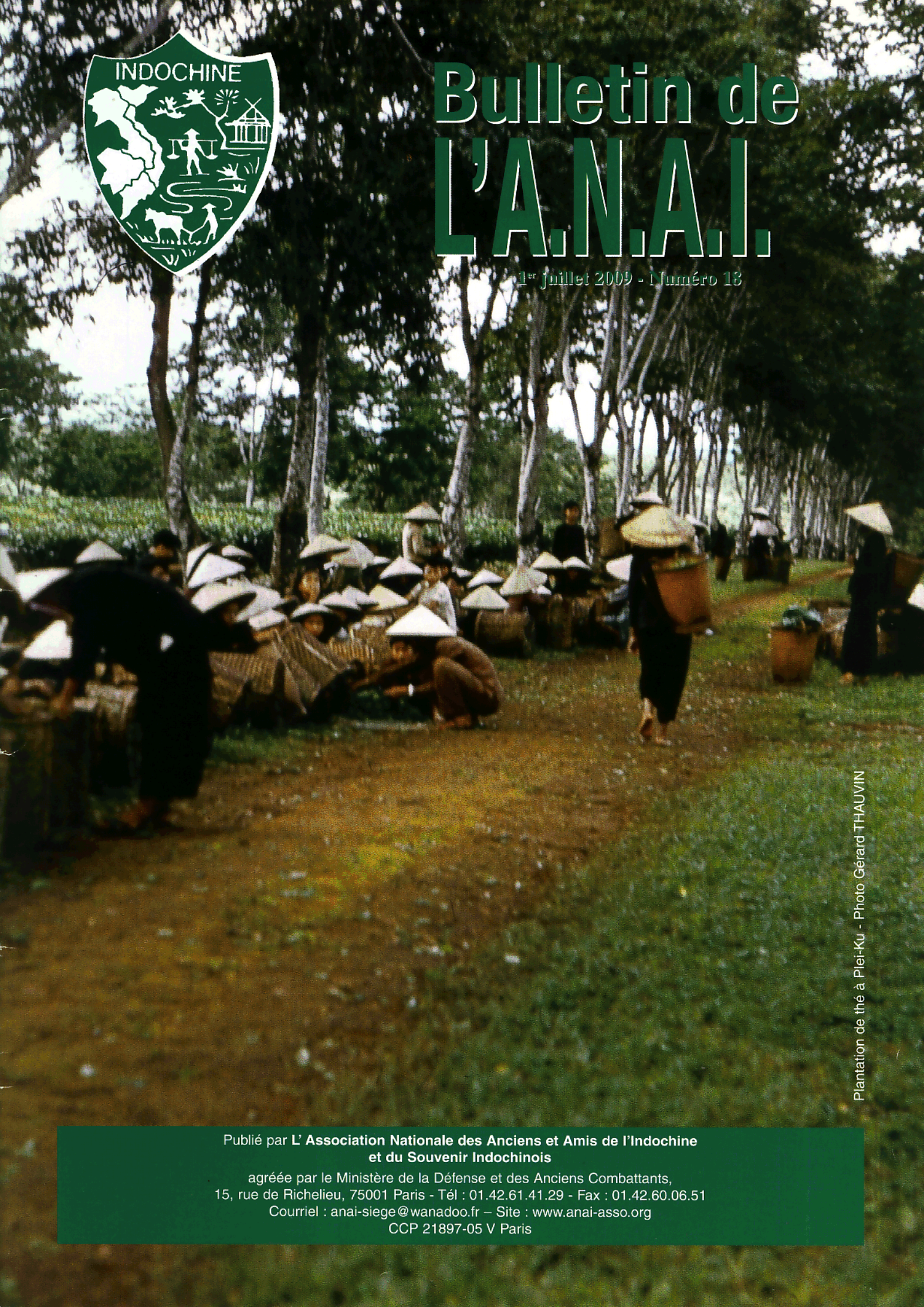




Bulletin de L'A.N.A.I.

1^{er} juillet 2009 - Numéro 13



Plantation de thé à Plei-Ku - Photo Gérard THAUVIN

Publié par L' Association Nationale des Anciens et Amis de l'Indochine
et du Souvenir Indochinois

agrée par le Ministère de la Défense et des Anciens Combattants,
15, rue de Richelieu, 75001 Paris - Tél : 01.42.61.41.29 - Fax : 01.42.60.06.51
Courriel : anai-siege@wanadoo.fr - Site : www.anai-asso.org
CCP 21897-05 V Paris



Sommaire

- 4** Journées d'études 2009
- 8** La force 136 au Laos
- 17** Nouvelles d'Indochine
- 18** Le Musée de l'Immigration
- 19** Mandat du ciel et politique vus d'un village vietnamien
- 25** Avis de recherche
- 26** Courrier des lecteurs
- 27** Appel du Colonel Trân Dinh Vy
- 28** Vie des sections
- 35** Nécrologie

ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENS ET AMIS DE L'INDOCHINE ET DU SOUVENIR INDOCHINOIS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Président national : Général Guy SIMON
- Premier Vice-Président : Général Paul RENAUD
- Vice-Présidents, chargés de mission : Docteur Pierre NGUYÊN
- : Général Georges PORMENTÉ
- : Général Michel TONNAIRE
- Secrétaire général : Colonel Georges MARTY
- Trésorier général : André SCHNEIDER-MAUNOURY

Membres d'honneur

Colonel Albert LENOIR, Thérèse LUCAS-POTIER

Administrateurs

Colonel René BLAISE, Michel CHANU, Claude-Pierre FRANÇOIS, Colonel André GROUSSEAU, Commandant Hervé de LA BROSSE, Mireille de LABRUSSE, Marie LÊ QUAN, Capitaine de Corvette Claude SAINTE-CLAIRE DEVILLE.

Dépôt légal : N° 46423
 Commission paritaire des publications de presse : N° 1632-D.73
 Directeur de la publication : Général Guy SIMON
 Directeur de la rédaction : Marie LÊ QUAN
 Directeur administratif : Lieutenant Henri DUPONT
 Secrétaire de la rédaction : Régine PUZIN
 Adresse de la revue : 15, rue de Richelieu 75001 Paris
 Tél. : 01.42.61.41.29 - Fax : 01.42.60.06.51
 Réalisation graphique : Italic Communication
 24, rue de Fauville 27000 Evreux
 Tél. : 02.32.39.15.49 - Fax : 02.32.39.28.98
 Impression : Optimum
 49, rue du Maréchal Foch - 59100 Roubaix.
 Routage : France Routage
 6/8 rue Ambroise Croizat
 77183 Croissy Beaubourg
 Tél. : 01.70.01.01.02

© Bulletin de l'ANAI - 2^e trimestre 2009
 Abonnement annuel : 12 €
 L'ANAI se réserve le droit de refuser toute insertion sans avoir à justifier sa décision.
 Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.
 Sauf dans les cas où elle est autorisée expressément, toute reproduction, totale ou partielle, du présent numéro est interdite.

EDITORIAL

par le Général
 de Division
 Guy SIMON
 Président
 de l'A.N.A.I.

SIC VOS, NON VOBIS*

Les militaires risquent leur vie sur ordre du gouvernement pour le service de la nation. Les anciens combattants ont vécu cette situation. D'où la fraternité qui lie les uns et les autres.

Mais attention ! Ces sentiments fraternels ne naissent pas spontanément. Les jeunes militaires ne se rendent pas compte du rôle passé et présent de leurs anciens. Quant à ceux-ci, ils sont marqués d'abord par leurs propres campagnes.

Les survivants de la grande guerre se sont aisément réunis car ils avaient tous subi les mêmes épreuves sur les différents champs de bataille. Mais en 1945 ils n'ont pas facilement ouvert leurs associations aux combattants du second conflit mondial. Ceux-ci ont dû fonder leurs propres amicales avant d'être agréés comme héritiers. La même hésitation s'est manifestée par la suite envers les combattants d'Algérie.

Quant aux anciens d'Indochine, ils n'ont été accueillis par personne. Ils se sont groupés par territoire d'Indochine et par période, voire par département. Puis le comité national d'entente a fait son œuvre, les rassemblant à peu près tous. Les grandes associations de 1920 (Union Fédérale, UNC, Fédération Maginot) s'honorent de l'adhésion de certains.



© Indo Editions

Nos héritiers, ce sont les jeunes combattants des opérations extérieures. Comme nous, ils ont quitté leurs casernes pour aller défendre la liberté de peuples lointains. Leur mission a été plus brève mais ils n'ont pas eu notre chance de combattre sous le drapeau français au milieu d'une population attachante. S'ils quittent l'armée à leur retour, car les contrats sont courts, seul le chômage les attend. La carte de combattant leur est refusée car la mode actuelle de constituer des bataillons de marche avec des détachements de plusieurs origines ne permet pas de désigner « l'unité combattante ».

Aux contempteurs métropolitains qui nous accusent de guerre coloniale, répondons que nous sommes les premiers « OPEX ». Mais occupons-nous des suivants.

(*) « Comme vous l'avez fait, mais sans l'avoir fait pour vous » (Virgile).

CONGRÈS DES PRÉSIDENTS ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les journées d'études de l'ANAI se sont déroulées au Cercle National des Armées à Paris les mardi 17 et mercredi 18 mars. Une importante délégation de l'ONAC y a participé : le Préfet Directeur Général, les Directrices de la Communication et de la Solidarité, le Directeur de la Mémoire.

La maladie avait retenu à leur domicile quatorze présidents départementaux, dont deux s'étaient fait représenter. Deux présidents nouveaux participaient à la réunion.

Dans son discours d'ouverture le Président National signala certaines évolutions de notre environnement : le marasme qui semble gagner les associations particulières des anciens de 1940-1945 en difficultés internes ou en rivalités, l'indépendance totale d'ANAI-Parrainage dont le nouveau président a toujours refusé d'adhérer à l'ANAI, la réduction programmée des activités de mémoire de l'ONAC dans le cadre de la réforme de l'État.

Puis les questions propres à l'ANAI furent évoquées : la préparation du bulletin et les déductions fiscales, traitées comme des questions de cours, la vie des sections dans leur département, objet de débats. Les constats sont identiques : vieillissement des adhérents devenus réticents aux déplacements, relations avec la presse généralement au point mort (celle-ci ne s'intéressant qu'à l'événement original), pénétration dans les milieux scolaires par contacts personnels avec la base à l'exclusion de la hiérarchie.

Le Président Sainte-Claire Deville a présenté notre site internet dont l'expansion continue. L'intérêt des visiteurs se porte davantage sur l'actualité (l'ANAI, les lieux de mémoire), moins sur la guerre d'Indochine et beaucoup moins sur l'œuvre de la France en Indochine. Sur ce dernier point nous sommes déçus. Un certain nombre de contacts expriment une recherche de renseignements sur un parent ancien d'Indochine ; nous invitons le visiteur à développer sa question de manière personnalisée hors internet.

L'assemblée générale statutaire prit connaissance du rapport d'activité et du rapport financier de l'année 2008, qui furent approuvés.

Placée devant la proposition d'augmenter la cotisation à partir de 2010, elle vota une augmentation de 1 euro. La dernière modification datait de 2006, la précédente de 2003.

Les administrateurs dont le mandat s'achevait en 2009 ont été réélus.

La réunion s'acheva par une conférence d'histoire relatant les combats du GM 100 sur les Plateaux Montagnards jusqu'en juillet 1954. Le but était de montrer que la guerre d'Indochine ne s'est pas arrêtée à Diên Biên Phu. Les conférenciers (Général Billard, Colonel Pouvesle, Colonel Muller), anciens du GM 100 qui remplaçaient au pied levé Monsieur Jean-Pierre Bernier, orateur prévu mais mort après son acceptation, en ont porté témoignage.

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2008

Pour l'ANAI, l'année 2008 s'est déroulée dans la sérénité. Toutefois, quelques frémissements dans l'ambiance militaire et politique ont annoncé de prochaines difficultés.

Mémoire

La journée nationale du souvenir des morts pour la France en Indochine est entrée dans la tradition. Elle a été célébrée avec ferveur à Paris par le Ministre sous l'Arc de Triomphe, en province par les Préfets devant les monuments départementaux et souvent par des Maires soutenant des initiatives locales.

Le 2 novembre, comme chaque année, les cérémonies du Souvenir Indochinois se sont déroulées devant nos monuments traditionnels de Vincennes, Nogent sur Marne, Aix en Provence, Castelnau le Lez et Toulouse. A Nogent sur Marne la célébration est dirigée par d'anciens officiers de l'armée nationale vietnamienne (Colonel Trần Dinh Vy, Médecin-Colonel Hoang Co Lan), les couleurs françaises et vietnamiennes sont levées en même temps, les participants d'origine vietnamienne sont de plus en plus nombreux.

A Vincennes le Président Ngau Beng Eam mobilise les associations khmères à tour de rôle. Que les Cambodgiens se sentent chez eux autour du stupa, c'est notre vœu.

Les Laotiens, emmenés par le Prince

Phouangsavath, le Colonel Sivisay et la famille Na Champassak, nous accompagnent fidèlement. Les Hmongs commencent à venir, avec le Commandant Vannier.

Une menace a été écartée. Le Ministre avait chargé une commission d'étudier les trop nombreuses commémorations patriotiques. Les conclusions de cette commission préconisaient la suppression du souvenir des morts en Indochine et en Algérie. Elles ont été repoussées.

En revanche, des difficultés inattendues ont été suscitées par les autorités militaires. Le concours des musiques et des délégations habituelles a été refusé à Toulouse et à Nantes le 8 juin, à Vincennes le 2 novembre. Tout s'est passé comme si certains chefs avaient voulu habituer les anciens combattants à la future réduction des effectifs.

La grande exposition nationale sur la guerre d'Indochine a complété en 2008 son succès de 2007. Les Offices Départementaux des Anciens Combattants ont joué leur rôle, souvent avec l'aide de Conseils Généraux ou Municipaux. La manifestation la plus grandiose a été organisée par l'École d'Application de l'Infanterie sur 300 mètres carrés, chaque panneau de l'ONAC précédant une exposition particulière ; quatre mois et demi d'ouverture au public, 4 000 visiteurs.

L'ANAI a poursuivi ses propres expositions, limitées dans le temps par le manque d'ani-

mateur. La Section de Haute Garonne a cependant tenu trois semaines grâce au concours d'une Municipalité.

L'avenir ne s'annonce pas favorablement. Soumis à des restrictions budgétaires, l'ONAC va supprimer les délégués départementaux à la mémoire combattante, ces jeunes gens qui assuraient notamment la liaison avec l'Éducation Nationale.

Dans la transmission de la mémoire le Bulletin de l'ANAI tient un rôle essentiel. Malgré des ennuis de santé le Colonel Rives poursuit ses investigations dans les archives de l'armée ; il fait paraître chaque trimestre des informations inédites sur l'histoire militaire de l'Indochine. Marie Lê Quan continue à rechercher et à publier des études antérieures à 1940. Développement économique, sanitaire et culturel remarquable, projet humain et politique insuffisant, parfaite conscience de cette situation par les autorités supérieures de la colonie, indifférence du gouvernement français aux projets de réforme, tout ce bilan que nous avons cru établir récemment était connu en 1930.

Ces découvertes sont utiles aux anciens combattants, qui apprennent à connaître l'Indochine qu'ils ont aimée. Elles sont également nécessaires aux Indochinois d'aujourd'hui : les Vietnamiens, Cambodgiens, Laotiens de là-bas parce que le marxisme a effacé leur histoire, les réfugiés d'après 1975 parce que

leurs enfants si bien intégrés ont un peu perdu la mémoire de leur origine.

Une trentaine de conférences sur l'Indochine ont été données dans toute la France. Elles ont toujours suscité un vif intérêt.

Le Site Internet de l'ANAI permet de toucher un public qui ne se serait jamais intéressé à l'Indochine. Mais les premiers contacts sont souvent sans lendemain. Il est également précieux pour les échanges avec des correspondants étrangers soucieux de recherches historiques.

Organisation

Le souci de l'efficacité a inspiré quelques décisions d'organisation. La Section du Vaucluse a été dissoute, celle des Deux-Sèvres a été transformée en Comité rattaché à la Section de la Vienne. Les Délégations de l'Eure et du Val d'Oise sont devenues des Sections.

Solidarité

C'est le terme officiel. En ce qui nous concerne, pourquoi ne pas dire sympathie ? Nous avons aimé le même pays, qui n'était pas le nôtre, et souffert de la même incompréhension de la part du nôtre. D'où ce lien entre nous qui, paradoxalement, se renforce alors que nous nous déplaçons moins. Les rivalités entre associations disparaissent, le Comité National d'Entente porte bien son nom ; seule demeure parfois une différence de génération. Localement de nombreuses sections adhèrent à des comités patriotiques.

Matériellement nous ne pouvons rien les uns pour les autres car nous ne sommes pas riches ; notre association vit de nos cotisations, c'est à dire de peu. Mais les lois et les règlements ont prévu le droit à réparation et les secours d'urgence ; l'ANAI, qui siège dans les commissions départementales de l'ONAC, joue alors un rôle d'accompagnement, signalant les camarades en difficulté, les conseillant dans leurs démarches et, plus généralement, les aidant à supporter la vie. Ce service de proximité est assuré par les sections ou par les comités. La plupart organisent des visites aux malades, voire des courriers de vacances et des excursions touristiques, qui apportent de la joie aux isolés. Les besoins de visite au domicile des impotents, de plus en plus nombreux, ne sont malheureusement pas tous satisfaits.

Le Bulletin de l'ANAI favorise des retrouvailles d'anciens camarades ; nous l'apprenons longtemps plus tard.

De nouveaux réfugiés se manifestent encore. Ce sont souvent d'anciens enfants déportés par les Khmers Rouges et demeurés clochards au Cambodge après leur libération sans pouvoir retrouver leur famille. Des parents plus chanceux, établis en France et naturalisés, les ont recherchés et invités à les rejoindre. Entrés avec un visa de tourisme, ils végètent sans papier dans la peur. C'est à l'ANAI, héritière du Comité National

d'Entraide, que ces malheureux se présentent un jour. Mais dans la France actuelle leur régularisation prend plusieurs années. C'est pour le siège un souci important, qui l'oblige à entretenir des relations avec les administrations et à garder le contact avec des organisations humanitaires.

En 2007 le président de l'ANAI est allé plaider devant la Commission des Recours des Réfugiés en faveur d'une Vietnamienne qui avait été vendue en Chine et avait réussi à s'enfuir en France. La qualité de réfugiée lui a été reconnue.

Malgré la démarche du Ministre soucieux de « mémoire partagée », le gouvernement de Hanoï a refusé un partenariat avec la France pour soigner gratuitement les mutilés de toutes les guerres. Nous poursuivons donc notre aide discrète aux invalides de l'armée française.

L'œuvre que nous avons fondée en 1990 sous le nom d'ANAI-Parrainage a pris sa totale indépendance le 19 juin 2008. Le nouveau président n'est pas membre de l'ANAI. D'autres associations bénéficient de la générosité de nos adhérents. Citons le Frangipanier, œuvre bretonne qui aide des écoles et des hôpitaux au Laos, l'ACASEA, œuvre normande qui travaille au Cambodge, les Frères des Écoles Chrétiennes à Saigon

et à Biên Hoa, qui sont soutenus par la Section des Pyrénées Orientales, les Œuvres Hospitalières de l'Ordre de Malte à Saigon, auxquelles participe la Section du Rhône.

Certaines sections travaillent sans intermédiaire : les Pyrénées Orientales dans deux villages : l'un au Nord, l'autre au Sud, le Rhône au Cercle Francophone de Da Nang, au Centre de Chirurgie de la lèpre de Saigon, à la Bibliothèque scientifique et médicale de Phnom Penh.

Conclusion

Depuis le Souvenir Indochinois de 1917, l'ANAI a toujours mis son point d'honneur à réunir civils et militaires, Métropolitains et Indochinois, de toutes les périodes, en vue d'une action de mémoire et d'entraide. La tâche n'a jamais été simple ; à certains moments elle était envenimée par les querelles politiques françaises, vietnamiennes, cambodgiennes ou laotiennes. Aujourd'hui où les témoins atteignent la sérénité, c'est leur âge qui pourrait être un frein. Mais le mouvement est lancé : en France la jeunesse qu'il faut instruire, là-bas celle qu'il faut secourir ont placé leur espoir en nous. Continuons à porter la hotte de l'amitié.

COMPTES DU SIÈGE DE L'ANAI

	2008	2007
Ressources		
Cotisations et dons	148 74	156 093
Subventions	14 498	11 215
Ventes de livres, médailles	3 968	6 811
Total	167 209	174 119
Emplois		
Bulletin	36 959	39 647
Charges salariales	53 174	48 991
Secours distribués	12 132	26 664
Site internet	1 181	1 181
Coût des manifestations	27 416	23 424
Retour aux sections	559	695
Achats de livres, médailles	6 286	6 393
Fonctionnement	27 167	26 816
Impôts du le leg 2007	4 950	0
Total	169 824	173 811
Résultat	-2 615	0
Trésorerie		
Comptes chèques	27 886	18 272
CNE et Sicav monétaires	10 234	22 443
Total	38 100	40 715
Fonctionnement		
Loyer	4 241	4 161
Assurances	1 354	2 119
Reprographie	6 486	5 150
Fournitures de bureau	3 348	3 146
Téléphone	1 674	1 639
Poste	9 485	9 997
Informatique	523	684
Intérêts financiers	56	-80
Total	27 166	26 816

PALMARES DES SECTIONS EN 2008

Sections déclarées à la Préfecture
Ain, Allier, Aube, Béarn, Cambrésis, Charente, Côtes d'Armor, Essonne, Finistère, Franche Comté (4), Haute Garonne, Gers, Gironde, Hainaut, Ille et Vilaine, Landes, Loire Atlantique, Manche, Moselle, Oise, Pays Basque, Puy de Dôme, Rhône, Val de Marne, Vendée, Vienne, Yonne, Yvelines.

Sections inscrites à la Fédération Maginot
Alsace, Franche Comté, Haute Garonne, Gers, Loire Atlantique, Manche, Moselle, Oise, Puy de Dôme, Rhône.

Sections représentées à l'Office Départemental des Anciens Combattants

Alsace (1), Aube (2), Béarn (2), Bouches du Rhône (2), Calvados (2), Charente (2), Charente Maritime (2), Côtes d'Armor (1), Trégor (2), Dordogne (1), Drôme-Ardèche (1), Essonne (1), Finistère (1), Flandres (1), Franche Comté (2 x 4), Haute Garonne (1), Ille et Vilaine (2), Landes (2), Languedoc (2), Loire Atlantique (2), Lot et Garonne (2), Morbihan (1), Moselle (1), Oise (1), Orne (2), Paris Hauts de Seine (1), Puy de Dôme (2), Rhône (2), Val de Marne (1), Vendée (1), Vienne (1), Yonne (1), Yvelines (1).

Expositions de l'ANAI

Haute Garonne : Colomiers (4-29 février), Charente : Champagne-Mouton (17 mars), Béarn : Pau (7-13 juin), Bouches du Rhône : Marseille (7-14 juin), Finistère : Châteaulin (9-11 mai), Plouerzel (11 juin), Gironde : Libourne (21 août), Oise : Clermont de l'Oise (20 novembre).

Expositions de l'ONAC

Moselle : Saint Avold (15-31 janvier), Châtel Saint Germain (11 novembre) Manche : Saint Lô (14-18 janvier et 8 juin), Cherbourg (27 avril), Coutances (septembre)

Drôme-Ardèche : Privas (26 janvier-2 février)

Val d'Oise : Goussainville (29 janvier-2 février)

Gironde : Bordeaux (4 février)

Flandres : Lille, Armentières, Condé sur Escaut, Feignies, Lys les Lannoy, Gommegnies, Roubaix (2-9 mars), Lille (5-16 juin)

Deux-Sèvres : Niort (25 mars-1er avril)
Vienne : Poitiers (23 avril-3 mai)

Paris-Hauts de Seine : Rueil-Malmaison (2-8 juin)

Bouches du Rhône : Marseille (2-30 juin)
Haute Garonne : Toulouse (5-16 juin)

Eure : Evreux (5-28 juin)

Languedoc : Montpellier (5 juin-19 octobre)

Béarn : Pau (7-13 juin)

Allier : Montluçon (8 juin)

Dordogne : Périgueux (8 juin)

Orne : Argentan (8 juin)

Pyrénées Orientales : Perpignan (8 juin)

Côtes d'Armor : Etables 10-12 juin

Lot et Garonne : Agen (10 octobre)

Oise : Clermont de l'Oise (21 novembre)

Finistère : Quimper

Conférences et films

Allier (septembre), Aube (18 octobre), Béarn (7 juin), Bouches du Rhône (2 et 7 juin, 11 et 12 décembre), Charente (17 mars, 10 juin), Charente-Maritime (4 mars), Flandres (9 mars, 11 juin), Deux-Sèvres (26 mars), Franche Comté, Ille et Vilaine (26 mars), Languedoc (6 juin, 16 octobre, 19 novembre), Manche (18 janvier, 27 avril, 8 juin), Oise (21 novembre), Orne (14 mars), Paris-Hauts de Seine (6 juin, 11 octobre), Pays Basque (10 février), Puy de Dôme (12 avril, 18 octobre), Rhône (24 octobre), Val de Marne (29 mars, 25 avril).

Salon du Livre

Seine et Marne : Meaux (4-5 octobre)

Cérémonies du 9 mars

Charente, Drôme-Ardèche, Landes

Cérémonies du 7 mai

Aube, Bouches du Rhône, Drôme-Ardèche, Finistère, Gers, Hainaut, Loire, Yonne

Cérémonies du 2 novembre

Région parisienne : Val de Marne, Paris-Hauts de Seine, Yvelines, Essonne, Seine et Marne, Aube, Charente Maritime, Allier, Bouches du Rhône, Morbihan.

Inauguration de plaque ou de monument

Languedoc (9 février), Cambrésis (7 juin), Dordogne (8 juin), Gironde (2)

(8 juin), Franche Comté (8 juin), Flandres (5 décembre)

Pèlerinage à Fréjus

Bouches du Rhône (17 juin) avec des élèves du Lycée Militaire d'Aix en Provence

Forums d'associations

Vincennes (6 septembre), Salon de Provence (6 septembre), Marly les Valenciennes (20-21 septembre), Lyon (27 novembre)

Liaisons avec des associations indochinoises en France

Allier, Aube, Béarn, Bouches du Rhône, Dordogne, Drôme-Ardèche, Essonne, Flandres, Franche Comté, Haute Garonne, Gironde, Ille et Vilaine, Languedoc, Loire Atlantique, Lot et Garonne, Morbihan, Moselle, Paris-Hauts de Seine, Puy de Dôme, Pyrénées Orientales, Rhône, Yonne, Yvelines.

Action en Indochine

Action directe : Charente-Maritime (Chau Son, Hué, Qui Nhon), Rhône (Académie Royale de Médecine et de Chirurgie du Cambodge, Hôpital de Kompong Trabeck, Centre de Chirurgie de la lèpre à Saïgon, Cercle Francophone de Danang) - Parrainage, donateurs : Allier, Béarn, Bouches du Rhône, Charente, Charente Maritime, Corrèze, Drôme-Ardèche, Franche Comté, Gers, Gironde, Hainaut, Ille et Vilaine, Landes, Languedoc, Loire, Loire Atlantique, Lot et Garonne, Manche, Morbihan, Moselle, Oise, Orne, Paris, Pays Basque, Puy de Dôme, Rhône, Seine et Marne, Val de Marne, Var, Vienne, Yvelines.

Action par intermédiaire : Charente (SOS Villages d'Enfants), Côtes d'Armor (Jeunes Pousses), Essonne (Amitié-Coopération Franco-Laotienne), Flandres (Sourires du Vietnam), Franche Comté (SOS Cambodge), Ille et Vilaine (Frangipancier, France Solidarité Cambodge et Médecins Laotiens en France), Landes (Missions Étrangères), Morbihan (Vietnam Espérance Développement), Pyrénées Orientales (Frères des Écoles Chrétiennes), Rhône (Ordre de Malte), Vendée (Enfants du Mékong), Yvelines (SIPAR).

Le Service des Réfugiés d'Indochine

Le siège national et plusieurs sections de l'ANAI traitent encore des problèmes de réfugiés d'Indochine. Certes, la plupart des 300.000 réfugiés installés en France sont en règle administrativement et sans doute à l'aise économiquement. Mais il subsiste des cas lourds, épisodiques ou permanents.

1°/ Des 200 000 Vietnamiens envoyés d'office travailler en Sibérie, Allemagne de l'Est et Tchécoslovaquie pour compenser l'aide soviétique à la guerre du Vietnam, 40 000 ont essayé de pénétrer en France en 1990 après la chute du mur de Berlin. Ils étaient chassés par les populations allemandes et tchèques ; la France leur a fermé ses frontières. L'ANAI, toutefois, est intervenue avec succès au profit de quelques-uns.

2°/ Les accords de Genève de 1989 ont réduit les évasions du Vietnam en supprimant l'espoir d'un accueil ultérieur. C'est pourquoi de nombreux candidats ont demandé un visa de tourisme pour rejoindre leur famille en France. L'ANAI a fait régulariser chaque situation connue d'elle.

3°/ Depuis le voyage de M. Chirac à Hanoï (1997), la France ne souhaite plus reconnaître de nouveaux réfugiés d'Indochine. Demeurent donc dans l'illégalité ceux qui sont arrivés en dehors des procédures régulières. Mais en exploitant la circulaire de M. Chevènement (1997) l'ANAI a pu faire régler certains cas.

4°/ Des Cambodgiens installés en France ont retrouvé des parents qui ont échappé au génocide des Khmers Rouges. L'ANAI a fait régler une dizaine de cas.

5°/ Sa politique de l'enfant unique de sexe masculin amène la Chine à importer des femmes vietnamiennes. En 2003 l'une d'elles s'est enfuie jusqu'en France. L'ANAI lui a fait obtenir le statut de réfugiée en 2007.

6°/ Très nombreuses sont les naturalisations dont nous nous sommes occupés ; plus nombreuses sont les difficultés que nous avons rencontrées dans les préfectures. Un hommage particulier est rendu aux présidents du Doubs et de l'Aube pour leur persévérance et leur efficacité. Les cas les plus poignants sont ceux des

veuves d'anciens combattants. La naturalisation de plusieurs vieilles dames a été refusée parce qu'elles s'expriment mal en français. Le président de l'Aube a saisi en vain le Médiateur de la République. Le président national a fait appel au Président de la République.

7°/ Un sous-préfet thaï, chevalier de la Légion d'Honneur, trois fois cité, n'avait pas la retraite du combattant parce qu'il n'était pas militaire. Après plusieurs interventions sans résultat l'ANAI lui versait chaque année la somme équivalente. Une régularisation exceptionnelle a été obtenue en 2003.

Concluons sur des images plus sereines. Les Indochinois établis en France ont fondé leurs propres associations et célèbrent leurs fêtes traditionnelles. Après avoir espéré un peu naïvement qu'ils rejoindraient tous l'ANAI, nous nous réjouissons qu'ils nous accompagnent. Leur présence est notre justification, notre présence est leur sécurité.

Dons aux œuvres

La loi de finances du 30 décembre 1999 et la loi du 1^{er} août 2003 relative aux associations ouvrent aux versements reçus par celles-ci vocation à une réduction d'impôt.

La loi de programmation pour la cohésion sociale, article 127, du 18 janvier 2005 porte cette réduction à 66 % du montant des versements dans la limite de 20 % du revenu imposable.

L'instruction ministérielle du 4 octobre 1999 assimile les cotisations et certains abonnements aux dons éligibles à la réduction d'impôt.

L'arrêté ministériel du 25 octobre 2000 définit le modèle du reçu à délivrer par les associations aux donateurs.

L'ANAI s'est dotée du programme informatique nécessaire à l'émission de ce reçu par le siège.

Le taux de la cotisation 2006 est de 23 €.

**BULLETIN
PROVISoire
D'ADHÉSION
2009**

NOM Prénom

Adresse

Désire adhérer à l'ANAI et vous adresse la somme de 26 euros,
(cotisation : 25 euros, droit d'inscription : 1 euro), 15, rue de Richelieu, 75001 Paris.

Un document officiel vous sera envoyé ultérieurement ainsi que votre carte.

LA FORCE 136 AU LAOS (1944-1945)

Ce texte est dédié à la mémoire du Colonel Jean Deuve récemment décédé. Cet officier a été un courageux « pirate de la forêt » dans un pays auquel il s'est passionnément attaché et qu'il a efficacement servi plus de vingt ans.

L'écrivain Rolland Meyer dans son roman « Khomala » décrit le Laos comme « un lieu de déportation réservé aux Européens frappés d'une mesure disciplinaire ou impatients d'échapper à la justice de leurs semblables ». En 1903, la Revue Indochinoise estime que : « Si le Cochinchinois est arrivé à l'âge mur, le Laotien est resté dans l'enfance ». En dépit de ces appréciations peu flatteuses, durant la deuxième guerre mondiale Français et Lao (1) unis vont faire preuve de bravoure et d'abnégation en des circonstances tragiques.

Un lointain protectorat

Peu peuplé, sans ressources économiques, délaissé par le gouvernement de l'Union Indochinoise, le pays du million d'éléphants a toujours vécu paisiblement depuis l'arrivée d'Auguste Pavie à Louang Prabang en février 1887. Tout au plus son ancestrale sérénité a-t-elle été troublée par les révoltes de quelques-unes de ses soixante-huit minorités ethniques. En 1918, un seul Lao, le Soldat Som Aux originaire de Vientiane, a été tué dans les rangs du 412e RI près de Noyon. En 1939, quelques jeunes « certifiés » (2) ont été désignés pour être envoyés en apprentissage à l' Arsenal de Tarbes, mais le voyage a été rendu impossible par les événements de métropole. En 1940-1941, le conflit avec la Thaïlande entraîne le bombardement de terrains d'aviation, en particulier ceux de Vientiane et de Savannakhet. Toutefois, durant ces hostilités, au grand étonnement de leurs supérieurs les gardes indochinois font preuve de courage, de qualités guerrières et de dévouement sous les ordres de l'Adjudant-Chef Thao Kham. Le Prince Boun Oum Na Champassak au cours d'un coup de main mené en Thaïlande ramène à travers le Mékong un officier français blessé. Jusqu'alors, hormis quelques centaines de gardes, les Lao réputés peu belliqueux n'ont pas été incorporés dans les formations militaires de l'Union. Le débouaie monarque Sisavang Vong dispose uniquement de soixante Ta Han (gardes) dont la corpulence est brocardée dans des chansons. Cette situation change à compter du 1er juin 1941 avec le recrutement d'une compagnie de chasseurs laotiens cantonnée à Dong Hene. L'unité est commandée par le Lieutenant Dumonet qui montre une telle foi dans sa mission qu'il

reçoit le surnom « d'apôtre des Lao ». La répercussion du conflit mondial parvient très affaiblie au Laos. En dépit du traité franco-thaïlandais du 9 mai 1941, imposé par les Japonais, qui a amputé le pays des territoires de Pak Laï et du Bassac, la confiance en la France ne s'est pas démentie. Seuls, quelques fonctionnaires autochtones, tels Oune Sananikone, le Greffier Tham Bong et le Professeur Maha Sila, ont rejoint Bangkok. L'Amiral Decoux, Gouverneur Général, conscient des sacrifices demandés aux Lao (les tombeaux royaux sont situés dans la zone cédée à la Thaïlande) fait prendre une série de mesures destinées à restaurer la fierté nationale, à promouvoir les élites locales et à instruire la jeunesse. Le peuple dans son immense majorité accueille très favorablement cette politique. Il se gausse de l'allure de quelques « Gnippous » (Nippons) arrivés dans le pays. En revanche, il déplore l'installation dans les villes principales de trop nombreuses et importantes colonies annamites, dont certains membres ont été admis dans la fonction publique locale. Cette immigration effectuée avec l'aval du gouvernement général s'est amplifiée à partir de 1931, époque des soulèvements au Tonkin et en Annam.

La création de la force 136

A partir du mois de novembre 1941, l'Union Indochinoise n'entretient plus avec la Métropole que des relations télégraphiques. Parallèlement, le Comité National Français de Londres puis son successeur à compter de juin 1943, le Comité Français de Libération d'Alger, s'intéressent à la situation de l'Indochine, avec laquelle ils disposent de liaisons clandestines dès la fin de 1942. Dans sa séance du 26 août 1943, le Comité Français de Libération décide d'étudier les modalités d'une intervention de ses forces en Indochine. Les travaux effectués « dans la perspective d'une opération préventive de l'armée japonaise contre les garnisons de l'Union » concluent à la « nécessité d'une action aéroportée ou d'un débarquement allié facilité par le retrait des troupes indochinoises dans l'hinterland de l'Annam et du Laos et en particulier vers les plateaux moïs et du Tranninh ». Ces mouvements nécessitant une infrastructure d'accueil

dans un milieu politiquement favorable, cette condition semble pouvoir être remplie par les populations laotiennes. Des officiers connaissant bien l'Indochine ont rédigé cette étude ; parmi eux, le Lieutenant-Colonel Huard qui y a servi cinq ans et le Chef de Bataillon Boucher de Crèvecoeur qui y a accompli trois séjours. Spécialiste des contrées du Sud Annam, cet officier y a été blessé le 5 mars 1935 lors de l'attaque du poste Le Rolland par des révoltés de l'ethnie Thuong (3). La conduite des opérations alliées en Extrême-Orient relève du « South East Asia Command » qui possède une « Spécial Opération Exécutive », la Force 136, commandée par le Colonel Colin Mackenzie et destinée à mener des actions subversives sur les arrières ennemis. Un accord ayant été passé en 1943 avec les Britanniques, une soixantaine d'officiers et de sous-officiers français vont partir aux Indes pour y suivre une instruction spécialisée. Leur mission est « de se préparer minutieusement pour mener des combats de guérilla avec les troupes de l'Union, d'acquérir un savoir-faire particulier au combat de jungle afin de pouvoir tenir avec les forces locales des zones d'accueil propices à la réception d'un corps expéditionnaire ». Ces hommes prennent le surnom de Gaur, le buffle sauvage de l'Asie du Sud-Est.

L'instruction reçue par ces volontaires soigneusement sélectionnés dure vingt-cinq semaines. C'est celle adoptée par le Général Wingate pour ses Chindits (4) lors de la campagne de Birmanie. Elle débute par une période de mise en condition de six semaines. Un deuxième stage de huit jours est consacré à la formation parachutiste, un troisième de deux semaines porte sur l'accoutumance à la mer. Ensuite, durant quinze jours, les élèves se familiarisent avec la jungle puis, durant six semaines, apprennent la conduite à tenir par un agent secret en pays ennemi. Finalement, des équipes sont constituées pour une période d'entraînement spécial à la guérilla dans la brousse pendant cinquante-six jours. Les Français obtiennent des résultats jugés excellents par les instructeurs britanniques pourtant peu enclins à l'indulgence. Quelques accidents ou incidents émaillent les stages. Ainsi, l'avion transportant vers les Indes le premier groupe de volontaires aux ordres du Capitaine Ayrolles doit faire un atterrissage forcé en plein désert. Débrouillards, les passa-

CENTRES RÉOCCUPÉES PAR LES GUERILLAS FRANCO-LAOTIENNES A LA MI-SEPTEMBRE 1945



gers trouvent un chamelier qui les renseigne sur leur position. Le Sergent-Chef Anziani, géant de près de deux mètres, étonne les officiers anglais par ses performances sportives ; il en est de même du Sergent-Chef Chanaux qui a parié avec le Major T. de réaliser un saut en parachute acrobatique. Le détachement est stupéfait de recevoir l'enseignement d'un instructeur anglais « pieds nus, un perroquet sur l'épaule et abrité sous un parasol ». A Calcutta, la petite troupe du Lieutenant Deuve qui vient, sur ordre, de réaliser un cambriolage en ville est arrêtée par la police. Fin décembre 1944, cent-quarante-huit officiers et sous-officiers ainsi que vingt étudiants ou tirailleurs indochinois recrutés en Afrique du Nord servent à la Force 136. D'ores et déjà les équipes des Ca-

pitaines Ayrolles, Fabre et Tual sont prêtes à entrer en action et attendent impatientement d'être larguées au Laos. Elles ont suivi des cours de langue lao et même appris à utiliser des baguettes comme les autochtones.

Les services action Donjon et Pavie

En 1939, environ mille deux cents Européens vivent dans le protectorat avec un million de Lao et quelques dizaines de milliers de Chinois et Vietnamiens. La défaite de la France en juin 1940 suivie de la mainmise des Japonais sur la péninsule incite quelques « phalangs » (5) à réagir. C'est le cas notamment du fonctionnaire

des finances Bolle qui devient à Vientiane le correspondant du Bureau des Statistiques Militaires, camouflage du Service de Renseignements Intercolonial. Il monte un efficace réseau de renseignements avec son épouse, originaire du pays, en s'appuyant sur des informations essentiellement données par des bonzes. En 1943, le Lieutenant Teulière, chef du 2^e Bureau de la Subdivision de Vientiane, est l'instigateur de la mise en place des Services Action Donjon et Pavie. Le premier de ces organismes couvre le nord et le centre du Laos le deuxième, implanté au sud du pays, est couplé avec l'Annam. Ces services ont pour objectif principal la préparation et la mise en œuvre de plans subversifs contre l'armée japonaise. Ainsi, en juin 1944, le Lieutenant Benon, chef de poste à Ban Houei Sai, est convoqué à Hanoï par les Capitaines Levain et Taix du BSM qui lui confient une mission de recherche de terrains d'atterrissage et d'observation sur les États Shans de Birmanie. Le S.A. Donjon est aux ordres du Chef de Bataillon Mayer commandant le IV/10^e RMIC à Vientiane et la partie laotienne du S.A. Pavie sous ceux du Chef de Bataillon de Balathier-Lantages commandant le I/10^e RMIC à Savannakhet. Les garnisons du protectorat sont autant d'antennes animées par les militaires. Quelques fonctionnaires dont l'Administrateur Parisot, Maire de Vientiane, sont également membres du service. L'organisation est doublée d'un réseau civil dirigé par l'Ingénieur en Chef Soubeyrand. Jusqu'au 9 mars 1945, l'activité principale du S.A. Donjon va être la collecte de renseignements concernant l'armée japonaise et la réception des hommes et du matériel parachutés. C'est ainsi que la Résistance française évite à l'aviation américaine de commettre une bévue majeure, en lui signalant que le camp japonais qu'elle s'apprête à bombarder à Ban Bo est en réalité un dépôt de sel. Le premier largage de personnels et d'armes est effectué le 24 décembre 1944 à Seno avec le Capitaine Leblanc. Ensuite, d'autres parachutages sont réceptionnés sur le plateau du Tranninh, à Khan Kay et tout au long de la route Vientiane-Thakhek. Sur cette voie, du 31 décembre 1944 à la fin février 1945, sept envois de deux-cent-cinquante containers sont reçus grâce à un poste émetteur B2 camouflé à Vientiane. Ces opérations ne passent pas inaperçues de la population, qui voit lors des nuits de pleine lune les « Liberators » survoler le Mékong, ce qui déclenche des allées et venues de camions conduits par des officiers. Souvent, des Viêt Kiêu (6) agents des Japonais viennent inspecter le terrain quelques heures après le largage. Les Lao se taisent en respectant leur vieux pro-

verbe : « Quand les buffles se battent, l’herbe est foulée et écrasée ».

Les premières équipes parachutées

Avant le coup de force japonais, le Laos reçoit trois détachements de la Force 136 partis de Jessore aux Indes.

La Mission Polaire du Capitaine Ayrolles embarque dans la soirée du 22 décembre 1944 dans deux avions, un troisième appareil transportant le matériel. Cette troupe est divisée en deux groupes : Gaur I, cinq hommes avec l’officier commandant le détachement et Gaur II, six hommes accompagnant le Lieutenant Guilliod. Le largage est prévu sur le plateau du Tranninh mais seule la deuxième équipe arrive à destination après quatre heures trente de vol, le groupe Ayrolles devant attendre le 26 janvier pour rejoindre ses six camarades après cinq essais infructueux effectués sur la RC 7. Le Lieutenant Guilliod qui vient de s’entraîner six mois selon des méthodes modernes est stupéfait d’être accueilli au sol par « un troupier français âgé portant calot à pointes et bandes molletières ».

La Mission Sagittaire du Capitaine Fabre aligne cinq Français et cinq Indochinois. Lors de leur départ de Calcutta, les Européens ont été camouflés en officiers et sous-officiers de la Royal Canadian Air Force, les Asiatiques étant censés être des Peaux Rouges de ce dernier pays. Leur parachutage est effectué le 21 janvier 1945 à 3 kilomètres de Paksane.

La Mission Orion du Capitaine Tual par suite d’une erreur de navigation vient le lendemain involontairement renforcer Donjon dans la région de Vientiane alors que sa destination initiale est le Tonkin. Dès leur arrivée, les hommes de ces trois groupes revêtent des uniformes de la Fédération Indochinoise et adoptent des identités et des grades fictifs (ainsi le Capitaine Fabre devient l’Adjudant Galtier) ; leurs détachements se transforment en équipes du Service Géographique.

Le Capitaine Ayrolles dit Serre, officier d’active « ayant avant son entrée dans l’armée, exercé les métiers de marin et d’acrobate, trapu, de caractère emporté, volonté de fer, rude et tranchant, d’une rare endurance physique », s’est établi avec ses hommes à la Maison Hautecloque près du camp de Khan Kay. Il y reçoit trois parachutages de matériel entreposé sur le champ dans des cachettes, reconnaît des itinéraires et prend contact

avec le chef méo Touby Lifoung. Son but est « de faire de la province de Xieng Khouang une plate-forme de résistance aux Japonais, une base de recueil en cas d’attaque de ces derniers et un site de réception pour des troupes aéroportées et parachutées ». Le Capitaine américain Hughett, pilote abattu et évadé d’un camp de prisonniers en Cochinchine, rejoint Polaire à la mi-janvier et y est incorporé en tant que Soldat Durand.

Le Capitaine Fabre est un officier de réserve ayant enseigné à Louang Prabang et au Yunnan, qui parle annamite et laotien. « Très grand, d’une volonté farouche, il a de très bons rapports avec la population locale ». Il implante son camp de base au Phou Kadan au nord de la RC 13 à partir duquel il reçoit des parachutages, étudie des parcours et rencontre le Chef de Bataillon Mayer de Donjon. Son adjoint, le Lieutenant Deuve, se déplace dans toute la région en recevant l’hospitalité de la population. Le 28 février, un missionnaire, le R.P. Fagon, découvre par hasard au cours d’une tournée pastorale le camp secret de Sagittaire, où il est arrêté par trois Tonkinois « armés jusqu’aux dents, coiffés d’un foulard de corsaire et à l’allure dangeureuse ». Le prêtre, reçu avec quelque embarras par les clandestins, se contente de dire « Je vois, je vois » avant d’être mis au courant de la mission du groupe.

Le Capitaine Tual est un officier d’active qui vient de Madagascar. Il fixe sa base dans la région de Vang Vieng en bordure de la route de Vientiane à Louang Prabang. Peu de temps après son largage, sa troupe constituée de trois Français et de cinq Annamites est réduite par la désertion de trois de ceux-ci. Jusqu’au 9 mars, elle se consacre à des recueils de parachutages et à la préparation de sabotages sur des objectifs fixés par Donjon.

Le coup de force japonais

Lors de l’attaque nipponne, les troupes de la Fédération basées au Laos sont les suivantes :

- IV/4^e RTT à Phong Saly, chef-lieu du Vème Territoire Militaire.
- IV/10^e RMIC tenant le Nord Laos et comprenant la 25^e Compagnie Lao à Vientiane et trois compagnies annamites.
- I/10^e RMIC occupant le Moyen Laos avec la Compagnie Laotienne de Dong Hene, le reste du corps étant à base d’Annamites.
- III/16^e RMIC défendant le Sud Laos avec des tirailleurs djaraïs et rhadés.

La majorité des garnisons françaises assaillies les 9 et 10 mars 1945 par des troupes japonaises venues de Thaïlande (car il n’existe ces jours-là que cinq-cent-dix militaires du Mikado dans le protectorat) (7) sont surprises et balayées. D’autres, cantonnées au Nord du Laos et à Dong Hene ne sont pas attaquées et profitent du répit qui leur est accordé pour prendre la brousse et entrer en contact avec les missions de la Force 136 qui, basées hors des agglomérations, n’ont pas été inquiétées.

Au camp de Chinaïmo

Près de Vientiane, la 25^e Compagnie Lao du Lieutenant Rottier se rendant à l’aube au champ de tir est attaquée par une unité nipponne ayant traversé le Mékong. L’officier français est blessé, le Sous-Lieutenant Mazan et le Sergent Lagier sont tués. Après avoir résisté, quelques chasseurs se réfugient dans une pagode où ils dissimulent leurs armes, se font raser le crâne et revêtent la toge des bonzes. A la nuit tombée, ils rejoignent leur bataillon, le IV/10^e RMIC, qui, protégé par le groupe de mitrailleuses du Sergent Amka Soukhavong, s’apprête à battre en retraite vers Louang Prabang.

A Thakhek

La Garde Indochinoise de l’Inspecteur en Chef Grethen (8) se défend toute la nuit, de même que la 2^e Compagnie du I/10^e RMIC du Lieutenant Tavernier qui rompt le combat vers 3 heures du matin. Une unité du bataillon aux ordres du Lieutenant Bilger, se trouvant à l’extérieur de la garnison, gagne la région de Mahaxay où cet officier, trahi par un sous-officier annamite, est tué en avril. Jusqu’au mois d’août 1945, dans la région de Thakhek, le Capitaine Japonais Sato va faire assassiner cinquante-deux captifs français.

A Dong Hene

La Compagnie Laotienne du Lieutenant Dumonet forte de vingt-huit Européens et de deux-cent-trente-trois Autochtones quitte sa garnison avec le Radio Dampierre récemment parachuté. Peu après, elle est rejointe par le Prince Boun Oum nommé sur le champ lieutenant. Le 1^{er} avril, l’unité, qui a mobilisé cent réservistes, reçoit à Boun Sang le renfort de l’équipe Altaïr larguée au milieu d’une grande foule venue voir ces « phalangs dang mo » (9) descendus du ciel. Les quatre officiers la composant sont des Jedburg (10) ayant déjà accompli en 1944 une mission en France occupée et obéissant aux ordres du Chef de Bataillon Legrand « méhariste, petit, râblé, l’œil vif, la mémoire prodigieuse ».

A Savannakhet, Tchépone, Paksé

L’arrestation des Français de Savannakhet provoque l’indignation des habitants. L’épouse du Lieutenant-Colonel Dasque tue le sous-officier nippon venu appréhender son mari. Blessée, elle réussit à gagner l’hôpital. Le Lieutenant Germain quitte son poste de Tchépone et retrouve le Lieutenant Dumonet le 20 avril puis plus tard se joint à l’équipe Bataille larguée le 18 avril. La 9^e compagnie du III/16^e RMIC aux ordres du Capitaine Rocquin parvient à s’extraire de Paksé et se réfugie sur le plateau des Bolovens.

La guérilla

Pour les parachutistes de la Force 136 au Laos, le 9 mars 1945 est le « D Day » qui va leur permettre de passer enfin à l’action en utilisant les méthodes de combat durement apprises durant leurs stages aux Indes. Leurs opérations vont être effectuées avec l’aide de la population locale, le Prince héritier Savang Vathana ayant donné l’ordre à ses sujets de soutenir les deux mille combattants français et laotiens.

Le Commando Polaire

Installé à Khang Khay, il n’a pu établir un contact efficace avec le Capitaine Battestini commandant la garnison locale. En revanche, le Sous-Inspecteur de la Garde Indochinoise Doussineau et surtout les chefs méos Touby Lyfoung, son frère Touzeu, un des très rares bacheliers autochtones, et Chong Toa acceptent de participer à la guérilla contre les Japonais. Cet engagement donne lieu au sacrifice d’un buffle en présence de Monseigneur Mazoyer, évêque de Vientiane. La base de Polaire est ensuite implantée dans le massif du Phou San à deux mille mètres d’altitude. De là, sans tarder, aidés par leurs alliés autochtones et les gardes indochinois, les parachutistes commencent à harceler l’ennemi. Ils détruisent notamment tous les ponts de la RC 7 donnant accès au plateau et tendent avec succès deux embuscades à leur adversaires ; au cours de ces dernières, deux véhicules sont incendiés et une trentaine de Nippons tués. Puis un dépôt de carburant est saboté de même que les stocks d’essence et de munitions laissés intacts lors du repli des troupes de Khang Khay. Avant ce départ, plusieurs militaires de la compagnie Battestini viennent volontairement renforcer les clandestins, ainsi que quelques colons, en général légionnaires retraités, établis dans la région. Malheureusement, au cours d’un coup de

main sur Ban Ban, le Capitaine Hughett est grièvement blessé. La réaction des Japonais est très vive. Afin de ne pas être anéanti, le commando part vers le massif du Phou Loï à quatre-vingt kilomètres. La marche est fort pénible et un soldat opiomane qui représente un grave danger pour les maquisards doit être abattu, pendant que le Capitaine Hughett transporté à dos de cheval supplie qu’on l’abandonne en disant : « Go away, job first » (11).

Calcutta ayant interdit de mener désormais la guérilla, Polaire reste en pays Kha jusqu’à la fin d’avril, époque où il est destinataire d’un parachutage qui ne lui convient pas. Ayrolles rend compte alors ironiquement que ses hommes et lui sont « nus et affamés, qu’il remercie pour les trois tonnes de ferraille larguées et qu’il demande l’envoi d’un cuirassé de poche individuel ». Peu après, la mission se scinde en trois groupes, la tête de chaque clandestin étant mise à prix 10 000 piastres par les Nippons. Le 25 juin, le chef du commando est appelé en Chine, destination qu’il rejoint à pied avec le Capitaine Hughett et le Lieutenant Morlet. Les trois officiers endurent des souffrances inouïes, vendent leurs armes pour se nourrir et mettent soixante-dix jours pour atteindre le Céleste Empire où ils ne sont admis que grâce à la nationalité de l’Américain.

Polaire, désormais aux ordres du Lieutenant Guilliod et alignant trente-sept hommes dont cinq légionnaires, un colon de cinquante-neuf ans et trois Annamites, subsiste difficilement, aidé par une population « n’ayant jusqu’alors jamais vu d’Européen ». Les parachutistes sont peu après ralliés par le Capitaine Bichelot et le Lieutenant Gauthier largués le 18 juin. Ils partent ensuite vers le Phou San afin de préparer la guérilla avec les Méos de Touby. Au début d’août, trente de ces derniers sont armés et instruits, une liaison permanente est entretenue avec le chef coutumier Chong Toa et le fonctionnaire lao Tiao Say Kham. Les vingt officiers et leurs guerilleros sont prêts à attaquer le camp japonais de Khang Khay dont leur base n’est éloignée que de deux kilomètres, Guilliod devant intervenir avec le reste de Polaire dans la région de Sam Neua. Le 30 juillet, le Caporal Tam, jusqu’alors d’un loyalisme absolu, se suicide pour ne pas suivre le Sergent Nguyễn Văn Thieu qui le presse de désertir en sa compagnie.

La Mission Sagittaire

Dès le 9 mars, les hommes du Capitaine Fabre, renforcés de fonctionnaires français et locaux, de prêtres et de la brigade de douaniers indochinois de Tha Tom, re-

joignent Phou Kout en procédant à des destructions sur la route Thakhek-Vientiane. Encerclé par deux-cent-cinquante Nippons, le commando réussit à s’esquiver et se partage ensuite en sept équipes qui gagnent le pays méo.

La priorité est alors donnée au renseignement, la mission recueillant à plusieurs reprises des groupes de rescapés d’Annam en piteux état, dont celui du Chef de Bataillon de Goër. Le 2 juin une équipe de trois officiers aux ordres du Capitaine de Wavrant est larguée sur Sagittaire. A ce moment là, tous les clandestins « impaludés, à bout de forces » subsistent difficilement en dépit de quelques parachutages. Peu après, un village où les Français se reposent est assailli par une unité de Nippons comptant deux sections de Viêt Kiêu ; deux Européens sont tués ainsi que quatre tirailleurs annamites et un chasseur laotien. Le détachement Fabre, grâce à la présence d’esprit du Parachutiste Kao, a pu échapper à cette attaque, alors que l’équipe Deuve formée de l’officier, du R.P. Sion (12) et de quatre hommes va devoir marcher sans trêve durant six jours pour se soustraire à l’ennemi qui la poursuit. Se frayant un chemin dans la jungle et avançant sous une pluie torrentielle, les six clandestins se nourrissent de champignons et de grenouilles. Au cours d’une halte, le prêtre enlève de son corps deux-cent-soixante-trois sangsues. Enfin, les rescapés arrivent en lieu sûr au Phou Thalabat. Le Caporal radio Hieu, capturé à Hanoï le 9 mars et évadé « réduit à l’état de squelette », les rejoint peu après et une fois remis reprend ses fonctions d’opérateur. D’autres détachements appartenant à Sagittaire, tel celui des Lieutenants Lemal et Picot, agissent en brousse tandis que Fabre est installé à Ban Nan Moune où il regroupe avec beaucoup de difficultés ses hommes éparpillés dans la jungle. Tous arrivent dans un état physique indescriptible et parmi eux des tirailleurs rhadés du III/16^e RMIC. Sous une pluie de mousson incessante ils marchent vers la Nam Mouonk guidés par les Tirailleurs Im et Tuoc. Réorganisés à la fin juillet, ils sont prêts à intervenir dans la région de Vientiane après avoir accompli trois-cent-cinquante kilomètres en onze jours.

La Mission Altaïr et la Compagnie Laotienne de Dong Hene

Dès le 10 mars, sur ordre du Lieutenant Dumonet, des destructions sont effectuées sur les ponts de la RC 9 ; un camion ennemi tombe dans une rivière et douze Nippons trouvent la mort. Le Chef de Bataillon Legrand parachuté fin mars prend le 2 avril le commandement des troupes et une liaison est effectuée avec la section

lao du Lieutenant Germain précédemment cantonnée à Tchépone. Le Lieutenant Rouby, qui a parcouru cent cinquante kilomètres en cinq jours, tend une embuscade le 10 avril sur la RC 13 ; le colonel japonais commandant le secteur Paksé-Savannakhet et deux officiers tombent au cours de cette dernière. L'adversaire lance en vain deux bataillons pour liquider la compagnie lao.

Le 18 avril, Legrand, qui désire équiper correctement l'unité de Dumonet et les éléments du Lieutenant Tavernier isolés dans la province de Thakhek, reçoit un parachutage et l'équipe du Lieutenant Bataille qui part peu après avec la section Germain vers l'Annam. Les indices d'un encerclement ennemi étant évidents, Dumonet marche avec ses hommes vers Dong Thep. Il a avec lui le Lieutenant Gaillard qui, blessé à Mahaxay, est atteint de gangrène à un doigt, l'Infirmier Gonaud devant l'amputer sans anesthésie. Le 28 avril, cinq mille Nippons attaquent une ancienne base évacuée par les chasseurs. Le Lieutenant de Ganay s'efforce de rejoindre Legrand en escortant une famille annamite francophile dont « les deux femmes à cheval portent grands chapeaux et robes élégantes » ; il retrouve Altaïr le 3 mai. Auparavant, le 30 avril la Compagnie Lao qui a quitté les lieux depuis quelques heures peut apercevoir les Japonais toujours à sa recherche, assaillant en force le village où elle vient de passer la nuit. Le bilan s'élevant à deux buffles tués est ironiquement commenté par les chasseurs. Dans la nuit du 30 avril au 1er mai, Dumonet rassemble sa formation « pratiquement au milieu d'une concentration ennemie de deux mille hommes » et la dissout. Les chasseurs toujours armés reçoivent l'ordre de recruter et d'instruire dans leurs villages chacun un groupe de combat. Désormais, les cadres européens de la compagnie de Dong Hene se joignent à la mission Altaïr qui est basée en pays Kha et perdent deux Européens tués lors d'un combat le 15 mai. A la même époque, le groupe Bataille-Germain est attaqué dans un village à l'aube ; les hommes brusquement réveillés sautent dans la jungle, aucune arme n'est perdue, mais du matériel dont un poste radio tombe aux mains de l'ennemi. Ensuite, les parachutistes vont errer six jours dans la brousse avant de pouvoir se regrouper, certains marchant pieds nus et en slip.

Le 29 mai, le même détachement est assailli à nouveau par une compagnie nipponne qui capture deux Français dont un est blessé. Les prisonniers transférés à Hué vont souffrir le martyre, un autre de leurs compagnons disparaissant à tout jamais dans la brousse. Un chasseur lao

tombé au pouvoir des hommes du Mikado se tait obstinément alors qu'il a les pieds brûlés au kabong (13). Legrand reçoit le renfort de l'équipe Moncler qui rejoint peu après le Lieutenant Rouby dans le sud. Il accueille également le Lieutenant Allard capturé à Hué et évadé, le Major britannique d'origine martiniquaise Marius rejoignant Altaïr le 1er juillet. Le détachement Germain-Bataille a enfin pu trouver refuge dans un village Kha Leu. Tous ces hommes de la Force 136 bien qu'en mauvais état sanitaire aspirent ardemment à restaurer l'autorité de la France au sud du Laos. Le Lieutenant Dumonet estime que pour cette mission, il peut disposer de quatre mille Laotiens (14).

La Mission Orion

Affaibli par des désertions d'Annamites, elle part le 10 mars avec la colonne Mayer vers Louang Prabang en sabotant quelques ouvrages d'art. Elle laisse à l'hôpital de Vientiane le Parachutiste Utar qui après beaucoup de péripéties arrive à rejoindre ses camarades. Dans la capitale royale, le Prince héritier Savang fait savoir aux Français que « l'attitude de ses sujets à leur égard ne change pas » et il détache auprès des rescapés le Prince Kindavong chargé de le représenter. Peu après, le Lieutenant Rottier, blessé grièvement le 10 mars à Chinaimo, parvient à retrouver à Ban Koen le Sous-Lieutenant Courseaux. Laissé pour mort sur le terrain, dépouillé par les Japonais, il a réussi à se traîner vers Vientiane et a voyagé dix jours en charrette pour rejoindre ses compagnons, ne bénéficiant que de compresses d'eau bouillie placées sur ses plaies.

Plus tard, à peu près remis de ses blessures, Rottier et son camarade, le Lieutenant Benon refusent de passer en Chine avec leur bataillon afin de mener la guérilla au Laos avec les parachutistes du Capitaine Tual. Toute la section annamite du poste de Ban Houei Saï est volontaire pour participer à cette opération mais seuls deux tirailleurs sont choisis pour accompagner leurs chefs. Au prix de plusieurs semaines de marche et appliquant les ordres du Chef d'Escadron Imfeld (15), la petite troupe renforcée de rescapés et de volontaires autochtones va surveiller les activités de la garnison japonaise de Muong Saï, très efficacement aidés par les Khas Oh. Les chasseurs tels Keua et Ba Ouy, ce dernier s'engageant comme coolie au service des Nippons pour les espionner, se révèlent des informateurs très précieux en entretenant des contacts cordiaux avec la population. Le 4 août, le Commando Tual-Rottier-Benon reçoit l'ordre de rejoindre Imfeld

à Ping Ho, village méo, la capitulation nipponne étant imminente.

La Mission Argent

Aux ordres du Capitaine Gros dit Mutin, parachutée le 10 juillet à l'ouest de Xieng Kouang, elle rejoint provisoirement le groupe Guillioud car elle doit aller opérer au Tonkin.

La réoccupation

Le 1er août 1945, la Force 136 rassemble quatre cent-soixante combattants armés recensés dont deux-cent-soixante-neuf Indochinois dotés de 21 postes-radio leur permettant de communiquer avec Calcutta. Les « pirates de la forêt » comme ils sont surnommés dans le pays sortent de la jungle « affaiblis et malades par suite des misères de la vie en forêt en temps de mousson et de l'incessante traque de l'ennemi, portant des vêtements boueux, mouillés et pleins de vermine. Tous sont atteints de dysenterie, de paludisme, de plaies rebelles aux traitements. Malgré tout, leur moral est haut car ils sont certains de l'appui de la majorité de la population ». Ils savent que « les épreuves sont enfin achevées et que maintenant leur mission est d'aller en loques recueillir la capitulation des garnisons nipponnes et de restaurer l'autorité de la France au Laos ». Ils ont reçu un message des Indes leur disant : « Vous qui avez tant souffert et combattu, vous recevrez la reddition des troupes japonaises ». Or, cette tâche glorieuse va se heurter à nombre de difficultés voire d'impossibilités :

- Les accords de Potsdam de juillet 1945 attribuent les territoires indochinois au nord du 16e parallèle au Théâtre d'Opérations de Chine commandé par le Général Wedemeyer hostile aux Français, ceux du sud restant du ressort du SEAC de l'Amiral Moutbatten plus coopératif.
- Les Nippons vaincus mais encore présents dans leurs cantonnements pour un certain temps déclenchent une propagande antifrançaise virulente et aident les comités révolutionnaires vietnamiens en leur procurant des armes et des instructeurs. Par ailleurs, les Viêt Kieu, y compris ceux de Thaïlande, obéissant au Viêt Minh, s'opposent au retour des Français.
- Les Américains, appliquant une doctrine anticolonialiste primaire, refusent le rétablissement du régime administratif et politique d'avant le 9 mars 1945 dans la péninsule.
- L'armée chinoise est impatiente d'entrer au Laos et d'y rester le plus longtemps possible pour s'assurer de la récolte de l'opium et enrichir ainsi ses cadres.
- Une minorité de Laotiens ayant à sa tête

le Vice-Roi Petsarath tient pour acquise l'indépendance accordée à leur pays par les Nippons le 8 avril 1945 et récuse tout projet de restauration de l'autorité antérieure.

- Aucune unité française hormis les mille hommes du CLI se trouvant à Ceylan n'est disponible pour opérer rapidement dans l'ancienne Fédération Indochinoise. Ne tenant pas compte de ces impératifs, la DGER de Calcutta donne le 17 août l'ordre aux guerillas d'occuper les principales villes de l'ancien protectorat et désigne cinq jours plus tard vingt officiers de la Force 136 pour exercer des fonctions politiques et administratives dans les provinces reconquises, le Chef d'Escadron Imfeld devenant Commissaire Provisoire de la République Française au Laos. Peu après, désenchantés, les clandestins apprennent le 22 août « qu'ils n'ont pour l'instant aucun pouvoir pour désarmer les Nippons qui ne doivent pas être humiliés par eux ». En outre, ils sont informés que « les forces du Mikado ne doivent se rendre qu'aux alliés désignés à Postdam » et par conséquent pas aux Français. Dès lors, pour accomplir leur impossible mission, les anciens guérilleros vont endurer d'autres épreuves.

A Louang Prabang

Le 29 août, Imfeld arrive dans la capitale royale et le lendemain obtient une audience du roi qui lui confirme la pérennité du protectorat français. Or, le monarque a déjà reçu plusieurs messages de Vientiane émanant du Vice-Roi Petsarath lui demandant de ratifier l'indépendance du royaume. Étrangement, cet ancien haut-fonctionnaire de l'Union Indochinoise signe ses diatribes antifrançaises en faisant état de son grade de Commandeur de la Légion d'Honneur. Le 20 septembre, les premiers officiers de la 93^e DI chinoise sont accompagnés à la cour par le Commissaire de la République Française, qui ne dispose sur place que de deux compagnies franco-lao aux ordres du Capitaine Rottier.

Le 23 septembre, à la fin d'un banquet offert par les Chinois, les officiers français sont désarmés. Leurs chasseurs, dont les Sergents Amkha, Ouane et Nhen, gagnent alors la brousse. Humiliés, restreints dans leurs mouvements voire lapidés, surtout par des Viêt Kiêu, la plupart des militaires français de Louang Prabang réussissent à rejoindre le groupe de Benon au nord ou celui de Fabre au sud. Les quatorze hommes de la Force 136 restant dans la capitale vont tenir en dépit de graves menaces jusqu'au 4 janvier 1946, jour où ils gagnent la Thaïlande laissant la population de la ville consternée par ce nouvel abandon de la France.

A Ban Houei Saï

Le Lieutenant Mollo nommé chef de province est attaqué le 4 décembre par une compagnie chinoise. Sept de ses tirailleurs khas sont tués, lui-même blessé est capturé avec ses cadres. Plus tard, l'officier et ses compagnons sont remis à une mission britannique en Thaïlande.

A Muong Saï

Le 12 septembre, deux officiers et douze chasseurs de la Force 136 sont désarmés par les éléments de la 93^e DI et ramenés à Louang Prabang.

A Phong Saly

Le Major américain Gibbon qui a promis d'aider les Français est désavoué et rapatrié. Les Lieutenants Baudhouard et Brasart partent alors retrouver le Lieutenant Benon. Après beaucoup de péripéties et un séjour à Louang Prabang, ils arrivent à rejoindre ce dernier le 15 novembre. Formant un groupe de vingt-trois rescapés dont quatorze légionnaires du 5^e REI, ils vont devoir affronter à plusieurs reprises les Lao Issara puis se réfugier en Thaïlande le 25 décembre.

A Sam Neua

Les anciens des missions Polaire et Argent, dont le Capitaine Mutin et les Lieutenants Guillioud et Petit se replient vers Muong Lap où ils sont attaqués le 25 septembre par un bataillon conduit par le Caporal déserteur Tam. Ils sont ensuite obligés de se disperser vers la Thaïlande, Ban Houei Saï et le Tranninh.

A Xieng Khouang

Les Méos de Touby infligent le 10 novembre une cuisante défaite aux Lao-Viêt de l'ancien Adjudant Sing Rathasamy. Le Lieutenant Bichelot, blessé, fait évacuer le village le 28 novembre puis se réfugie en brousse avec les hommes du Chef Chong Toa.

A Vientiane

Les onze mille Viêt Kiêu qui se trouvent dans l'agglomération veulent annexer le Laos à leur pays et menacent de s'en prendre aux cent-quarante-trois internés français. Fabre avec trente Européens et cent vingt Lao « presque nus » se dirige à marches forcées vers la capitale toujours occupée par les Nippons et agitée par la colonie annamite ainsi que par les partisans de Petsarath, qui déclarent vouloir s'opposer par tous les moyens au retour des « pirates de la forêt ». Le 5 septembre, les hommes de la Force 136 « héroïques, d'aspect minable et faméliques » entrent dans la ville qui commence à être évacuée par les Japonais. Fabre rencontre le Vice-Roi et le Major britan-

nique Winn alors que sa troupe est en butte à l'hostilité des Annamites aux ordres du Viêt Minh Tran Van Dinh. Le climat très tendu est aggravé le 8 septembre par le parachutage de trois officiers américains qui font montre de sentiments antifrançais virulents.

Le cantonnement de la Force 136 est assiégé par une foule surexcitée de cinq mille Viêt Kiêu qui interrompt son approvisionnement en vivres. Fabre sollicite en vain l'envoi de renforts et la médiation des Américains. Il fait évacuer cent-trente-neuf anciens internés européens vers la Thaïlande le 14 septembre. Le lendemain le Prince Souphanouvong demande au micro de Radio-Hanoï que ses compatriotes empêchent la réapparition des Français au Laos, Hô Chi Minh dans un message adressé aux Viêt Kiêu formulant la même recommandation.

Le 16, Fabre reçoit les officiers américains de l'OSS qui lui demandent d'évacuer la ville. Il est alors rejoint par le Lieutenant Klotz et l'opératrice radio Edith Fournier récemment parachutés. Quatre jours plus tard, vingt hommes partis de Calcutta avec le Capitaine Le Guillou sont largués à Nong Khai à la frontière thaïlandaise et deux cents Français venus de Ban Koeun entrent dans la capitale le lendemain. Les parachutistes de Le Guillou arrivent à Vientiane le 24 septembre devançant les Chinois de trente minutes. Ces derniers aidés par la milice de l'ex-Adjudant Sing menacent de désarmer les forces de Fabre, qui sont contraintes de quitter l'agglomération le 27 septembre pendant qu'un appareil de l'US Air Force lance sur elles des tracts anticolonialistes en français et en vietnamien. Pour maintenir la présence de la France malgré un contexte défavorable, Fabre est resté en ville avec quatre chasseurs. Immédiatement, sa villa est encerclée et les Chinois menacent de le fusiller à la suite de l'action menée par Deuve contre les pirates à Paksane.

Le Guillou qui à la fin septembre a reçu le reliquat de la Compagnie B du 5^e RIC est prêt à intervenir depuis Than Ngon à trente kilomètres de la capitale. En outre, quatre cents hommes de la Force 136 se trouvent à Ban Koeun à soixante kilomètres.

Le 3 novembre, au cours d'une embuscade Fabre a le bras cassé. Assiégé, il est tenu au courant de la situation par ses agents qui lui expédient leurs messages à l'aide de frondes par-dessus les murs de sa résidence. Il prescrit à ses troupes de s'établir autour de Vientiane afin d'isoler la capitale de Louang Prabang. Les Lao-Viêt s'opposent à ces mouvements. La section du Lieutenant Drouin du CLI tombée dans une embuscade perd quatre

tués dont deux Français ; les têtes de ces derniers sont promenées dans les rues de Vientiane. Fabre, qui ne dispose plus que de sept hommes et de 230 cartouches, se réfugie le 20 novembre en Thaïlande.

A Ban Koeun

Le Chef de Bataillon Maze, de la DGER, âgé de vingt-quatre ans a pris le commandement d'un bataillon de quatre-cent-quatre-vingts hommes dont cent Européens, renforcé par le groupe du Capitaine Tual venu de Louang Prabang. Il dispose sa troupe entre Than Ngon où se trouvent les parachutistes de Le Guillou et Ban Koeun base de la Force 136. Devant eux, mille Lao-Viêt attaquent en vain ce dernier poste le 10 novembre et laissent trente-sept cadavres sur le terrain.

A Paksane

Dès l'annonce de la capitulation nipponne, Deuve part vers le chef-lieu de l'arrondissement accompagné par deux cents guérilleros lao. Le 4 septembre, il reçoit un parachutage des Indes, les Britanniques qui ont interdiction d'intervenir au nord du 16^e parallèle lui demandant « d'être discret afin d'éviter des complications diplomatiques ». La région étant sillonnée par des déserteurs japonais et des pirates thaïlandais, Deuve rassure la population en ordonnant que « tout pillard capturé soit exécuté sur le champ ».

Les Nippons sur le point d'évacuer ont armé les Viêt Kiêu. Sous une pluie battante, le jeune officier ayant à ses côtés les Lieutenants Picot et Etchart, le R.P. Sion et les Sergents Boua Ngeu et Vi entre dans la ville le 15 septembre. Il y fait fièrement hisser le drapeau tricolore au bout d'un bambou. Or, son détachement n'aligne que vingt-deux hommes dont seize Lao et ne dispose que d'un armement léger et de rares munitions, environ 8 cartouches par combattant. Audacieusement, il réunit les représentants des diverses communautés et leur déclare que dorénavant il exerce les responsabilités civiles et militaires dans l'arrondissement. Les Viêt Kiêu ne cachent pas leur hostilité envers les nouveaux venus. Le 29 septembre, un avion de la Royal Air Force largue un lot d'armement accompagné d'un message informant « que ce matériel, ne pouvant pas être parachuté en vertu d'accords internationaux, doit être camouflé ». Auparavant, les détachements Ferrandon et Maloubier venus des Indes ont pris pied à Paksane.

Le 5 octobre, les éléments précurseurs de la 93^e DI arrivent, le Général Sing A Kong qui les commande demande à Deuve de quitter la ville. Il précise que

trois cents de ses soldats vont venir de Vientiane pour aider le Viêt Minh à chasser les hommes de la Force 136. L'officier feint de se retirer en Thaïlande mais après avoir bénéficié d'un parachutage en ce dernier pays le 8 octobre retransverse le Mékong pour aller prendre position à neuf kilomètres du chef-lieu d'arrondissement. Le 12, il pénètre par surprise dans la localité et après avoir réduit les résistances lao-viêt regroupe ses forces au centre de l'agglomération, acclamé par la population civile. Ses adversaires abandonnent vingt-sept cadavres et des armes sur le terrain.

De Vientiane, Fabre fait état de menaces des Chinois qui prétendent qu'un de leurs compatriotes a été tué à Paksane, Deuve lui précise que le mort est un métis lao-chinois, bandit notoire, éliminé par les Français à la grande satisfaction des habitants.

A cette époque, plusieurs centaines de pirates ont coutume de dévaliser la population. A la demande du Chaokoueng (16) Kou Voravong et du chef de la congrégation chinoise de Paksane, le détachement de la Force 136 occupant la région va avec ses trois cents chasseurs progressivement les neutraliser. Toutefois, les Français, pour ne pas créer de complications avec la 93^e DI, estiment plus raisonnable d'aller s'établir à proximité du chef-lieu.

La DGER de Calcutta, pensant enfin « aux pauvres groupes qui sont en pleine chinoiserie », donne le 6 novembre l'autorisation de s'installer dans Paksane où se trouve la seule section Picot. Le 24 du même mois, des officiers chinois viennent évaluer la solidité des défenses françaises. Ce jour là, Deuve réside à Soung Kone dans l'habitation du chef de canton en compagnie du R.P. Sion. Le notable pousse l'hospitalité jusqu'à offrir ses deux filles aux « phalangs » qui déclinent vertueusement l'invitation.

Le 26 novembre, la Force 136 forte de trois-cent-cinquante hommes dont la section lao de l'Adjudant Kong Say Sy occupe définitivement Paksane, où le Chef Kou Voravong remercie publiquement le Lieutenant Deuve. Encerclés par les trois mille Lao-Viêt armés de Thakhek et Vientiane et les huit cents de Xieng Khouang, les chasseurs de la garnison de Paksane sont alors inquiets mais demeurent fidèles à la France, leur chef leur répétant sans cesse : « Espérez, croyez en nous ».

A Napé et Khamkeut

Le 25 août, les équipes Ferrandon, Gasset, Maloubier et de Wavrant comportant quinze Français, soixante-dix Rhadés et quatre-vingts Lao se regroupent après di-

verses péripéties près de la frontière de l'Annam. Gasset part vers les mines de Boneng où se trouvent des otages français tandis que de Wavrant s'achemine en direction de Napé sans le détachement Ferrandon qui attend un parachutage de matériel radio. Le 7 au matin, de Wavrant est attaqué par quarante VM bien armés qui au bout de soixante-dix minutes de combat ont six tués. Du côté de la Force 136, quatre hommes sont tués et cinq blessés dont un, le Lieutenant Dufour, meurt dans la nuit ; ses camarades l'enterrent avec « un maigre cérémonial ». Le lendemain, un nouvel assaut est lancé sur les Français par une troupe d'une centaine d'hommes dont des Japonais. Après quelques heures de combat, à bout de munitions, de Wavrant ordonne le repli vers Khamkeut. Alors que trois Rhadés ont été tués à ses côtés, il quitte la position le dernier en portant le Tirailleur Nieng blessé. Peu après, il reçoit une balle dans la tête et décède sur le champ.

Le 11 septembre, Ferrandon et Maloubier à la tête d'une équipe légère de six Français et trois Lao partent récupérer le corps de leur camarade. Des chasseurs en civil les avertissent que Napé est occupé par 300 VM. L'officier mort a été enterré par les habitants mais son cadavre ne peut être ramené du fait de la proximité de l'adversaire. Calcutta avisé de la situation prescrit le 20 aux soixante-dix rescapés de rejoindre Deuve à Paksane. Le 9 septembre, l'Aspirant Gasset accompagné du Sergent Gafforg et de six chasseurs est parvenu à Boneng où la situation est dramatique. Des meurtres de Français y ont été récemment commis de sang-froid par le Sergent japonais Okuda, de même qu'à Thakhek, afin de se débarrasser de témoins des massacres perpétrés le 9 mars. Les rescapés, essentiellement des veuves d'assassinés et leurs enfants, vivent dans une terreur continue entretenue par la « totale inhumanité du personnel annamite des mines ». Dès le soir de son arrivée, le groupe Gasset est attaqué par cent cinquante VM et des Nippons équipés de quatre mitrailleuses. Les hommes de la Force 136 tiennent trente-six heures avant d'être délivrés par l'intervention du Major britannique Smiley venu à Boneng avec son compatriote Kemp, Klotz et une délégation de 10 Nippons récupérer les sept otages français survivants. Gasset confie ses blessés à Smiley et rejoint Ferrandon en route pour Paksane. Le 2 octobre, cette troupe harassée reçoit deux messages de Calcutta. Le premier les informe des dangers de la blennorragie, ce à quoi les parachutistes répondent : « Sans objet faute de matière première ». Le second télégramme précise laconiquement que

« l'Amiral Thierry d'Argenlieu compte sur la Force 136 ». A la suite d'un mauvais largage, Ferrandon, s'étant plaint en des termes peu châtiés à la DGER, se fait tancer ; Calcutta fait remarquer que « les déchiffrements sont effectués par du personnel féminin aux oreilles vertueuses ». Enfin, le 25 novembre, l'équipe retrouve Deuve à Paksane.

A Thakhek

Le Lieutenant Tavernier rescapé de la garnison stationne le 15 août près de la ville. Ce jour là deux-cent-cinquante révolutionnaires annamites surexcités l'occupent, encadrés par des Japonais, et peu après, des unités VM escortant quatre-vingt-dix otages européens arrivent d'Annam.

Le Sergent Khat courageusement pénètre à plusieurs reprises dans l'agglomération pour renseigner son chef, qui installe sa base à proximité de Mahaxay. Le 10 septembre, l'équipe britannique du Major Smiley parvient à faire évacuer vers la Thaïlande un groupe de quatre-vingts civils français dont quarante enfants eurasiens confiés à cinq religieuses. Cinq jours plus tard, les Majors US Banks et Holland prennent contact avec les VM de Thakhek. Le Capitaine britannique Kemp décrit ces deux officiers surarmés « comme des héros de film » et écrit : « Nous demandons qu'ils rentrent d'urgence à Hollywood ». Tavernier est contacté par les deux Américains qui lui proposent un armistice avec les VM, à condition que ces derniers continuent l'occupation du chef-lieu. L'officier français ne donne pas suite à cette offre. Peu après, Banks rend compte à ses supérieurs « des atrocités commises par le gangster Tavernier » et sollicite le désarmement immédiat des guérilleros qui « font régner la terreur dans la région ». Le 3 octobre, le Général Wedemeyer de Chine proteste contre la conduite des troupes françaises au nord du 16^e parallèle « où elles n'ont pas le droit de stationner ».

Le 29 septembre, le Capitaine Kemp, le Lieutenant US Reese et le Lieutenant de la Force 136 Klotz sont arrivés à Thakhek avec des médicaments pour Tavernier. Les VM veulent arrêter Klotz, le Britannique s'y oppose et pour le protéger lui fait un rempart de son corps, l'Américain arguant de sa neutralité pour ne pas intervenir. L'officier français atteint d'une balle dans le dos meurt peu après à l'hôpital de Saïgon, où il a été évacué. L'OSS provoque alors l'arrestation des assassins mais refuse de les faire extradier en Thaïlande, leur chef Tu s'évadant peu après. Banks et Holland sont enfin rappelés aux États-Unis.

Début octobre, le Prince Souphanouvong arrive à Thakhek avec une escorte tonkinoise et y crée le Comité du Laos Indépendant. A juste titre, de Vientiane, son rival politique Pethsarath lui fait remarquer que « venant de passer seize ans en Annam, il ne connaît nullement les problèmes du royaume ». Tavernier basé à Mahaxay et à la Pak Hin Boun bloque avec ses trois cents hommes le chef-lieu de province ; son subordonné, le Sergent Bounleut recrute une milice de quatre cents volontaires qui pour le moment ne peuvent être armés. Cette situation va durer jusqu'à l'entrée des unités du CEFEO dans Thakhek le 21 mars 1946.

A Savannakhet

Le 17 août, le Lieutenant Quinquenel, ancien de la Compagnie Lao de Dong Hene, bien que très affaibli par une crise de paludisme, quitte son repaire de la forêt de Dong Chouan pour Savannakhet accompagné de six mille partisans dont une faible partie est dotée de fusils. La ville, qui compte cinq mille Viêt Kiêu, est le siège d'une importante faction du Lao Pen Lao (17) ; en outre, le 31 août, une mission de quatre-vingt-dix cadres VM est arrivée d'Annam suivie dix jours plus tard par mille Japonais. En face, en Thaïlande, une équipe US soutient les indépendantistes.

Le 17 septembre, grâce à la médiation du Major anglais Marius, Quinquenel peut pénétrer dans la ville. Au cours de son avancée, il doit affronter un barrage lao-viêt qui ouvre le feu. Le Major Smiley lui envoie peu après de Thaïlande 600 fusils et 25 FM, ce qui lui permet de mettre sur pied un bataillon de quatre-cent-trente-cinq hommes. Sa position est toutefois très précaire et il doit se retirer à Keng Kok à quarante-sept kilomètres à l'est de l'agglomération.

Prenant conscience de la disproportion des forces au Moyen Laos, Legrand fait diriger vers Quinquenel, les 13 et 19 octobre, les soixante hommes des Commandos Gourvest et Vaucheret. Le 29 octobre, les Chinois de la 2^e Division d'Honneur occupent Savannakhet et enjoignent aux Français basés aux alentours de se retirer au sud du 16^e parallèle. Deux jours plus tard, un accord est cependant trouvé avec le concours du Chaokhoueng Leuam Insixiengmay, les hommes de la Force 136 n'occupant pas Savannakhet tout en ayant la latitude d'assurer le contrôle total de la province. Cette convention va rester en vigueur jusqu'à l'arrivée des troupes du CEFEO le 17 mars 1946.

A Paksé et Saravane

Dès le 13 août, Legrand a fixé des objec-

tifs précis à ses troupes : Rouby doit aller à Paksé, Allard à Saravane, Germain à Tchépone. Moncler parachuté en juin ayant comme destination l'extrême sud du pays. Tous se mettent en marche accompagnés du Major Marius ; Legrand et Dumonet, malades, doivent être transportés sur une civière. Les villages traversés leur réservent le meilleur accueil jusqu'à ce qu'ils embarquent sur des pirogues. Après une navigation dangereuse sur le Mékong en crue, ils parviennent à dix kilomètres de Paksé. Le Major britannique Blathway avertit alors les Français que dans la capitale du sud, les Nippons ne veulent pas se rendre et ont armé les Viêt Kiêu. Dumonet s'introduit cependant dans la ville où il est bien reçu sauf par les Annamites et obtient qu'une avant-garde de cinquante hommes pénètre le 14 septembre dans l'agglomération. Ce jour là, à la grande joie de la population, le drapeau tricolore est hissé et les administrations remises en fonctionnement, le Sous-Lieutenant Rouby étant nommé commandant militaire de Paksé. Le Lieutenant Allard arrive à marche forcée à Saravane le 7 septembre avec un détachement de cinq Européens et de cent cinquante Lao volontaires à qui il n'a pu donner qu'une carabine, un mousqueton et un revolver. Une semaine plus tard, Moncler libère l'île de Khong.

Le 6 novembre, le Lieutenant Germain à la tête de ses chasseurs reprend Muong Phine, aidé par les parachutistes du Commandant Gourvest. A son grand désappointement, il ne peut pénétrer dans Tchépone trop solidement tenu par les Lao-Viêt.

°
° °

Le 15 novembre 1945, la Force 136 cesse ses activités ; ses membres sont rattachés aux unités des Forces Françaises du Laos, commandées par le Lieutenant-Colonel Boucher de Crèvecoeur. Jusqu'à ce qu'un communiqué de l'état-major puisse indiquer le 7 octobre 1946 : « Au Laos situation calme », nombre « d'anciens pirates de la forêt » vont participer aux opérations de libération du royaume. C'est notamment le cas du Lieutenant Allard et du Sergent-Chef Adamolle dans la région de Louang-Prabang, du Lieutenant Benon chef du 2^e Bureau des FFL, du Lieutenant Brasart blessé au Tranninh en juillet 1946. Les comptes-rendus des combats notent également les actions du Lieutenant Deuve à Paksane, de l'Inspecteur de la G.I. Doussineau à Nong Het, du Lieutenant Dumonet lors de la prise de Tchépone en mars 1946, du Commandant Fabre à Vientiane à la même époque

et du Lieutenant Germain à la tête d'un commando. C'est aussi le cas du Capitaine Mollo à Paksane, du Lieutenant Quinquenelle à Savannakhet, du Lieutenant Rottier et du Capitaine Tual devant Vientiane, du Lieutenant Tavernier engagé dans un très dur combat à Thakhek en mars 1946 avant de trouver la mort en Thaïlande.

Durant de longs mois dans la jungle, la Force 136 a rassemblé des parachutistes venus des Indes (18), des marsouins des 10^e et 16^e RMIC, des légionnaires du 5^e REI, des chasseurs laotiens de l'unité de Dong Hene et de la 25^e Compagnie de Vientiane, des tirailleurs annamites, djarais et rhadés, des gardes indochinois, des douaniers du poste de Tha Tom, des prêtres, des fonctionnaires français ou lao, des dignitaires tels que les Princes Kidnavong et Boun Oum, des chefs de tribu comme Chong Toa et Touby Lyfoung, des jeunes lao volontaires, des informateurs, des piroguiers et des ravitailleurs autochtones, des supplétifs khas et méos. Tous fidèles et unis derrière leurs chefs ont mené une guerre révolutionnaire

contre les « Gnippous » puis les Lao-Viêt. Le Lieutenant-Colonel Boucher de Crèvecoeur a écrit d'eux : « Pour obtenir la victoire leur audace n'avait redouté aucun obstacle. Si démesurée qu'ait pu être l'entreprise, chaque groupe l'avait tentée et chacun avait été sur le point de réussir. Puis, tous, submergés et aussi avec une ténacité surhumaine, ils s'étaient raccrochés à toutes les possibilités, ancrés dans toutes les espérances, ils avaient voulu croire à toutes les promesses et se nourrir de toutes les illusions ». Tous avaient été dignes Laos français.

Colonel Maurice Rives

- (1) Le terme « laotien » est peu employé au Laos : les habitants préfèrent être qualifiés de Lao.
- (2) Titulaires du Certificat d'Études Primaires
- (3) Tribu intermédiaire entre les Mngongs d'Annam et les Phnongs du Cambodge.
- (4) En janvier 1943, ce corps a combattu avec succès à trois cents kilomètres sur les arrières de l'armée japonaise en Birmanie.
- (5) Français.
- (6) Vietnamiens vivant hors de leur pays.

- (7) Sous le camouflage d'une mission minéralogique. Le S.R. américain a fait état d'effectifs plus importants.
- (8) L'Inspecteur en Chef Grethen mort au combat a été inhumé à la nécropole du Mémorial de la Résistance du Mont Valérien.
- (9) Français à gros nez.
- (10) Équipes de parachutiste formées à partir de 1943 à Jedburg (Écosse). Parmi eux le futur Colonel Jean Sassi, récemment décédé.
- (11) Continuez, le boulot d'abord.
- (12) En 1978 ce missionnaire accompagna les réfugiés méos (hmongs) envoyés en Guyane.
- (13) Torche locale.
- (14) La Compagnie Laotienne de Dong Hene, seule unité d'Indochine à être restée groupée après le 9 mars, a été citée à l'ordre de l'Armée.
- (15) Capitaine au 4^e RAC à Yên Bay, il a franchi clandestinement la frontière chinoise le 3 octobre 1943. Parachuté pour le Laos à Thaï Nguyễn le 28 février 1945, il se trouve le 9 mars suivant à Hanoï et réussit à rejoindre la colonne Mayer le 24 mars à Muong Saï.
- (16) Chef d'arrondissement.
- (17) Parti du Grand Laos créé en 1945 réunissant des membres originaires des deux rives du Mékong et ayant pour but la réunion de tous les Lao et leur indépendance.
- (18) Parmi eux l'Adjudant Phan dinh Thu dit Lam Son, futur général de l'armée vietnamienne.

GLOSSAIRE

- BSM** : Bureau des Statistiques Militaires.
CEFEO : Corps Expéditionnaire Français d'Extrême-Orient.
CLI : Corps Léger d'Intervention.
DGER : Direction Générale des Etudes et Recherches, dont la section en Extrême-Orient basée à Calcutta était sous les ordres du Colonel Roos en 1945.
FFL : Forces Françaises du Laos.
G.I. : Garde Indochinoise.
OSS : Office of Strategic Service, ancêtre de la CIA.
R.C. : Route Coloniale.
R.M.I.C. : Régiment Mixte d'Infanterie Coloniale.
R.T.T. : Régiment de Tirailleurs Tonkinois.
SEAC : South Eastern Asia Command ayant sa tête Lord Mountbatten.

BIBLIOGRAPHIE

- Rodolphe-André Benon : *La saga des réprouvés*
- Jean Boucher de Crèvecoeur : *La Libération du Laos* – Service Historique de l'Armée de Terre (1985).
- Jean Deuve : *Guerilla au Laos* – L'Harmattan (1997). *Le Laos (1945-1949)* – Université Paul Valéry Montpellier (2000).
- Claude Hesse d'Alzon : *La présence militaire de la France en Indochine (1940-1945)* – Service Historique de l'Armée de Terre (1985).

Le site de l'A.N.A.I. est en service.
<http://www.anai-asso.org>

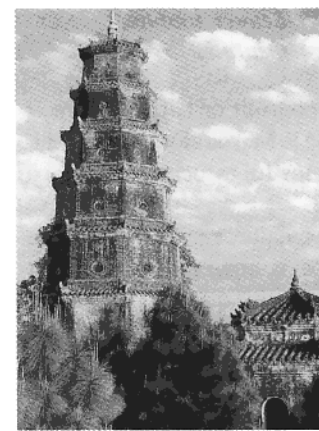
A.N.A.I. : Association Nationale des Anciens et Amis de l'Indochine et du Souvenir Indochinois

France / Indochine : Histoire et Mémoire

L'A.N.A.I.	L'INDOCHINE	LE TEMPS DES MISSIONS ET DE LA CONQUETE	LE TEMPS DE LA PAIX L'OEUVRE DE LA FRANCE	LE TEMPS DE LA GUERRE	LIEUX DE MEMOIRE
------------	-------------	---	---	-----------------------	------------------

Nous lançons un appel à tous ceux qui pourraient enrichir le site en envoyant au siège (15 rue de Richelieu, 75001 Paris) des articles sur l'œuvre de la France en Indochine (santé, instruction publique, voies de communication, développement rural, etc.). Les photos jointes devront être libres de tout droit et, si elles ont été scannées, de bonne qualité. Éventuellement, les photos seront renvoyées à l'expéditeur sur demande, après utilisation.

NOUVELLES D'INDOCHINE



VIËTNAM

La crise économique mondiale réduit les perspectives de croissance pour 2009 à 0,3 % (au lieu de 8 % pour 2008). La Banque Centrale va laisser flotter sa monnaie à 5 % (au lieu de 3 %) par rapport au dollar américain.

Viêt Nam Airlines et Airbus veulent instituer un partenariat concernant initialement la formation du personnel, la maintenance du matériel et la fabrication de composants.

Ultérieurement l'introduction de VNA au capital d'Airbus est envisagée. Parallèlement VNA a signé un accord d'exploitation avec Air France.

Le festival du tourisme maritime du Viêt Nam s'est déroulé les 28 et 29 avril à Paris. Investisseurs et voyageurs français et européens étaient représentés. Des billets à tarif réduit ont été proposés aux visiteurs.

Une épidémie de rougeole sévit à Hanoï.

L'avortement des femmes enceintes est devenu si banal que

le Viêt Nam est second au classement mondial.

Une seconde tortue géante à carapace molle, *Rafetus swinhoei*, a été trouvée en 2008 dans le lac de Hanoï.

Le 27 mars, la cour d'appel de Ha Dong a confirmé les peines infligées le 8 décembre par le tribunal populaire du quartier de Dong Ha aux huit catholiques de la paroisse de Thaï Ha condamnés pour leur participation aux rassemblements de prière de l'année 2008. Le 25 mars, le service judiciaire avait retiré à leur avocat, Maître Lê Trần Luat, sa licence professionnelle pour l'empêcher de plaider. Cinq mille catholiques entouraient le tribunal, protégé par mille policiers.

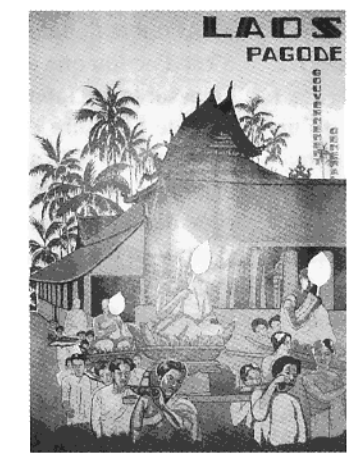
Le cardinal Pham Dinh Tung, ancien archevêque de Hanoï, est mort le 22 février. Vingt mille fidèles ont participé à ses obsèques le 26 février.

Comme à Noël, les chrétiens de Son La ont été empêchés de célébrer Pâques par un couvre-feu décrété par le comité populaire local (11-12 avril).

Après avoir été proposée à la société Péchiney, l'exploitation d'un gisement de bauxite sur les Plateaux Montagnards a été confiée à des entreprises chinoises venues avec leur main d'œuvre. La Chine est en train de fermer ses propres mines, jugées trop polluantes. Cette situation soulève de nombreuses protestations, au titre de l'écologie et au nom de la sécurité nationale.

Madame Nguyễn Thi Kim Tiên, vice-ministre de la santé et ancienne directrice de l'Ins-

titut Pasteur de Saïgon, a reçu la croix de chevalier de la Légion d'Honneur des mains de l'Ambassadeur de France Hervé Bolot.



LAOS

Il semble que le procès du Général Vang Pao aux États-Unis s'achemine vers un non-lieu, l'accusateur principal refusant de venir témoigner au tribunal. Le juge fédéral conseille à l'avocat de faire appel au Ministère de la justice.

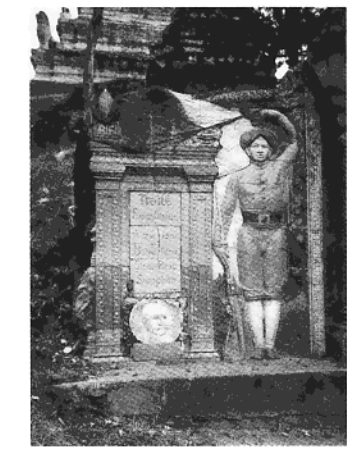
Le Viêt Nam a mis en place à Vientiane une école nationale d'administration avec programmes et professeurs vietnamiens. Trois personnalités laotiennes de premier plan, dont le chef de l'État, Choummaly Sayasone, ont suivi un stage à Hanoï du 22 au 25 avril.

Elles ont signé ensuite plusieurs accords de coopération sur la circulation dans les zones-frontières, sur l'aviation civile, sur la santé publique et sur l'exploitation des mines et des forêts de la province de Savanna-

khet par des sociétés vietnamiennes. Le Laos communiste n'en finit plus de payer sa « dette de sang » au Viêt Nam communiste.

On dit que la croissance économique en 2009 restera voisine de 6 %. Le Laos serait l'État le plus solide de l'Extrême-Orient !

Tiao Phouangsavath



CAMBODGE

Le procès du génocide khmer rouge est entré dans sa phase active le 30 mars avec la comparaison de Kaing Guek Eav dit Duch, qui a reconnu sa responsabilité dans les tortures. L'association Amrita présente une pièce de théâtre itinérante qui rappelle cette époque. Les sandales de Pol Pot ont été vendues aux enchères.

Le taux de croissance économique pourrait se maintenir à 5 % en 2009 (contre 10 % pendant quatre ans) en raison d'accords commerciaux favorables à l'exportation et des difficultés rencontrées par la Chine dans ce domaine.

DES NOUVELLES DES HMONGS



Le 17 avril à Cacao, l'un des deux villages de réfugiés hmongs en Guyane (*), le Ministre Jean-Marie Bockel a inauguré une stèle en l'honneur des combattants hmongs de l'armée française. Quatre anciens supplétifs méos (ancienne appellation des Hmongs) se sont présentés à lui, pour implorer la France de secourir les réfugiés hmongs de Thaïlande.

(* Luc Lacroze – Dix-sept ans au service des réfugiés d'Indochine (1975-1992) – En vente à l'ANAI.

Depuis quatre ans, en effet, ceux-ci sont persécutés par la Thaïlande : transfert d'un camp de réfugiés à un camp de prisonniers, incendie partiel de celui-ci, expulsions périodiques vers le Laos qui les incarcère aussitôt. Les effectifs se sont réduits de 8 000 à 5 000 ; le but de la Thaïlande est de supprimer le camp dès que possible. « Médecins sans frontières » va évacuer les lieux, « Urgence humanitaire Asie » ne peut plus pénétrer.

Le Musée de l'Immigration

Le Président de la République Jacques Chirac a fondé le musée des arts premiers quai Branly. Il y a transféré en 2003 les collections du musée de la Porte Dorée. Cet ancien palais de l'Indochine, pièce maîtresse de l'exposition coloniale de 1931, a été rebaptisé « Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration ». Dès 2003 l'ANAI a vainement essayé d'entrer en relation avec son président, l'ancien ministre Jacques Toubon. Le 10 octobre 2007, l'inauguration s'est déroulée en l'absence de toute autorité gouvernementale.

Voici trois témoignages sur ce musée.

Du Colonel Pierre GEOFFROY, président de l'Association Nationale Maréchal Lyautey, BP 43917, 54029 Nancy cedex :

Le Maréchal Lyautey avait voulu qu'un magnifique bâtiment, le « Palais permanent des Colonies » dont il confia la réalisation à l'architecte Albert Laprade survive à l'Exposition Coloniale de 1931 pour abriter ce qu'il appellera un « Musée permanent des Colonies », puis une « Maison de la France d'outre-mer ».

Après les travaux de réaménagement rendus nécessaires à la clôture de l'exposition, le Palais rouvrit d'abord partiellement, puis en totalité en 1935 sous le nom de « Musée de la France d'outre-mer ». En guise de signal de la décolonisation, il fut dépossédé dans les années 60 de ses plus belles et plus évocatrices collections par André Malraux, ministre des Affaires culturelles. Il subsista un maigre musée des « Arts Océaniques et Africains » dépouillé dans les années 80 des souvenirs trop « coloniaux ».

Par la suite, aucune des propositions faites pour valoriser le site en harmonie avec l'esprit de ses concepteurs n'a eu de suite jusqu'à ce que M. Jospin valide un projet rampant porté par Mme Guigou pour l'association « Génériques ». Ce projet a été repris en 2002 par le Président de la République Jacques Chirac et a fait son chemin avec suffisamment de discrétion pour échapper aux controverses. Vidé de son contenu en 2003, au profit du musée des Arts Premiers, le Palais de la Porte Dorée a été désigné, à la satisfaction du Maire de Paris, par le Premier Ministre Jean-Pierre Raffarin (discours du 8 juillet 2003) pour abriter ce qu'il a baptisé une « Cité nationale de l'histoire de l'immigration ».

De ce fait, non seulement le Palais de la Porte Dorée se trouve détourné de sa vocation initiale mais, de surcroît, il va être occupé par un organisme dont les objectifs affichés, et, plus encore, ceux non avoués, sont incompatibles avec l'esprit des lieux. Les adeptes de la pensée unique si néfaste ont, comme les anarchistes, des raisons d'en vouloir à Lyautey, demeuré jusqu'alors un symbole incontournable, lui qui écrivait : « J'ai horreur des idées toutes faites, des doctrines d'école, des théories

de cabinet, de toute discipline « a priori » unique, uniforme, universelle. S'il n'est de philosophie que du général, pour moi, il n'est d'action que du particulier ».

Déjà sur le site internet de la « Cité nationale de l'histoire de l'immigration » on peut lire ceci : « Il s'agit donc, avec ce projet et ce lieu, de déconstruire l'imagerie héritée de la colonisation, de retourner les symboles. De dire et de montrer que la page de la colonisation est définitivement tournée et détourner le bâtiment de sa vocation première ».

On ne peut être plus clair. Et pour le prouver le nom de Lyautey ne figure dans aucun texte mis en ligne, même pas dans l'histoire du Palais, ce qui est un comble ! Il s'agit bien d'un cadeau subtilement déguisé fait à tous ceux qui s'attaquent à l'œuvre coloniale de la France et à ses acteurs, à travers des associations militantes pour la régularisation des « sans-papier », contre le racisme, contre l'esclavagisme, etc... toutes visant à l'humiliation de la France et à l'affaiblissement du pouvoir. Autre signe de la volonté d'occulter toute une période pour permettre à certains de réécrire l'histoire en la travestissant, nous avons observé que dans le même temps, le projet abouti de Mémorial de la France Outre-Mer que devait construire l'État à Marseille a été gelé. Décidément, bien des réseaux sont infiltrés et manipulés par les « forces du mal » au point de devenir leurs complices quand l'occasion se présente. Pourquoi tant d'acharnement, de compromissions pour contribuer à faire table rase de ce passé ? Tout simplement parce que l'œuvre humaine et généreuse de la France réalisée outre-mer et l'exemple de Lyautey, symbole de toute cette époque, vont à l'encontre des thèses anticolonialistes. Trois exemples :

1°/ Comment pourrait-on accuser Lyautey de racisme quand il proclame : « Union entre les races – ces races qu'il ne convient vraiment pas de hiérarchiser en races supérieures, mais de regarder comme « différentes » en apprenant à s'adapter à ce qui les différencie » ?

2°/ Comment pourrait-on l'accuser d'avoir fait tort à l'Islam quand on relit son discours du 19 octobre 1922 marquant le début de la construction du Mihrab de la Mosquée de Paris ?

3°/ Comment pourrait-on l'accuser d'avoir humilié et pillé le Maroc alors que les Marocains de bonne foi associent son nom à leur histoire ?

Ajoutons que Lyautey chassé du Palais de la Porte Dorée, comme tout ce qui peut perpétuer le souvenir de l'Exposition Coloniale de 1931, a toujours porté haut les valeurs de l'effort, du travail, du devoir social, de l'esprit d'équipe et d'entreprise, ce qui fournit aux idéologues de la « déconstruction » des raisons supplémentaires de « retourner les symboles », comme ils l'affirment.

(Juin 2007)

De Monsieur Jean-Pierre ROUART, de l'Académie Française :

« Un couscoussier, une machine à coudre, un fer à repasser, des valises en carton, des théières marocaines et des scoubidouins : c'est ce dépotoir dont aucun marché aux puces ne voudrait qu'on ose nommer musée. Eh oui, les Musées de France lui ont donné ce label. L'État est-il devenu fou ? Je manque de mots pour exprimer mon indignation au sortir de la visite de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration ».

(Octobre 2007)

Du Commandant Claude SAINTE-CLAIRE DEVILLE, président de la Section de Paris-Hauts de Seine de l'ANAI :

Je me suis rendu au Musée des Colonies... pardon, à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Il n'y a plus rien ayant trait à nos anciennes colonies. Tout aurait été transféré dans le Musée des Arts Premiers où l'on m'a dit que les collections avaient été remises dans les réserves...

Par ailleurs, dans cette cité, on voit, pour le moment, beaucoup de choses (assez minables) relatives à l'immigration italienne, polonaise, russe de l'entre-deux guerres. L'immigration d'Afrique pointe son nez de façon assez partielle.

La seule chose présentant quelque intérêt était l'exposition temporaire « A chacun ses étrangers ? France-Allemagne de 1870 à aujourd'hui ». On y voit que l'Allemagne est restée pendant toute cette époque très xénophobe, malgré un léger changement très récent.

(Février 2009)

MANDAT DU CIEL ET POLITIQUE VUS D'UN VILLAGE VIÊTNAMIEN

A l'abri dans leurs villages, derrière les mares et les haies de bambou impénétrables, véritables falaises brunes et vertes s'élevant à pic dans la rizière, les communes du Viêt Nam disposaient jadis d'elles-mêmes, et leur statut leur garantissait une vivace autonomie. « La loi du Roi, affirmait le proverbe, cède à la coutume du village ». Il n'existait aucun état civil comparable au nôtre. Quand il fallait chiffrer les obligations collectives de chaque commune en matière d'impôts ou de corvées, ou pour la fourniture et l'entretien d'un contingent de soldats au sein de l'armée nationale, l'État ne disposait que de mauvais registres d'inscrits, notoirement incomplets, que l'on tenait, sur place, sous son contrôle périodique. Ces registres étaient, en théorie, rectifiés tous les cinq ans, mais, en fait, ils restaient toujours aussi peu sincères.

Le conseil des notables était solidairement responsable de ces obligations collectives. Il se recrutait par cooptation dans la petite oligarchie des villages, en y associant un certain taux de lettrés ou de fonctionnaires en retraite. Ces obligations une fois remplies, il n'avait plus, sauf affaires criminelles, de comptes à rendre. Il lui appartenait d'assurer, entre les personnes, la répartition des charges et le détail de l'administration communale. Ses rapports temporels avec l'État demeuraient statistiques, alors que ses attributions vis-à-vis de ses ressortissants étaient au contraire personnelles et directes. Le conseil connaissait les noms des habitants et suivait leurs affaires. Mais il ne transmettait pas ces noms et

l'État n'avait pouvoir que sur le produit global des impositions. L'autorité centrale n'était pas aux prises avec les individus, les dân, – toujours sauf affaire criminelle portée devant elle, – mais seulement avec les collectivités. Cette autonomie des communes s'est maintenue, sans grande altération, jusqu'au début de ce siècle.

On a pris coutume de parler à ce propos d'un conflit constant, encore que sourd, entre les éléments extrêmes de la civilisation vietnamienne traditionnelle : le Roi, la Cour et le système mandarin d'une part, et d'autre part ces autorités communales, fortifiées moralement et même physiquement dans l'enceinte de leurs villages. Peut-être, à mieux y regarder, faudra-t-il surtout y voir une habile répartition du travail.

L'État, du triple point de vue militaire, judiciaire et religieux, était centralisé et autoritaire. Nul village ne l'eût bravé impunément. Seulement, par la répartition, entre lui et les villages, des attributions administratives, surtout en matière économique, c'était un État léger. Les affaires, travaux ou services d'intérêt public avaient été décentralisés au maximum et remis entre les mains des autorités communales et cantonales. Décentralisation aussi en ce qui concernait la rémunération effective des corps administratifs, payés surtout en nature, c'est-à-dire en riz. Tout cela ne faisait au total, pour l'État, qu'un petit budget « monétaire ».

Dans ce domaine, où elle rencontrait des traditions séculaires, la France s'est laissé guider tour à tour par deux inspirations

parfois contradictoires : une volonté de modernisation et d'assimilation, due à l'impulsion métropolitaine, et, sur place, un certain degré de méfiance à l'égard d'une évolution précipitée. Les experts coloniaux ne manquaient pas d'arguments pour dénoncer le danger de cette précipitation. Ils plaçaient de préférence leur confiance dans les institutions traditionnelles.

Au cours des cinquante dernières années, c'est pourtant la tendance moderniste qui l'a somme toute emporté, non sans quelques lourds échecs et des repentirs. Elle s'est exprimée par trois séries d'actes :

- création d'un état civil régulier, qui a tendu à redresser les rôles d'imposition ;
- contrôle grandissant exercé par nos administrateurs sur les conseils des notables, pour l'organisation et l'exécution des budgets ;
- tentative de substituer l'élection à la cooptation comme mode de recrutement des conseils.

C'était tenter d'aligner les institutions vietnamiennes sur l'organisation communale métropolitaine. Ces innovations ne pouvaient manquer d'apporter de profondes perturbations dans la vie locale.

La force économique implicite qui, durant des siècles, avait en pratique et pour ainsi dire clandestinement soutenu le système traditionnel, provenait surtout de la marge d'imprécision administrative que l'absence d'un état civil sérieux laissait aux conseils de notables. Le nombre des inscrits déterminait le montant global des impositions dues par la commune à l'État, alors que l'effectif réel des contribuables, diligentement dissimulé aux autorités centrales, était d'ordinaire bien supérieur.

Cette différence entre l'impôt à payer collectivement et le total des imposables réels produisait une sorte de réserve para-fiscale qui demeurait à la disposition des autorités villageoises.

Cette marge exploitable s'est naturellement resserrée au temps de notre Protectorat, à mesure que se régularisait la tenue d'un état civil. Le contrôle exercé par l'administration a pu s'affermir et réduire, ou du moins rendre moins aisée, l'exploitation des « réserves » fiscales villageoises par les conseils locaux.

Quant à la troisième série de mesures, de nature réellement politique, elle devait, dans notre esprit, inciter les contribuables,



devenus des électeurs, à surveiller plus activement les affaires communales. C'est surtout au Tonkin qu'on a tenté, à partir de 1921, d'amorcer une évolution dans ce sens.

L'administration française avait, ce faisant, escompté que la transposition lui serait facilitée par l'élection massive, dans les nouvelles assemblées, des anciens notables, avertis des intérêts locaux. Leur prestige traditionnel et leur expérience des affaires nous faisaient prévoir que leurs compatriotes les plébisciteraient.

Il n'en a pas été ainsi. Les résultats des élections ont été confus et décevants. Brigner une place dans les nouveaux conseils aurait pu tenter certains Vietnamiens formés à l'occidentale, là où il s'en trouvait. Mais ceux-là n'avaient pas, d'habitude, beaucoup de poids dans les affaires locales, en un milieu très fermé. Leurs qualifications y excitaient plus de jalousie ou de méfiance que d'émulation. L'ordre nouveau, dont ils étaient l'expression, rompait trop nettement avec les données sociales reconnues. Le village ne montrait aucune complaisance à introduire les valeurs nouvelles, avec les hommes qui les représentaient, dans ses propres affaires.

Quant aux notables, chefs coutumiers de ces populations rurales, ils avaient financièrement trop à perdre au change. Ils se sont donc dérobés. Ils ont fait élire des hommes peu représentatifs, qu'ils gardaient en main, et, sans s'avancer eux-mêmes, ils ont mené une sourde opposition à toutes les mesures que recommandait l'administration centrale.

Nos tentatives de modernisation administrative se sont donc, semble-t-il, soldées sur ce plan par un échec, et il est apparu que les campagnes ne leur faisaient pas bon accueil. Manque de maturité politique et civique, ont dit certains, alors que d'autres



voyaient surtout dans ces réticences une preuve de vitalité donnée, contre notre modernisme intempérant, par les valeurs traditionnelles. Un décret impérial, pris en 1941 par S.M. Bao Dai, d'accord avec l'administration française, a supprimé les conseils élus, qu'un arrêté du Résident Supérieur au Tonkin avait institués en 1921 ; toutes les prérogatives anciennes étaient rendues aux conseils coutumiers, rétablis de plein droit.

Mais en 1945, par une nouvelle secousse de l'histoire, ces institutions villageoises si fraîchement rétablies ont été emportées, avec la monarchie, à l'avènement du nouveau régime. La République Démocratique du Vietnam a travaillé alors à reconstruire la société paysanne autour de conseils d'un modèle nouveau, dont l'inspiration « prolétarienne » et politique, au sens moderne du mot, rompait avec le passé. En maints endroits, la rupture a été violente.

Français ou Vietnamiens, des esprits aver-

tis, mais dont j'avoue que je ne partage pas l'optimisme, estiment aujourd'hui qu'il suffirait, pour rendre la paix à ce pays bouleversé, d'y rétablir de proche en proche le réseau coutumier des communes, et, avec lui, les valeurs sociales traditionnelles. Tout le problème indochinois se pose là, non plus en théorie, mais au niveau des institutions réelles.

Nous avons indiqué qu'au cours de la période coloniale les conseils coutumiers n'ont point cessé d'opposer une résistance sourde aux réformes de l'administration française, qui pourtant ne s'est point privée d'user d'eux. Chaque fois qu'ils l'ont pu, ils ont rétabli leurs positions anciennes, contre les innovations inspirées de nos idées démocratiques, et cela en particulier dès que les autorités coloniales, s'écartant de ces idées, ont – sous Vichy – rendu leur faveur au traditionalisme. Tel a bien été l'esprit de la réforme de 1941 au Tonkin : ce fut, dans ce domaine, une contre-réforme. Quand la résistance armée est entrée

à son tour en scène, en 1945-1946, contre le principe de nos institutions coloniales, mises brutalement hors de place par les Japonais après le 9 mars 1945, elle pouvait donc, à ce modeste échelon villageois (modeste mais statistiquement essentiel : c'est le Vietnam réel qui se tient à ce niveau), ou bien tenir compte aux autorités traditionnelles de cette résistance souterraine aux projets de l'administration française, ou bien ne retenir que leurs « compromissions » avec nous. C'est ce dernier parti qui a été adopté et les conseils de notables ont été dispersés, parfois décimés.

Dans l'histoire intérieure de la République Démocratique du Vietnam, cette mesure a été l'acte capital, celui sans doute qui a le plus engagé son avenir. L'inspiration paraît en avoir été double. En premier lieu, une politique nationale ample et systématique s'est traduite par l'immédiate substitution aux conseils coutumiers de comités d'un style nouveau, tout en regroupant la société vietnamienne selon une conception différente de sa structure : syndicats ouvriers et paysans, et aussi comités de femmes, de vieillards, voire d'enfants, de commerçants, d'anciens militaires, etc... Mais il semble bien que cette révolution sociale et politique n'ait pas simplement été imposée d'en haut. Elle a eu des antécédents locaux.

Au niveau des villages, un peu partout mais surtout dans les zones d'agitation, les « révolutionnaires » – dans le traditionnel réseau de sécurité formé par les communes au cours des dernières décades de la période « coloniale », – s'étaient vu assigner, par nous-mêmes et par la monarchie que nous « protégeons », le rôle d'opposants au régime. Selon la manière de voir locale, ils étaient, de ce fait, crédités d'une « vertu » c'est-à-dire d'un système politique et social, en antagonisme avec le principe monarchique, tempéré par un protectorat étranger, qui était au pouvoir : ce jeu de bascule, procédant non par des compromissions ou coupages, mais par des remplacements du tout au tout, est l'exacte façon dont l'esprit confucéen, toujours vivace au sein des campagnes, a coutume de se représenter l'histoire et d'anticiper sur elle. C'est une conception que l'on pourrait nommer cosmique ou climatique des révolutions : cette manière de dire est d'ailleurs constante dans les textes chinois. Selon eux, en ces moments critiques, les institutions, les doctrines et les hommes qui sont au pouvoir changent en bloc, comme une saison se substitue à la précédente. Tel que le dispositif de la répression, au



nom du pouvoir impérial et au nôtre, avait été monté de notre temps au Vietnam, parmi divers concours de circonstances, voilà donc à quoi, sur place, il avait préparé les esprits. Dès l'instant où, de la position de dissidents, ils passaient à la maîtrise de la situation, les tenants du nouveau parti devaient logiquement éliminer terme à terme ceux de l'ancien système, comme, au jeu, la couleur change. On ne s'attendait pas à des compromissions. Quant à leur doctrine, elle n'était point connue en détail. Peu importe : il suffisait qu'elle les marquât et qu'on pût non pas compter sur elle, mais se compter sur elle, pour ou contre elle. Or c'est la marque même de la politique au village, dans un milieu clos, aux oppositions internes sourdes et ressassées, que la coterie qui monte y trouve aisément, en dehors de toute préférence idéologique, des partisans, ne serait-ce que parmi les adversaires coutumiers des notables en place, ébranlés par la chute de l'ordre ancien. Quant à la masse, elle suit l'ordre nouveau, s'il tient.

Sous la facilité de cette acceptation (de la part même de certains qui, sous l'administration coloniale, s'étaient non moins sincèrement rangés à ses côtés) il est loisible de reconnaître, dans quelque mesure, la sagesse populaire, assurée par expérience que, dans les gouvernements, ce qui change c'est surtout l'étiquette. Mais à ces considérations de forme, si importante en Extrême-Orient, ne laissent pas de s'associer des notions morales qu'il ne faut pas sous-estimer. Chaque système a ses défauts et tous dégénèrent en abus. La disposition commune aux peuples façonnés par la civilisation chinoise est de s'accommoder de ces abus, en temps ordinaire, faute d'y pou-

voir rien, et non sans les dénoncer : la pétition au pouvoir était de coutume. On n'en faisait pas moins passer avant tout un désir général de stabilité. Le peuple avait ainsi conscience de vivre sur une vitesse acquise ; c'est ce qu'il nommait la « vertu » propre de la dynastie.

Mais tout autre devient le comportement de ces mêmes masses si dociles, quand s'annonce une révolution, et l'Occident n'a pas fini de s'en étonner. A l'instant où une vertu (nous dirions un système) paraît épuisée et où l'on en voit une autre qui se prépare à s'y substituer, les abus précédents, jusque là supportés, s'éclairent d'une lumière nouvelle. C'est alors le moment, et c'est seulement alors le moment, où, à l'aide du nouveau principe, il s'agit de leur porter remède. A une extrême patience succède ainsi un comportement d'intolérance. On tolérait tout. On ne supporte plus rien. C'est que – très exactement – les valeurs anciennes ne sont plus de jeu. Voilà comment la morale civique de l'Extrême-Orient, – plus relâchée, on l'en a souvent accusée, et plus conciliante, dans la vie courante, que la nôtre ne l'est (au moins en théorie), en ce qui concerne les erreurs du pouvoir, ses exigences, la concussion, etc., – devient brusquement intransigeante. Ce n'est pas de l'opportunisme, c'est un autre rythme intellectuel. On n'a nullement affaire là à des prétextes politiques. Ce sont bien des valeurs morales, comparables aux plus fines des nôtres, qui se donnent cours, mais elles n'entrent vraiment en action qu'au moment où les circonstances s'y accordent de façon ouverte. Ce n'est point simplement hurler, comme dit notre proverbe, avec les loups et courir avec les chiens. Ce comportement se re-



**HABILLE VOTRE MAISON
DE TOUT SON LINGE**
☎ **04 66 80 30 44**
16, rue Antonin Paris - 30250 SOMMIERES

Danièle et Denis SABATIER
membres de l'ANAI

Vous convient au
Restaurant gastronomique thaï
« Voyage au Siam »

60 rue St-Maur 75011 Paris
(Métro St-Maur ou St-Ambroise)
Tél. : 01 47 00 46 87

Ouvert tous les jours
sauf samedi midi et dimanche toute la journée.

commande d'une sagesse séculaire aboutissant à des réactions civiques qui ne ressemblent point aux nôtres. Au lieu d'un courant modéré mais continu et d'efficacité lente, la vie morale sino-vietnamienne procède par crises, plus que chez nous. Quand la crise vient, l'esprit populaire est soudain sensibilisé aux valeurs morales et plus attentif aux erreurs commises, qu'il estime être à l'origine de cette révolution. Aussi le comportement des protagonistes a-t-il alors une influence déterminante sur les événements. Ce n'est pas un hasard si l'Extrême-Orient, là où nous dirions « système », préfère penser « vertu ». Il se résigne plus vite que nous à ne pas attendre des éclats quotidiens de moralité de la part d'un régime établi ; par contre, aux changements de régime, la coutume, jusque et même principalement dans la masse populaire, est de tirer son pronostic et de faire en conséquence son choix en appréciant des vertus qui s'opposent, ou ce qui en paraît. Avons-nous assez sondé cette mentalité d'exception et compris ses effets et exigences pratiques, dans le fond même des campagnes vietnamiennes ?

Le désintéressement, une pauvreté affichée, une vie ascétique et une physionomie qui la traduit ont, en temps ordinaire, une valeur de propagande certaine, mais limitée. Ce genre de vertu, que l'âme populaire assimile au cycle du feu, de la pénitence, de la purification, peut alors le céder aux promesses d'un autre système, d'une autre attitude, reflétant l'abondance et un cours normal des choses. En s'excusant ici de ces formules insolites – directes cependant et vitales pour cet autre pan de l'ancien monde qui tourne le dos au nôtre – on pourrait utilement observer que dans l'image même de l'abondance notre sentiment étymologique évoque pour nous aussi la « vertu » de l'eau. Pour chacun, au Vietnam, et particulièrement pour les classes possédantes et dirigeantes, la silhouette du pouvoir, en période de stabilité, est tout autre qu'émaciée. Le caractère chinois yuan, qui veut dire « rond » et qui évoque la plénitude du cercle, était le terme générique servant à désigner les choses respectables, notamment les mandarins. Une vertu antagoniste préside au contraire aux révolutions, en ces moments critiques, comparables à un changement de saison (les printemps et les automnes de Confucius), où le destin règle ses comptes avec lui-même et où la main passe. L'esprit extrême-oriental s'en montre en tout cas si profondément imprégné qu'aucune action sur lui n'irait bien loin, si elle n'en tenait compte.

On a fait jadis usage chez nous d'une image simpliste et suggestive, qui réduisait les conflits sociaux à « la lutte des maigres contre les gras ». L'Asie reconnaît, sous ses oppositions politiques, un dualisme du même genre mais singulièrement plus profond. Son travail actuel d'adaptation aux données modernes de la politique internationale comporte, avant tout, une mise à jour de ces manières de voir et de dire traditionnelles. Les faiseurs de prophéties, les polémistes populaires, les poètes politiques (nous n'avons aucune idée, en France, de ce que cette production spontanée ou dirigée peut pour l'orientation morale du Vietnam) et, par delà tout cela, la conscience commune, trouvent, dans des termes connus – le feu qui dévore mais purifie, l'eau qui féconde mais peut pourrir – une inépuisable source, non seulement d'expressions, mais d'appréciations et de prévisions, donc d'action.

Courte, si l'on en juge en termes d'Occident, la formation civique et politique des Vietnamiens sort ainsi en réalité d'un ou deux millénaires de réflexions sur des thèmes dont nous aurions grand tort de sous-estimer les incidences pratiques. Je ne suis nullement certain par exemple que nos concepts logiques soient plus efficaces que ces images orientales, pour donner idée de la mauvaise adaptation politique des signes extérieurs, physiques, de la richesse et de la prospérité, – donnés dans les personnes, à un moment de crise. Il faut évoquer, à ce propos, la « rondeur » et la plénitude de l'eau, opposée à l'angle aigu et déchirant de la flamme, en transposant le tout en des valeurs politiques ou personnelles très actuelles. Sans doute des considérations en apparence aussi géométriques (très familières cependant à des peuples



chez qui la géomancie et la physiognomie ont eu un si grand crédit) n'expliqueraient-elles pas, à elles seules, le choix entre deux genres d'hommes, entre deux systèmes, ou deux vertus. Mais le fond de croyances, d'intuitions et de sentiments qu'elles traduisent s'avère, lui, de la plus grande importance quand se décide ce choix. Mains remous de la conscience populaire, indéchiffrables pour les Occidentaux, qui parlent alors de trahison ou d'ingratitude, s'expliquent par là.

Il est un temps où tout est remis au creuset. Il en est un autre, en période de stabilisation, où l'on doit se laisser au contraire imprégner par les principes féconds d'une vertu, fût-elle-même étrangère.

On peut traduire par exemple en ces termes figurés, aussi bien que nous le ferions avec des mots abstraits tirés du latin, les avantages ou les dangers pour l'Asie – tantôt avantage et tantôt danger selon l'époque – d'une imitation de l'Occident par ses valeurs de consommation et non de production, imitation passive que je nommerais le shanghaiisme et dont la rondeur de la ploutocratie chinoise a paru fournir une illustration tangible, en parfait accord avec l'imagerie traditionnelle. On peut sourire de celle-ci. Mais comment trouver un meilleur moyen d'exposer à des peuples si peu au courant des faits et de la terminologie modernes une situation caractérisée par un décalage dans l'organisation économique, aboutissant à l'absorption passive des produits de l'industrie moderne ? Payant en matières et produits bruts – c'est-à-dire avec le labeur de tous, paysans et ouvriers – une nation reçoit alors de l'étranger, dans des conditions d'échange défavorables, un contingent de produits finis, destinés par priorité au petit

nombre. Cette subordination économique s'exprimera par le cycle de la passivité, qui est celui de l'eau, de la femme, de l'obscurité : une fécondité qui n'est pas maîtresse d'elle-même. Nos formules à nous ne porteraient pas. Celles-là, en milieu asien clos, prolifèrent.

Les politiques villageois et les augures campagnards, dans le secret des communes, n'ont donc jamais manqué de ressources mentales pour suivre, selon leurs vues, frustes et incomplètes, et pourtant pénétrantes – à la manière paysanne – l'évolution de la situation. La vie publique existe, derrière l'écran des bambous. Seulement, elle suit d'autres voies et elle offre d'autres réactions, sur un autre rythme que la nôtre. On entrevoit déjà, à travers ce qui précède, comment et dans quelles limites, pour elle, le succès fait preuve ; pourquoi aussi le peuple s'attend spontanément à ce qu'un parti qui se saisit du pouvoir, au nom d'une raison d'État radicalement nouvelle, ne compose en rien avec ce qui l'a précédé. Les valeurs établies sont renversées, effacées. L'État change non seulement d'allure mais de base. Les seules révolutions que la sagesse politique sino-vietnamienne, en ses expressions classiques, tienne pour authentiques sont en effet celles qui opèrent ce changement complet. C'est pour un parti la preuve majeure du droit au pouvoir que d'offrir un programme apportant en toutes choses des solutions nouvelles. Cette conception est, en Extrême-Orient, familière de tout temps au plus modeste campagnard. A-t-on assez remarqué combien elle peut le préparer, aujourd'hui, à entendre le langage qu'emploie couramment la révolution sociale et politique qui se propage vers lui à partir de son centre mondial, au Nord-



Est de l'Europe ? « Le monde va changer de base »... L'Asie, toutefois, n'admet pas, intellectuellement, qu'une telle lutte puisse avoir un terme final : dans toute la force, mais aussi dans l'exacte limitation de ce terme, elle ne croit qu'à des mutations, – sur un fond permanent.

En 1945-1946, les notables vietnamiens ont fait les frais de l'une d'elles : scènes souvent tragiques, mais qui, tout en différant du cours ordinaire de la vie paysanne, se sont inspirées d'un esprit qui, à certains égards, reste proche de l'esprit traditionnel. Sans même avoir à évoquer la coordination assurée, en la circonstance, par un parti extrémiste et ses réseaux partout étendus, chaque paysan était historiquement préparé à comprendre, voire même à admettre comme une fatalité, ce tour soudain des événements. C'est sur les autorités locales, garantes du système brusquement renversé, qu'a été alors administrée, et parfois cruellement, par les révolutionnaires, la preuve tangible de ce qu'ils présentent comme une « rénovation de l'État ».

On s'abuse étrangement quand on ne prête à l'homme du commun (dân, disent les Vietnamiens : « le particulier », avec une nuance d'affection foncière et d'estime, alors que nous avons tôt fait de le nommer nhàn « le rustre ») aucun autre souci que celui de sa bolée. Certes, c'est là pour lui une préoccupation majeure. Mais sur ce qui peut la lui garantir ou la lui ôter, il a ses idées et elles vont loin. Durant des siècles, il y a eu, dans les plus pauvres villages, quelques lettrés locaux qui ont progressivement familiarisé la conscience nationale, par elle-même alerte et curieuse, avec les principes de la pensée politique chinoise, déconcertante pour nous dans ses expressions et ses images, mais bien adap-

tée à ce domaine. Les grands événements historiques ne laissent donc point ce peuple indifférent, surtout quand ils le concernent directement et vont l'atteindre jusque dans ses retraites rurales. Un sûr instinct l'assure qu'aux grandes heures, c'est selon sa propre réaction que se décide en dernier ressort l'issue nationale – comme les disciples de Confucius et Mencius ont grand soin de l'enseigner. Certes, le dân ne construit pas, mais il choisit entre les systèmes et départage ainsi, par un effet de masse, les « vertus » entrées en conflit devant lui à son sujet. Il lui appartient de consacrer par ce choix le système (on dit là-bas la vertu) qui est en harmonie avec le destin.

Nous avons une expression qui convient, en l'espèce : celle de moment historique. Aux yeux des Vietnamiens, de tels moments sont marqués par l'irrésistible force avec laquelle les événements se précipitent.

Pour paraître avec chance de succès devant le peuple, instance suprême, en messager du destin, un parti doit lui présenter toutes les marques de sa mission, et le signe entre tous que l'on attend de lui est en ce cas l'aisance, la fluidité de son succès. Tout doit lui réussir, comme par miracle. Les moyens militaires, financiers, factieux, policiers sont – dans l'opinion populaire, sinon dans les faits – une considération secondaire : ils se mettront d'eux-mêmes dans la main de celui qui a reçu le « mandat du ciel ». On aurait profit – rétrospectivement – à considérer à cette lumière l'effet qu'a pu avoir, sur la masse vietnamienne, l'étonnant scénario d'avènement offert à tous par la République Démocratique du Vietnam à Hanoï en août 1945. Quasiment sans coup férir, au milieu d'un tourbillon qui emportait ensemble les Japonais, les étrangers de toute espèce et la dynastie nationale, le proscrit d'hier, devenu soudain, sur la scène internationale, le chef du pays, envers et contre tous, s'affirmait l'homme providentiel, marqué du sceau dans les formes classiques. Ce n'est point simplement une mise en scène historique – à laquelle l'absence singulière de réaction des forces japonaises n'a pas laissé de contribuer – c'est la structure mentale du Vietnam tout entier qui devait fatalement étendre jusqu'aux derniers villages cette grande secousse : tout était possible, voire inévitable, dans ces campagnes, à partir du moment où la décision du ciel s'était manifestée de façon aussi irrécusable dans la capitale.

Il faut en rabattre sur le statisme, sur l'immobilisme si longtemps prêtés à la société

extrême-orientale. De cette notion, valable hors crises, ce qui peut à la rigueur être gardé, la crise venue, quand tout s'en va et change en bloc, c'est le caractère massif, homogène du changement. Toutes les parties du système humain tendent alors à demeurer solidaires dans le mouvement – exception faite de celles qu'il écrase – comme elles l'avaient été au repos, et l'on est en droit de reconnaître là une définition de l'inertie, mais au sens proprement physique de ce terme, qui, bien loin d'exclure le mouvement, au contraire l'organise. Un même glissement emporte en effet plus aisément cette société que la nôtre, d'un seul coup, soit dans un sens soit dans un autre, selon que le destin lui paraît s'être prononcé. C'est une bonne occasion de mieux apprécier l'importance prise en ces domaines par l'espèce de figure de proue que constitue, en avant d'un parti ou d'un système, le chef qui en est représentatif. Tout se tenant, et tout étant le signe du choix du Ciel, il n'est pas de meilleure ressource politique que de juger, sur cet homme modèle, de ce qu'il apportera avec lui. Les traditions chinoises poussaient si loin ce principe qu'à l'avènement d'une dynastie, non seulement on modifiait, en principe, coutumes, vêtements, formules (et jusqu'à certains mots de l'écriture), mais on les réglait, chaque fois qu'il se pouvait, sur la personne de l'Empereur : par exemple les mesures itinéraires, marquées par un bornage milliaire le long des routes, étaient recomptées en ajustant la coudée à la coudée réelle mesurée sur le Souverain. A tout prendre, ce n'est donc pas à tort que la presse et l'opinion mondiales ont tendance à schématiser le conflit vietnamien, en opposant deux personnages, l'un et l'autre représentatifs : d'une part le vieux proscrit, Jacquou-la-Patrie – comme il faudrait traduire son ancien nom de guerre pour lui garder la saveur familière et sentimentale qu'il a en vietnamien – devenu le Président d'un Gouvernement, et en face de lui, le chef de la dynastie des Nguyễn, que volentem nolentem la disposition générale de la scène désignait déjà, à elle seule, comme l'autre partenaire de la partie du destin. On s'égarerait vite d'ailleurs, si l'on voulait pousser la signification de cet antagonisme à nos propres limites, en y mêlant de nos idées occidentales. Chacun des deux meneurs du jeu vaut pour nous par ce qu'il représente réellement. Nous dénombrons leurs forces, leurs appuis, au-dedans et au dehors. Nous supputons le nombre de leurs adhérents respectifs, déclarés ou cachés, et celui des « attentistes » des deux

bords. Peut-être les intellectuels, les politiques vietnamiens, formés en grande partie à notre école, nous imitent-ils quelquefois en cela, dans leurs propres calculs et sans doute est-ce pour cela qu'ils se trompent comme nous. Le peuple, lui, n'en pense, en apparence, pas si long : c'est d'ailleurs cette ignorance des données chiffrables et son manque d'intérêt logique à leur égard qui ont incité tant de bons experts « coloniaux » à lui dénier une activité et une maturité politiques. Mais sa réserve et ses réactions instinctives se trouvent peut-être, en fin de compte, avoir plus de portée que les critiques qu'on lui a faites à ce sujet. Au lieu de comparer des effectifs, de totaliser les hommes, les armes et les millions, toutes données concrètes, le Jacques vietnamien, demeuré dans les bornes de son horizon traditionaliste, serait plutôt porté à interroger le destin et l'adaptation des hommes à ce destin. Il se demande si tel chef, tel type d'homme et d'action, est conforme à ce je ne sais quoi qui n'a pas de nom dans notre langue, mais qui, dans la sienne, se dit Thiên minh. Nous traduisons faiblement ces mots par « la volonté du ciel » ou « le mandat céleste ». Ce qu'il y a de réel dans ces puissants mouvements d'opinion, et ce que le talent des philosophes chinois de l'État a été de mettre en formules, c'est que le peuple aux heures décisives, a – comme chez nous – la conviction profonde et quasiment religieuse de porter en lui-même cette voix du Ciel, qui, à ce moment, est sa voix. A quoi bon s'efforcer de dénombrer les partisans de l'un et l'autre camp, pour se faire une opinion individuelle sur leurs chances, alors que c'est précisément cette opinion, selon qu'elle s'orientera le moment venu vers l'un ou l'autre, qui apportera du même coup au parti de son choix, avec la masse, un succès facile, faisant preuve après coup ? Il n'est jamais aisé de jouer avec ces forces latentes dont le déchaînement, en Asie, est irrésistible. Comment éviterait-on de se fourvoyer, quand on s'y mesure sans les connaître ? Le peuple ne se perd point dans les nuées. Il y cherche sa voie. Il saurait, après tout, aussi bien que d'autres compter des bataillons, et apprécier les éléments matériels d'une situation. Sa tendance naturelle serait même d'en grossir les comptes. Mais cela ne suffit pas à ses yeux. Il attend, pour se sentir convaincu, de voir les événements prendre un grand élan, conforme à son sentiment intérieur, à son expectative. Alors seulement, il se persuade que la force supérieure, dont il

cherchait les signes, est bien entrée en jeu. Elle est liée, certes, à ses éléments matériels, mais elle ne doit prendre qu'un léger appui sur eux : car elle ne doit pas avoir à en user, autrement que comme d'une marque de sa présence, pour arriver à ses fins. Il est une sagesse des nations. Elle ne s'étend pas mais se transpose, de continent à continent, chaque fois avec un contenu humain et des maximes pratiques d'action qui peuvent déconcerter. Mais cette mise au point faite, la coïncidence de ses formules éclaire, de part en part. Rappelons-nous donc que nous parlons nous aussi de « montrer sa force pour ne pas avoir à en user ». Le seul danger serait de croire que l'Asie Sud-Orientale mette dans ces mots le même contenu que nous. En fait, ils traduisent pour elle le fond de la tradition chinoise et toute une philosophie du monde. La force, réduite à cela, n'y est jamais le droit, contrairement à l'aphorisme de nos cyniques. Elle est loin d'être niée ou négligée : on la craint, on la tourne, on la fuit, on l'utilise, mais on la méprise. Il faut qu'elle donne un signe de plus : précisément de ne pas avoir à s'employer. Elle devient alors, non pas un fait positif, constructif, mais un signe, le seul signe sur lequel un gouvernement puisse s'asseoir dans l'opinion publique : celui où l'on reconnaît l'arrêt, le mandat du ciel. La tradition sino-vietnamienne appelait cette supériorité divine le gouvernement des mains ouvertes, ou des mains pendantes. C'est, jusque dans l'image, l'opposé de certain Faustrecht occidental. A cet égard, et pour comprendre la suite, on ne redira jamais assez quels grands présages étaient apparus en 1945. La rapide montée au pouvoir de la République Démocratique du Vietnam, voulue et accomplie par un groupe d'hommes, a reçu de ces circonstances une consécration : elle a revêtu, aux yeux de la masse, une légitimité qui débordait de beaucoup ce groupe et ses efforts réels. N'oublions pas, en nous plaçant au point de vue des hommes du commun, dans la rizière, que le dernier sceau lui avait alors été mis par le souverain en personne quand, après une abdication, il avait déclaré vouloir entrer comme simple particulier, dans les rangs de ce nouveau peuple. Quelle mutation offerte à la réflexion confucéenne, et comme on pouvait penser que l'on voyait là éclater au grand jour la puissance du nouveau système, cette « vertu » révolutionnaire, appuyée sur un monde nouveau, en conflit avec l'ordre ancien, – vertu mûrie dans

l'opposition et l'exil, pour porter ses fruits à l'heure du destin ! Il faut bien avouer que la suite n'a pas été tout à fait celle que ce brillant commencement annonçait. Qu'on se reporte au pronostic que l'on pouvait raisonnablement faire, en 1945, quant à nos chances de retour et à celles de l'ancien ordre monarchique, dont nous nous étions constitués protecteurs : telles qu'elles apparaissaient alors, sur le plan vietnamien intérieur comme sur la scène internationale, on exagérerait à peine en disant qu'elles étaient nulles. Le coup de force japonais nous avait balayés. Après avoir proclamé à son compte l'indépendance, la monarchie, historiquement liée à nous par le protectorat, venait de céder, sans lutte, à un gouvernement révolutionnaire. En s'inclinant devant lui, après qu'il l'eût rejetée, avec nous, hors de la scène, elle avait publiquement reporté sur son alliance avec nous la cause de sa déchéance, confession qui ne laissait pas, en son temps, de ressembler un peu, par avance, aux grandes scènes politiques de résipiscence intervenues depuis en Occident, ou vaut-il mieux dire sur l'imprécise lisière entre l'Occident et l'Orient ? Cette rupture, en tout cas, considérée par le peuple comme un signe de la décision céleste, achevait, pour le moment, de détacher ce pays de nous. C'était, par surcroît, l'heure où les Alliés éliminaient la France de leurs conseils ; le « Quatrième Grand » était la Chine. Les premiers émissaires du plus Grand parmi les Grands pays dès leur arrivée au Tonkin n'avaient point fait mys-

tère de ce qu'ils considéraient notre départ comme définitif. Nos hommes, sur place, étaient gardés, désarmés, dans des camps de concentration, aux portes desquels des sentinelles vietnamiennes avaient remplacé les sentinelles japonaises. La décision prise en dehors de nous, dans les conseils alliés, était que les troupes chinoises occuperaient le pays au Nord, les forces britanniques au Sud du 16e parallèle, qui est en gros celui de Tourane. Des forces françaises, il n'était point question. Sur terre, sur mer, dans l'air, notre pavillon semblait avoir disparu de ces régions. Les Anglo-saxons paraissent bien, dans la perspective locale, avoir rayé la France de la carte de l'Asie, du moins en tant que puissance coloniale. Venant après la douloureuse affaire de Syrie, suivie avec passion par les Vietnamiens, toujours anxieux de lire au ciel le signe des temps, l'affaire indochinoise semblait confirmer les malencontreuses affirmations prodiguées à ce sujet par la propagande vichyssoise : celle-ci avait instruit les Indochinois à ne pas attendre d'autre réaction des Alliés à notre égard, au cas où ils seraient vainqueurs. En un mot la mutation s'annonçait complète. Pour donner au contraste toute son ampleur, que l'on passe à présent d'un seul coup au tableau de 1952. C'est franchir sept années lourdes d'échecs, de reprises, de difficile action et trempées de sang, pour n'en garder que l'actuel résultat. Savons-nous bien dans quel sens, d'après ce bilan, les villes et les campagnes du Vietnam déchiffrent l'arrêt du Ciel – car sous

des formes à peine modernisées c'est ce qu'elles attendent ? Elles observent avec crainte et méfiance un bouleversement de la conjoncture locale et mondiale, d'autant plus grand en ses effets, devant elles, qu'elles en suivent moins aisément encore que nous les causes et les circonstances cachées. Les « Grands » dont l'accord, naguère, ne faisait plus place à la France, sont tombés dans deux camps qui s'affrontent. La Chine est aux communistes. On a pu voir la diplomatie française lui reprendre, au cours de ces dernières années, la fameuse « quatrième place » dans les conseils ordinaires du monde. Aux beaux temps de l'OSS et de la politique Roosevelt, les États-Unis nous écartaient de l'Indochine. Ils y soutiennent désormais notre action et y approuvent notre présence, dans une situation internationale profondément renouvelée, où d'ailleurs, et c'est peut-être là l'essentiel, nous affirmons hautement que cette présence n'a plus le même sens que par le passé. Comme de juste, ce dernier point est un de ceux sur lesquels le sentiment politique des Vietnamiens ne cesse de revenir, avec le plus d'attention, et il faut l'avouer de circonspection. Peut-être aurions-nous profit à les imiter, ici, ne serait-ce que pour mieux les comprendre.

Paul Mus
Vietnam, sociologie d'une guerre
(Editions du Seuil, 1952)

AVIS DE RECHERCHE

Mme Ghislaine BODON, 9 rue des Ramines, 18220 Les Aix d'Angillers, recherche toute personne ayant connu son père, le Sergent-Chef Guy MARTIN, au 1^{er} Bataillon de Choc en 1946-1948, au 8^e Bataillon de Choc en 1953-1954, tué à Diên Biên Phu le 27 avril 1954.

M. Alain HEURTAUD, 16 bis rue de Saint-Coust, 63140 Châtelguyon, recherche toute personne ayant connu son frère, le Garde Didier HEURTAUD, de la 3^e LMGR, chef de section au 31^e BVN à Mao Khê en juin-juillet 1954, tué en Algérie le 17 janvier 1959.

M. Lucien VARNIER, 375 Le Quesnay, 76480 Saint-Paër, recherche toute personne ayant connu son cousin, le Sergent Maurice DELESTRE, du 1^{er} Bataillon Muong, tué le 4 mai 1952 à Pho Nam (Tonkin).

M. Raymond SABOURIN, 1 rue Charpenterie Lamané, 76600 Airvault, recherche toute personne ayant connu son ami, le Soldat Marcel CAVELIER, tué à Phuc Toc en Cochinchine le 24 mai 1947.

M. Yves BOULANGER, 31 place de Savoie, 59400 Cambrai, recherche des camarades du 2/24^e RMTS entre 1948 et 1952.

M. Jean GOURBIL, 18 avenue Georges Corneau, 08000 Charleville-Mézières, recherche des camarades du Parc des Transmissions de Khanh Hoi à Saïgon entre 1949 et 1951. Il aimerait recevoir des photos de ce parc.

M. PLOUVIER, 2 rue Jean Braillon, appartement 45, 60000 Beauvais, recherche :

- le Commandant Louis LEMAIRE, du Groupe de Chasse « Alsace » en Indochine de 1947 à 1948,
- le Capitaine Guy FAIVRE D'ARCIER, du 2^e RTM en Indochine en 1949.

M. Jean-Louis LEGENDRE, 312 Le Val, 14200 Hérouville, recherche tout renseignement sur la canonnière fluviale « Francis Garnier », construite à Blainville en 1927 et coulée à Kratié (Cambodge) le 10 mars 1945. Il s'agit de compléter l'information d'un journaliste qui veut faire un film documentaire.

Du M. Pierre MEKIFFA, 16 rue Silberrath, 67000 Strasbourg :

Le douzième pèlerinage-rencontre national des anciens combattants a eu lieu à Lourdes du 4 au 8 juin 2009. Pour l'année prochaine retenez l'adresse : Organisation du pèlerinage, 2 boulevard du Lapacca, BP 207, 65106 Lourdes Cedex, Tél. : 05 62 94 08 81.

De M. Henri LETHEULE, 14 avenue de Paris, 78820 Juziers :

Vos éditoriaux me sensibilisent, car ils représentent la réalité de ce que nous subissons dans la société actuelle. A la lecture du n° 17 j'ai été touché par ce que vous ressentez en ce qui concerne le devoir de la mémoire et je ne peux que me joindre à vous, car mon ultime conviction est que le navire France sombre dans le néant et l'obscurantisme.

De M. Bernard BECQUAERT, Route de la Serrée, 21700 Nuits Saint-Georges :

Ce peuple nous aimait. C'était un fin observateur. Le curé de Tra Vinh m'a déclaré : « Vous êtes bien considéré par la population de Tra Vinh ». Comment l'avait-il perçu ? Je n'avais pas eu d'attitude particulière.

De Médecin-Colonel Jean BAUDRIT, 22 rue Monsarrat, 33800 Bordeaux :

Fervent de votre bulletin, j'ai pris grand intérêt à lire l'article du Colonel Rives sur la piste Hô Chi Minh.

Jeune médecin-lieutenant sorti de l'École de Lyon, je fus affecté comme médecin-chef de la place de Thakhek et du 1er Bataillon de Chasseurs Laotiens en 1953-1954. Seul

médecin européen sur plus de 100 km à la ronde, je connais le territoire et les événements qui s'y sont déroulés à cette époque. Mon unité contrôlait la région et avait une compagnie installée à Ban Naphao où débouchaient la vallée et le col de Mu Gia ainsi que le téléphérique qui permettait l'évacuation des minerais d'étain de la mine de Phong Thiou vers la côte d'Annam. A l'époque, ce moyen de transport de matériel avait été abandonné depuis quelques années et il n'en subsistait que quelques tronçons et pylônes délabrés. Mais cette vallée est apparue essentielle au Viêt Minh pour communiquer avec le Sud Indochinois. Malheureusement, le Commandement français n'y avait pas porté attention. En décembre 1953 Giap lança deux divisions dans ce couloir, bousculant nos faibles moyens. La piste avait été aménagée auparavant. Le Groupement Mobile dépêché sur place ne put s'opposer à la violence du choc. Les bataillons se débandaient et la batterie d'artillerie était emportée rapidement. Le bataillon commandé par le Colonel Bigeard engagé dans cette opération échappa de justesse à l'encerclement.

Les troupes françaises se replièrent rapidement en direction de Thakhek et Savannakhet pour une défense plus musclée dans ce secteur où des combats sanglants se poursuivirent. Il fallait protéger à tout prix l'aérodrome de Seno, essentiel pour la poursuite des combats.

Janvier-février 1954 fut le moment que choisit le Général Giap pour investir Diên Biên Phu. Afin de mettre toutes ses forces sur ce théâtre, il reprit en main les unités viêt du Laos pour les regrouper autour de la place forte. Nous avons alors réoccupé la place de Thakhek et ses environs ainsi que la zone du col de Mu Gia et Ban Naphao dont le poste fortifié avait été détruit entre temps par de notre aviation.

DEMANDES DE RECTIFICATION DU BULLETIN DE L'ANAI N° 17 DU 1ER AVRIL 2009

Du Contrôleur Général des Armées Claude SORNAT, président de la Koumia, 29 avenue du Général Leclerc, 92100 Boulogne :

Le dernier bulletin de l'ANAI a publié un article sur la place de l'Infanterie dans la guerre d'Indochine de 1946 à 1954. La Koumia, association des anciens des Goums marocains et des Affaires indigènes, a été très surprise, et meurtrie, de voir que la participation des goums marocains n'y a fait l'objet que « d'un codicille » alors que les autres troupes nord-africaines ont toutes été citées dans le détail.

Dois-je rappeler que le drapeau des Goums mixtes marocains, décoré de la Légion d'Honneur, a ajouté l'inscription « Indochine » à celles, glorieuses, figurant déjà dans ses plis : Maroc, Tunisie, Sicile, Italie, France, Allemagne ?

Réponse :

Vous déplorez que les Goums et les Tabors aient fait l'objet d'un résumé trop succinct. Je suis d'autant plus sensible à votre regret que, sur la même page, les bataillons indochinois, qui constituaient une part importante de l'armée française, ne sont pas mieux traités.

Votre lettre paraîtra dans le Courrier des Lecteurs du Bulletin de l'ANAI du 1^{er} juillet. J'en enverrai copie au Musée de l'Infanterie, qui est l'auteur du tableau.

Du Général de Corps d'Armée Georges PORMENTÉ, 60 rue du 9^e Zouaves, 68140 Munster :

Page 14, 3^e colonne, 42^e ligne – Au lieu de : « Et surtout ! », lire : « Et encore ! ».

Page 15, dernier mot – Au lieu de : « poésie », lire : « paix ». « Le soldat est l'avenir de la paix ».

Du Président Jean-Pierre KELLNER, 10 rue d'Altorf, 67120 Molsheim :

Page 26 – Remplacer les quatre dernières lignes de la 1^{ère} colonne par : « L'Amicale des Anciens Combattants d'Indochine du Bas Rhin s'est transformée en Section d'Alsace du Groupement National des Combattants d'Indochine, des TOE et MME ».

Appel du Colonel Trần Đình Vy



Que ceux qui ont gardé le souvenir du million de réfugiés du Nord parvenus au Sud au péril de leur vie, et que ceux qui ont appris ces événements par les livres ou par le site de l'ANAI, se laissent émouvoir et m'envoient leur participation à la reconstruction. Merci pour leur fidélité, merci pour leur générosité.

Les dons sont à envoyer à l'ANAI, 15 rue de Richelieu, Paris avec la mention « Pour la reconstruction de l'église de Trung My Tây ». Ils donneront droit à un reçu fiscal.

Je remercie beaucoup mes camarades de l'ANAI (rejoints deux ans plus tard par ceux de l'ANAPI) de m'avoir aidé à reconstruire la basilique de Phu Oc, devenue cathédrale de Nam Dinh. Lorsque l'Archevêque de Hanoï l'a consacrée le 19 juin 2000, j'ai été fier que le Président Huc de Vaubert représente la France à la cérémonie.



Pardonnez-moi de vous appeler au secours aujourd'hui pour l'église de Trung My Tây. Vingt kilomètres à l'ouest de Saïgon, ce village a hébergé le plus grand camp de boat people tonkinois qui fuyaient le communisme en 1954-1955, dont ma famille. Une église provisoire (de 4 000 places) a été construite hâtivement ; elle vient de s'effondrer du fait des intempéries.



UNE NOUVELLE ONG : ANAI-PARRAINAGE

Juridiquement indépendante depuis 2005, présidée depuis 2008 par une personnalité qui refuse d'adhérer à l'ANAI, notre ancienne Section, qui a conservé l'appellation d'ANAI-Parrainage, est devenue une ONG responsable parmi d'autres.

Nos parrains poursuivront jusqu'à son terme la protection des filleuls avec lesquels ils entretiennent une relation personnalisée.

Les donateurs – particuliers, associations, sociétés – apprécieront en toute liberté l'opportunité de leur participation aux projets précis ou au fonds de roulement de la nouvelle ONG.

Général de Division Guy SIMON

VIE DES SECTIONS

SECTION DE L'AUBE

Président : Commandant Guy LETROUIT
17, rue Jules-Ferry
10400 NOGENT-SUR-SEINE

21 février : Villemoyenne, le Président et le Vice-Président Louis Cheval représentaient la Section aux cérémonies organisées par l'Association des Combattants de l'Union Française.

1 mars : Troyes, la Section était représentée par son Président aux cérémonies organisées au monument aux morts de St-Parres aux Tertres par la Section des Médailleurs Militaires de Troyes.

2 mai : Eaux-Puiseaux, à l'invitation de l'Amicale de la Légion Étrangère de l'Aube, le Président représentait la Section aux cérémonies de Camerone.

7 mai : Une importante délégation des anciens et amis de l'Indochine, vingt porte-drapeaux et cinquante invités rendaient hommage aux combattants tombés au champ d'honneur et aux soldats massacrés dans les geôles communistes d'Hô Chi Minh. Une allocution rappelant les sacrifices de nos martyrs fut prononcée par le Colonel Collignon. Trois gerbes furent déposées au pied de la stèle, en souvenir des héros disparus au cours de la bataille de Dien Bien Phu.

13 mai : Troyes, le Général Simon et le Commandant Letrouit se sont rendus, à l'invitation du Directeur, à la Résidence-Club des Noës pour célébrer le centième anniversaire de Mme Madeleine Giraud, ancienne d'Indochine pendant dix-sept ans et membre de l'ANAI depuis de nombreuses années.

SECTION DU BÉARN

Président : M. Paul BURGAU
5, rue Guynemer
64230 LESCAR

Notre ami Jacques Warryn a reçu la médaille militaire. Nous avons assisté avec notre drapeau aux cérémonies sui-

vantes : **24 avril à Pau** au 146^e anniversaire du combat de Camerone, **28 avril à Pau** au 64^e anniversaire de la libération des camps, **8 mai à Pau** au 64^e anniversaire de la fin de la guerre en Europe, **14 mai à Castillon d'Arthez** à la commémoration du retour en Béarn des cendres de l'Adjudant-chef Roger Vandenbergue.

SECTION

DES BOUCHES-DU-RHÔNE
Président : M. Henri GARRIC
422, avenue Jean-Paul Coste
13100 AIX-EN-PROVENCE

15 février : Célébration du Têt vietnamien à la salle des fêtes de Puyricard. Avant le repas-baguettes et les animations le Président Garric donne lecture du poème : « Dieu, que vas-tu donner à ceux qui sont morts pour la Patrie ? ».

19 février : Assemblée générale du Comité de Salon de Provence, sous la présidence de Nadia Boucharenc, en présence du Député Christian Kert, du Colonel André Grousseau, du Président de Section Henri Garric, du Colonel Dour de la Base Aérienne 701, de Bernard Gautier Président du Comité de Vitrolles.

3 avril : A la Maison de retraite de Beaurecueil, et sur

l'initiative du Président Garric, le Monde Combattant offre à ses anciens une plate-forme de jeux vidéo.

10 avril : Journée à la Base Aérienne 701 de Salon de Provence.

27 avril : Au cimetière Saint-Pierre de Marseille, devant dix drapeaux, enterrement du Capitaine Nguyen Tu Chuc, chevalier de la Légion d'Honneur, cinq citations, deux blessures de guerre.

4 avril : La Section a tenu son assemblée générale à la Maison du Combattant d'Aix en Provence. A 10h, le Président ouvre la séance en remerciant tous les présents et ceux qui nous ont rejoints depuis notre dernière assemblée : MM. Aubertin, Cornavin, Dahoun, Dupuis, Fercot, Germain, Labrousse, Parlanti, Simoni, Sotin. Il nous invite à observer un moment de recueillement à la mémoire de nos amis disparus au cours de l'année 2008 : la princesse Bordier-Toi, Mme Foltzer, le Père Favet, MM. Bonnet, Conti, Grebot, Heckenroth, Jardi, Jérôme, Landon, Pelege, Portier, Varsovie et récemment Joseph Viou.

Puis il présente son rapport moral.

"Chers Amis, en cette année du

Buffle, symbole de fidélité, j'ai choisi pour mon rapport moral de vous parler de mon devoir de Mémoire.

Moi qui n'ai pas combattu en Indochine et toujours pas mis les pieds sur ce territoire, malgré ces handicaps vous m'avez désigné comme Président de cette Section départementale. Sachez que j'en suis fier, mais conscient de mes obligations envers vous.

Si depuis le 1^{er} janvier 2007, je suis convaincu d'être investi d'une mission bien particulière, cette année, par fidélité, j'ai l'impérieuse nécessité de poursuivre mon engagement. Car le jeune Lieutenant qui m'a transmis cet amour de l'Indochine ne pourra plus désormais me parler de cette péninsule enchantée. Aussi, pour sa mémoire, par fidélité à l'affection qui nous liait, je poursuivrai avec obstination ma mission première : « faire découvrir à nos concitoyens l'abnégation de votre engagement au service de la France et de la Liberté dans cette partie du monde »

Mais j'ai, pour cela, besoin de tous les anciens combattants d'Indochine et de tous ceux qui sont nés ou ont vécu en Indochine.

Qui mieux que vous me parlera des vérités de cette guerre ? Qui mieux que vous me permettra de découvrir les réalités de ce territoire ?

Qui mieux que vous pourra me traduire l'amour incommensurable qui vous lie toujours à ce Pays ?

Cette énigme me poursuit depuis bien longtemps ; « Comment peut-on avoir tant souffert et continuer à aimer avec autant de passion ? ».

Et vous n'êtes pas les seuls, je viens de découvrir les propos du Président Albert Sarraut, Gouverneur général de l'Indochine de 1911 à 1914 puis de 1916 à 1919, qui a écrit :

« L'envoûtement obsédant d'une nostalgie que n'ont pu divertir trente ans de randonnées à travers les autres spectacles du monde ramène sans cesse mon cœur et ma pensée vers

le mirage éblouissant de l'Indochine. Et je sens bien que je ne pourrai jamais me défaire de son empreinte ».

Que vous soyez hommes politiques, fonctionnaires, soldats ou marins, tous vous fûtes atteints par le « mal jaune ».

Le Secrétaire Général Bruno Vialard donne lecture du rapport d'activité. Le Trésorier Émile Jaume présente le compte rendu financier.

M. Yves Blanc, Contrôleur Financier, confirme la bonne tenue et l'exactitude des comptes contrôlés par ses soins. L'assemblée générale approuve, à l'unanimité, les rapports moraux, d'activité, financier et donne quitus au Trésorier.

Puis c'est au tour des Présidents de Comité de faire une présentation succincte de leurs activités. Enfin, le Colonel André Grousseau a la délicate mission de nous parler de la nouvelle orientation de ce qui était notre ANAI-Parrainage. Ces nouvelles dispositions nous conduisent à repenser l'attribution de nos dons. Nos actions seront plus spécialement développées vers nos compagnons en grande difficulté et nos amis indochinois. Lancé par notre ami Jean-Claude Sénéchal, le problème de nos relations avec la presse fait débat. A l'évidence, nous devons modifier notre façon d'intervenir auprès des journalistes et tout particulièrement considérer que ce n'est pas à nous de faire l'article à insérer dans leurs journaux, mais simplement à leur présenter l'événement ; dès lors ils feront leur métier et très bien. De très récents reportages en portent témoignage (impôt foncier de Beaurecueil, installation de la Wii à la Maison de Retraite des anciens combattants, assemblée générale extraordinaire du CEPJA).

Le Président attire l'attention sur la collecte du « Bleu de France ». Une semaine en mai (8 mai) et une semaine en novembre (11 novembre). Nous avons également la possibilité de la faire au cours de chacune de nos manifestations, dès lors qu'elles ne se déroulent pas sur la voie publique. Commençons aujourd'hui car

de ces moyens complémentaires l'ONAC augmente son intervention au secours de la détresse, qu'hélas nous constatons à chacune de nos réunions de solidarité.

Le Secrétaire Général Bruno Vialard donne lecture du rapport d'activité. Le Trésorier Émile Jaume présente le compte rendu financier. M. Yves Blanc, Contrôleur Financier, confirme la bonne tenue et l'exactitude des comptes contrôlés par ses soins. L'assemblée générale approuve, à l'unanimité, les rapports moraux, d'activité, financier et donne quitus au Trésorier.

Puis c'est au tour des Présidents de Comité de faire une présentation succincte de leurs activités. Enfin, le Colonel André Grousseau a la délicate mission de nous parler de la nouvelle orientation de ce qui était notre ANAI-Parrainage. Ces nouvelles dispositions nous conduisent à repenser l'attribution de nos dons. Nos actions seront plus spécialement développées vers nos compagnons en grande difficulté et nos amis indochinois. Lancé par notre ami Jean-Claude Sénéchal, le problème de nos relations avec la presse fait débat. A l'évidence, nous devons modifier notre façon d'intervenir auprès des journalistes et tout particulièrement considérer que ce n'est pas à nous de faire l'article à insérer dans leurs journaux, mais simplement à leur présenter l'événement ; dès lors ils feront leur métier et très bien. De très récents reportages en portent témoignage (impôt foncier de Beaurecueil, installation de la Wii à la Maison de Retraite des anciens combattants, assemblée générale extraordinaire du CEPJA).

Le Secrétaire Gérard Thauvin donne lecture du rapport moral et d'activité, le Trésorier Serge Merlin de son rapport financier, quitus donné par le contrôleur aux comptes. Ces deux rapports sont adoptés à l'unanimité.

Réélection du tiers sortant : Jean-Pierre Van Engelandt Président, Jacques Dormignies Trésorier adjoint, Cécile Hazebroucq Secrétaire, Eugène Leleu Contrôleur aux comptes. A l'issue de cette première partie, des récompenses sont attribuées : Médaille d'honneur à Charles Lanciaux Porte-drapeau depuis plus de dix ans, Médaille et diplôme d'honneur à Gérard Thauvin Secrétaire depuis dix ans. 11h15, arrivée de M. le Député-Maire François-Xavier Vilain qui annonce le projet de confier aux enfants des écoles lors des cérémonies officielles les drapeaux des associations patriotiques disparues. 11h30, au rang Saint-Jean à la plaque des Combattants d'Indochine dépôt de gerbes par le Député-Maire, les Présidents Jacques Deklerc, Jean-Pierre Van Engelandt et Raymond François. 12h, vin d'honneur offert par la municipalité au salon blanc de l'Hôtel de Ville, au cours duquel les membres de la section ont offert un GPS à leur Secrétaire pour son départ et à son épouse le traditionnel bouquet de fleurs. 13h, repas salle Maréchal, où cinquante-quatre amis se retrouvaient dans une ambiance musicale.

Le Colonel Jacques Deklerc, ancien président de la Section, est mort le 8 mai à Lille. Nous avons accompagné ses obsèques le 12 mai en l'église Saint-Géry de Cambrai.

SECTION DU CAMBRÉSIS
Président : Colonel Jean-Pierre VAN ENGELANDT
12, Chemin Crépin
59400 CAMBRAI

1^{er} mars : Assemblée générale à Cambrai en présence de M. Dhenin Conseiller municipal chargé des associations patriotiques. Etaient également présents : le Président Raymond François, la Trésorière et le Porte-drapeau de Valenciennes, MM. Guy Viard Président des Médailleurs Militaires, Marc Derasse Président de l'ONM, Jean Quersonnier Président honoraire du Souvenir Français, Jean-Marie Leroy Secrétaire de l'ANSORAA, Jacques Bartin Secrétaire de la Fédération Nationale des Victimes Civiles et Invalides de Guerre, Louis Moreau de l'UNC AFN et des combattants de moins de vingt ans.

Le Secrétaire Gérard Thauvin donne lecture du rapport moral et d'activité, le Trésorier Serge Merlin de son rapport financier, quitus donné par le contrôleur aux comptes. Ces deux rapports sont adoptés à l'unanimité.

Le Secrétaire Gérard Thauvin donne lecture du rapport moral et d'activité, le Trésorier Serge Merlin de son rapport financier, quitus donné par le contrôleur aux comptes. Ces deux rapports sont adoptés à l'unanimité.

Le Secrétaire Gérard Thauvin donne lecture du rapport moral et d'activité, le Trésorier Serge Merlin de son rapport financier, quitus donné par le contrôleur aux comptes. Ces deux rapports sont adoptés à l'unanimité.

Le Secrétaire Gérard Thauvin donne lecture du rapport moral et d'activité, le Trésorier Serge Merlin de son rapport financier, quitus donné par le contrôleur aux comptes. Ces deux rapports sont adoptés à l'unanimité.

Le Secrétaire Gérard Thauvin donne lecture du rapport moral et d'activité, le Trésorier Serge Merlin de son rapport financier, quitus donné par le contrôleur aux comptes. Ces deux rapports sont adoptés à l'unanimité.

SECTION DE LA CORRÈZE
Président : M. Jean JUGE
La Faucherie
19210 LUBERSAC

En février notre ami Verdier de Brive nous a quittés. Nous présentons nos plus vives condoléances à la famille.

Le prochain rendez-vous aura lieu le mardi 11 août à Lubersac. 11h30, dépôt de gerbe au monument aux morts. 12h30, repas pour ceux qui se feront inscrire au plus tard le 28 juillet. Le porte-drapeau a effectué douze sorties depuis notre dernière rencontre en octobre. Nous souhaitons un prompt rétablissement à notre ami Pia-loux.

SECTION DE LA CORSE
Président : M. Jean-Marie BURCHI
« Le Nacra » - Marine de Sisco - 20233 SISCO

L'assemblée générale de la Section s'est tenue le 14 mars à la salle des congrès de Casamozza.

Après un instant de silence à la mémoire de nos camarades disparus, le Président a évoqué l'obligation essentielle de perpétuer le travail de mémoire, qui passe par le rajeunissement de nos effectifs (moyenne d'âge : 80 ans), et les moyens d'y parvenir, ce qui demande une organisation solide, des comités régionaux actifs et les moyens de nous faire mieux connaître (bulletins nationaux, livres, actions médiatiques, participation active du corps enseignant).

Le délégué militaire départemental a ensuite expliqué les grandes lignes de la restructuration du Ministère en insistant sur le fait que les moyens militaires mis à la disposition des associations le seraient uniquement au niveau préfectoral et à l'occasion des trois cérémonies : 8 mai, 14 juillet, 11 novembre.

Le Trésorier a rappelé le bilan de l'exercice 2008 ainsi que la position des comptes au 13 mars 2009 ; les finances sont saines malgré une nette déflation de nos effectifs due à l'état de santé et surtout à l'âge de nos adhérents ; quitus pour sa gestion lui a été donné à l'unanimité.

Le Président a procédé à la présentation des candidats aux postes de Président, Vice-Président, Secrétaire, Trésorier ; un seul candidat s'étant présenté pour chaque poste, le vote s'est déroulé à mains levées.

SECTION DES FLANDRES
Président : M. Louis CARON
16, avenue du Président-Hoover - 59800 LILLE

22 mars : notre assemblée générale s'est tenue au Cercle Militaire Général Frère de Lille. Après une minute de silence à la mémoire des membres décedés en cours d'année le Président Caron donne lecture de son rapport moral qui fait ressortir l'augmentation constante de nos effectifs grâce à un effort commun des membres du conseil d'administration. Les rapports d'activités et financier sont ensuite lus par le secrétaire et le trésorier et approuvés à l'unanimité ainsi que le renouvellement du tiers sor-

Mme Christiane Bonnaud-Cornille

*ancienne directrice régionale
des anciens combattants
de Provence-Côte d'Azur (1985-2004)
a fondé une maison d'hôtes au Canada
et y accueillera avec joie
les anciens d'Indochine.*

Votre gîte à Québec



Christiane Bonnaud Cornille
1885, 26^e rue
Québec (Québec) G1J 1J3
réf. & téléc. : (001) 418 663-2247
secretsdeprovence@yahoo.ca

2 chambres · salle de bain partagée · salon · cuisinette · stationnement

tant. Un exposé d'une heure trente sur la période 1940-1945 en Indochine, méconnue de la plupart des assistants, présenté par un de nos adhérents qui y avait intégré l'aventure émouvante vécue par la maman du Colonel Jacques Mariet (membre de notre section) a captivé l'attention de l'auditoire.

23 avril : Cambrai, le même exposé présenté à un public plus éclectique a été vivement apprécié et a entraîné l'adhésion spontanée de quatre nouveaux membres. De nombreux applaudissements ont récompensé notre conférencier.

26 avril : Une délégation était présente à la cérémonie des Déportés à Lille. Notre Président Caron a déposé une gerbe au monument aux morts. **12 mai** : Une importante délégation accompagnée de son drapeau a assisté à Cambrai aux obsèques du Colonel Jacques Deklerc ancien Président de la Section du Cambrésis. Le Président Caron a pris ses fonctions au conseil départemental de l'ONAC.

Le Capitaine Marcel Bossut est mort à Roubaix le 16 avril. Nous l'avons enterré le 21 avril à Villeneuve d'Ascq.

SECTION DE LA GIRONDE
Président :
M. Jacques PUJOL
95, rue Jules-Steeg
33500 LIBOURNE

L'assemblée générale s'est déroulée le samedi 25 avril à la salle de la Chartreuse à Caudéran en présence des Généraux Cathalan et Guichard et d'une trentaine d'adhérents. Le Président d'honneur Roland Guittet, n'a pu se déplacer. Après les souhaits de bienvenue, nous observons un instant de recueillement, à la mémoire des décédés de l'année 2008 : Gérard Portier, Jean Bec, Yves Robert, et Liliane compagne du Vice-Président Germain Denys.

Les nouveaux adhérents de l'année 2008 sont les bienvenus : Guy Bonnin, Guy Raymond, Guillaume Egariou, Martine Manceau-Bogard, Gérard Dumonteil et Yves Klinka. Le bilan des activités et le bilan

financier ont été présentés. Le compte rendu du vérificateur aux comptes a été lu et le quitus a été accordé au Secrétaire-Trésorier. Des souhaits de rétablissement ont été adressés à nos adhérents malades qui n'ont pu se déplacer pour cette assemblée générale.

Un projet de sortie dans une commune voisine, a été envisagé pour le mois d'octobre ou novembre après accord du Maire de cette commune qui est adhérent à l'ANAI.

A l'issue de la réunion, un vin d'honneur a été servi dans la salle de la Chartreuse, suivi comme à l'accoutumée par un repas baguette, au restaurant « Le Narcisse Impérial ».

Guy Bonnin a été coopté comme membre du Bureau. **Le 6 mai**, Pierre Ribette, représentait la Section à l'inauguration de l'avenue Jacques Chaban-Delmas à Bruges, en présence du Maire de Bordeaux Alain Juppé et du Président du Conseil Constitutionnel Jean-Louis Debré, ainsi que de nombreuses personnalités, civiles, militaires et de nombreux drapeaux.

SECTION DU HAINAUT
Président :
M. Raymond FRANÇOIS
11, rue Jean-Baptiste Corot
59880 SAINT-SAULVE

Notre assemblée générale a eu lieu le 29 mars à Marly en présence de M. Thieme, Maire de Marly et Vice-Président du Conseil Général du Nord. Le Président le remercia de nous accueillir. Il souhaite la bienvenue aux membres plus nombreux que d'habitude et remercia MM. Guerlez, Président de la 1 297e section de Médailles Militaires et Van Engelandt, Président de l'ANAI du Cambrésis, de leur présence à cette assemblée.

A sa demande, nous avons observé un moment de recueillement à la mémoire des membres de la section décédés en 2008 et janvier 2009 : Mme Michaux, MM. Plichon, Pirson et Dusart. Notre effectif est de 102 adhérents avec la venue de MM. Compernelle, Delobe et Denis. Nous ont rejoints éga-

lement Mmes Plichon, Marcaille et Pirson qui ont souhaité remplacer, au sein de l'ANAI, leurs maris décédés. Les membres du Bureau rééligibles ont été reconduits dans leurs fonctions. M. Bernard Moreau a accepté de représenter la Section dans le secteur de Condé.

Les rapports moral et d'activités présentés par Mlle Descamps, secrétaire, ont démontré que la Section, en 2008, a été représentée dans toutes les manifestations patriotiques et culturelles, ce qui a représenté un nombre important de déplacements et une participation du même ordre de nos porte-drapeau. Le bilan financier établi par la trésorière Mme Delobel fut approuvé par le contrôleur aux comptes M. Petyt et adopté à l'unanimité par l'assistance. Après le pot de l'amitié offert par la section, un repas convivial prolongea ces retrouvailles annuelles.

Nous avons inauguré, le 5 décembre une plaque à la mémoire des combattants d'Indochine au monument aux morts de Solesmes.

La cérémonie du souvenir de la bataille de Diên Biên Phu s'est déroulée le 9 mai, la messe traditionnelle ne pouvant avoir lieu le 7 mai faute de prêtre officiant. Nos drapeaux et plusieurs drapeaux d'associations patriotiques amies entouraient la stèle des TOE à Marly où des gerbes furent déposées par le Président de la Section et le Maire de Marly. M. Paul Deudon, récemment promu au grade d'officier de la Légion d'Honneur, fit la lecture du poème dédié à la mémoire de ses compagnons d'armes disparus, nous faisant partager son émotion et son désir de ne pas les oublier. La messe en l'église Saint-Jacques de Marly termina cette manifestation du Souvenir.

Notre jour de l'An indochinois, le 8 mars, a été une fois de plus une grande réussite ; il faut maintenir cette tradition d'amitié. Mais le bilan financier est déficitaire ; en 2010 nous devons entraîner davantage de participants pour augmenter les recettes.

Le 23 avril, nous avons participé avec le drapeau à une journée-mémoire organisée par l'ONAC au profit de jeunes écoliers.

SECTION DE LA HAUTE-GARONNE
Président : Col. Maxime SCOT
46, rue des Crouzettes
31120 PORTET-SUR-GARONNE

Le Préfet a mis à la disposition du Collège St-Thomas d'Aquin

la salle de l'Orangerie pour que l'exposition « 332 ans de présence française en Indochine » soit présentée aux élèves pendant quelques jours à partir du 8 juin.

SECTION DES LANDES
Président : Commandant Jean-Yves DROUET
382, rue du Ruisseau – Appt. n° 6
40000 MONT-DE-MARSAN

Lors de la cérémonie des « Grandes couleurs » organisée le 7 mai par la Base Aérienne 118 « Colonel Rozanoff » de Mont de Marsan, M. Jean-Marie Henry, a reçu la croix de chevalier de la Légion d'Honneur, en présence des personnels militaires et civils de la Base (environ 3 000 personnes). La décoration lui a été remise par le Colonel Pierre Adalvimart, ancien chef de corps du 6e RPIMa, régiment dissous qui était en garnison à Mont de Marsan, Caserne Bosquet, de 1963 à 1998.

A l'issue de la cérémonie, le nouveau légionnaire et ses amis ont été reçus par le Colonel Vincent Carré, commandant la Base Aérienne, dans les salons du mess.

SECTION DU LANGUEDOC
Président : Colonel André GEYRES
164, rue Émile Gaboriau
34070 MONTPELLIER

Notre jour de l'An indochinois, le 8 mars, a été une fois de plus une grande réussite ; il faut maintenir cette tradition d'amitié. Mais le bilan financier est déficitaire ; en 2010 nous devons entraîner davantage de participants pour augmenter les recettes.

Le 23 avril, nous avons participé avec le drapeau à une journée-mémoire organisée par l'ONAC au profit de jeunes écoliers.

L'excursion à Pézenas et Margon, le 27 mai, avec nos camarades anciens des affaires algériennes s'est déroulée à la satisfaction générale.

La section a commémoré les morts d'Indochine par des cé-

rémonies à Palavas les Flots, à Sète et à Béziers, le 6 juin, à Juvignac le 7 juin, à Montpellier le 8 juin. Notre ami le Colonel David, professeur d'histoire à Saint-Cyr, est revenu à notre demande donner une conférence – sur l'année De Lattre, 1951 – le 12 juin à l'École d'Application de l'Infanterie.

SECTION DE LA LOIRE
Président :
M. Robert CHAZELLE
40 bis, Rue Dorian
42700 FIRMINY

L'assemblée générale de notre Section s'est tenue le samedi 28 mars, réunissant soixante-dix participants. Elle a été organisée cette année par le Comité de Roanne et s'est déroulée dans la caserne de gendarmerie roannaise.

Le Président ouvre cette assemblée en remerciant M. Nicolin, Député de la Loire, pour sa fidèle présence. Il évoque les membres décédés en cours d'année, puis nous invite à nous lever pour une minute de silence.

Il rappelle nos réunions mensuelles à St-Étienne, regrettant de ne pas voir plus souvent des adhérents se joindre aux membres du bureau, puis nos présences aux activités de la FARAC, de l'ACUF et de l'UNP, et se réjouit enfin de la réussite, au cinéma Gaumont de St-Étienne, de la triple projection sur le Viêt Nam du mardi 24 février dernier. Il faut être heureux de constater que l'on reparle un peu de l'Indochine.

M. Jean Abrial, notre Trésorier précise qu'à ce jour il y a soixante et onze cotisations réglées pour le Comité de St-Étienne et cinquante-quatre pour le Comité de Roanne, puis il donne le détail des démissions et des nouvelles adhésions. Mme Jacqueline Montet évoque les difficultés qu'elle a rencontrées suite aux indisponibilités successives du Colonel Favre et au décès de M. Jacques Rouxel qui tenait le double rôle de Trésorier et Secrétaire. Après quelques échanges la place de Président d'honneur revient au Colonel Favre puis le Capitaine

Pierre Peylet accepte la présidence du Comité de Roanne. Mme Jacqueline Montet est confirmée dans le poste de Trésorière et Secrétaire et son mari Henri Montet dans celui de porte-drapeau du Comité. M. Nicolin remercie à nouveau pour son invitation à cette assemblée, espère garder contact pour les questions d'adoptions car il s'occupe d'associations concernées et enfin insiste sur la nécessité de conserver les drapeaux et les porte-drapeaux.

Avant la dispersion pour vin d'honneur puis repas au mess, le Capitaine Mariette fait ses adieux car il va quitter sa ville de Feurs pour finir ses jours avec son épouse à Montluel dans l'Ain.

SECTION DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Président : M. Pierre VILAINE
5, rue Hector-Berlioz
44300 NANTES

23 février, il y a un an disparaissait notre ami et président honoraire Michel Eumont. A la date anniversaire de sa mort, en présence de son épouse et de ses enfants, le président accompagné par seize membres de la section et le drapeau a remis une gerbe et la plaque de l'ANAI sur sa tombe. La famille, très sensible à cette marque de sympathie, a chaleureusement remercié la section.

25 février, nous assistons aux obsèques de Mme Yvonne Plantec, 78 ans, épouse de notre ami Lucien, ancien secrétaire de la section.

5 mars, assemblée générale de notre section. Après avoir rappelé les camarades qui nous ont quittés en 2008 : Michel Eumont, Catherine Bastard, Jean Pesquet-Flork, Mme Geffray, et MM. Ngoc et Poinsot, le Président a accueilli les autorités, Mme Pinthier, Directrice de l'ONAC et le Commandant représentant le Général Marengo. Il a souhaité la bienvenue aux nouveaux adhérents Jean-Louis Costet, Hervé Foucher et Jean Latroche, sans oublier ceux qui viennent d'adhérer en 2009, Kinh Sa-veant, Colette Eumont, Jean-

Charles Rolland et le Colonel Alexandre Roussel. Notre effectif est de quatre-vingt-sept adhérents, dont un tiers participe aux activités : repas-baguettes mensuel, galeries, permanence, cérémonies patriotiques et assemblée générale. Tous s'intéressent à la vie de la section à travers son bulletin. En tout cas, la carte de vœux envoyée à l'occasion de l'anniversaire de chacun semble être la bienvenue au vu des remerciements par lettre ou par téléphone. Les veuves apprécient toujours le petit colis de fin d'année offert par la FNAM.

La section est présente à toutes les cérémonies patriotiques et aux journées nationales. Aussi, le Président tient à remercier particulièrement Georges Guillement, Vice-Président, qui l'accompagne dans toutes ces manifestations, ainsi que le porte-drapeau, Jean-Claude Saillant parfois suppléé par Noël Tournier. Le drapeau de la section est aussi présent lors des obsèques de nos adhérents à la demande de la famille. Toutefois, le Président regrette que les cérémonies officielles du 8 juin aient été ternes, sans fanfare, sans présence des autorités civiles et militaires qui se sont fait représenter. Il en sera désormais ainsi, hélas ! En revanche, la messe du souvenir organisée par l'ACUF a été rehaussée par la présence d'une chorale. Les rapports moral, d'activité et financier ont été approuvés à l'unanimité.

Le tiers sortant est composé de Thérèse Lucas-Potier, Georges Guillement et de Roland Sourisse qui ne se représente pas. Mme Yvonne Girault a proposé sa candidature pour entrer au bureau. Tous ont été élus au référendum.

8 juin, le Colonel Huynh Ba Xuan nous a relaté ses « vingt-trois ans prisonnier dans les camps viêt minh ». 15h Maison des associations, dédicace et vente de son livre. Repas au restaurant « La Jonque » où ont lieu habituellement nos repas-baguettes.

L'exposition de l'ONAC sur la guerre d'Indochine en dix-neuf tableaux avait été installée

dans le hall d'exposition du rez-de-chaussée de la maison des associations (Manufactures des Tabacs) du 6 au 9 juin. Le Président a reçu un étudiant d'Angers qui prépare un master sur la Croix Rouge en Indochine dans les années 1947-1948. Des contacts lui ont été donnés pour continuer ses travaux.

C'est un événement dans la section qu'une remise de décoration. Le Président a remis à Mme Yvonne Girault la croix du combattant. La médaille commémorative d'Indochine lui a été remise par le Vice-Président Georges Guillement.

SECTION DU LOT-ET-GARONNE
Président :
Colonel Pierre LAPARRA
3, impasse Mirabeau
47240 BON-ENCONTRE

Les Sections du Gers et du Lot et Garonne ont tenu une assemblée générale commune **le 10 mars à Castelculier**, dans le Lot et Garonne, en présence de M. Mercier, Directeur de l'ODAC de Lot et Garonne, de M. Bataille, représentant le Président du Conseil Général, de M. Gounou, représentant le Député-Maire d'Agen, et du Lt-Colonel Léonard, adjoint au Colonel DMD. L'assemblée a été accueillie par Mme Juttaud, adjointe au Maire de Castelculier, qui a assisté à nos travaux.

Le Colonel Laparra a ouvert la séance en demandant un moment de recueillement à la mémoire de nos camarades décédés au cours de l'année : M. Bon, Mme Conort, le Lt-Colonel Dupontnoël, pour le Lot et Garonne, le Colonel Charles Stockman et M. Sylvain Saint-Luc pour le Gers. Constatant le faible nombre des présents, le Président se demande si une assemblée unique et solennelle reste bien la meilleure solution. Il envisage de faire, peut-être, deux ou trois rassemblements où le verre de l'amitié permettrait de faire passer un message avant un repas informel.

Concernant les activités des deux sections, la raréfaction des auditeurs membres de

l'ANAI prêts à faire le déplacement limite beaucoup les sujets de conférence intéressants. En dehors d'eux, la guerre d'Indochine ne fait plus recette et il est désolant pour l'organisateur et vexant pour le conférencier de ne réunir que quelques dizaines d'auditeurs. L'œuvre de la France en Indochine serait peut-être plus porteuse ; aussi le Président demande-t-il aux membres de l'assemblée de lui faire d'éventuelles propositions.

Par contre le tournoi de bridge et de belote fait toujours recette et nous assure de pouvoir aider ceux qui en Indochine œuvrent au nom de la France. Il sera donc maintenu. Prochaine réunion le 20 juin à Bon Rencontre. Nous continuons à soutenir nos deux fileuls auprès de l'ANAI-Parainage mais nous en recevons actuellement peu de nouvelles. Aussi envisageons-nous la possibilité d'affecter les bénéfices du tournoi à quelque autre organisme œuvrant en Indochine. L'assemblée s'est ensuite déplacée au monument aux morts de Castelculier pour déposer une gerbe avant de se retrouver à un pot offert par la municipalité.

SECTION DU MORBIHAN **Président : Général Jacques MOREAU** **9, rue du Manoir de Trussac 56000 VANNES**

Les résultats de l'assemblée générale du 27 mars sont les suivants : la situation financière est satisfaisante, les effectifs se maintiennent. La composition du Bureau et la répartition des responsabilités posent problèmes. Après quatre démissions récentes pour raison de santé, le bureau est réduit à six membres : Raymond Maddi, Pierre Merglen, Jacques Moreau, Raymond Saint-just, André Tanguy, Gérard Thiot. Cette situation ne peut pas durer. Il convient de prendre des mesures appropriées pour assurer la survie de la Section et, éventuellement, des décisions relatives à son avenir. Cela ne peut se réaliser qu'au cours d'une assemblée générale extraordinaire à l'issue de la cérémonie du 8 juin au Mémorial Indochine-Corée à Lauzach.

SECTION DE LA MOSELLE **Président : M. Robert WEINGAERTNER** **20, Corvée le Moyne 57685 AUGNY**

Le 26 janvier, l'association des Nungs de Moselle a fêté le Têt et tenu son assemblée générale chez son président, M. Chan Sang Chenh, en présence de nombreuses personnalités, notamment la Députée Marie-Jo Zimmermann et le Sénateur Jean-Louis Masson. Le 15 mars, elle a accompagné notre section à la cérémonie du souvenir de l'attaque japonaise du 9 mars 1945. Au cimetière de Metz-Chambière, après le discours de M. Robert Weingaertner, les deux présidents ont déposé une gerbe et les participants des baguettes d'encens.

SECTION DE L'OISE **Président : M. Michel CHANU** **13, rue Coqueret 60350 ATTICHY**

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès du Colonel Demaison. Cet ancien administrateur avait présidé l'une de nos assemblées. Notre Président a assisté à l'assemblée générale de la section 245 de la Fédération Maginot à Clermont de l'Oise. Il était également invité par le Président Cadart pour la section de l'Oise de la 2e DB qui se déroula sur l'invitation de M. Philippe de Baynast, neveu du Maréchal Leclerc. Plusieurs membres de la section assistèrent à la célébration du 8 mai au monument aux morts de Compiègne sous la présidence de Mme le Sous-Préfet nouvellement installée. Une gerbe fut déposée par trois jeunes filles, élèves du lycée Charles de Gaulle, Nombreux furent les participants à regretter qu'aucun garçon de cet établissement n'ait répondu à la demande des enseignants.

SECTION DE PARIS-HAUTS-DE-SEINE **Président : M. Claude SAINTE-CLAIRE DEVILLE** **17, chemin des Roses 92150 SURESNES**

Le Colonel Guy Demaison, ancien Vice-Président de l'ANAI, ancien Président de la Section

de Paris-Hauts de Seine, est mort à Issy les Moulineaux le 26 mars dans sa quatre-vingt-dixième année. Aspirant de réserve en Indochine (Mon Cay puis Lao Kay) de 1941 à 1945, puis en Chine et aux Indes de 1945 à 1946, il retourna en Extrême-Orient comme capitaine au Bureau des accords de Genève à Saïgon et à Hanoï, de 1955 à 1959 puis de 1960 à 1962. De nombreux membres de l'ANAI assistaient à ses obsèques le 2 avril à Issy les Moulineaux.

31 mars : Assemblée générale à la maison du combattant du 16^e arrondissement.

13 mai : repas baguettes à Courbevoie.

Du 22 au 25 mai, la Mairie du 7^e arrondissement a présenté à la Maison des Associations l'exposition de l'ONAC sur la guerre d'Indochine.

Le 28 mai, le Collège Jules Romains, 6 rue Cler, Paris 7^e, a organisé pour la classe de 3^e une conférence de Geneviève de Galard sur la guerre d'Indochine.

SECTION DU PAYS BASQUE **Président : M. Roger BERTHILLOT** **1, allée des Criquets 64600 ANGLET**

Notre assemblée générale s'est tenue le 26 février à Anglet, en présence de MM. Guy De-france, adjoint au Maire, et André Cazaux, Président du CLACVG d'Anglet. De nouveaux administrateurs ayant été élus, le conseil d'administration est le suivant : Mme la Générale Renée Ansoborlo, Présidente d'honneur ; M. Roger Berthillot, Président, Secrétaire, Trésorier, Président du Comité d'Anglet, Administrateur à l'UDAC 64, Vice-Président de l'ACOR 64 ; M. Marcel Iribarne, Président du Comité de Bayonne ; M. Robert Perrier, Président du Comité de Biarritz ; M. Aramis Dugrand, Membre.

Par ailleurs, nos Porte-drapeaux sont Mme Julie Detchenique et M. Aramis Dugrand, ce dernier ayant remplacé M. Jean-Pierre Pineau qui, en raison de problèmes aux articulations, ne peut plus assumer la fonction.

Dans l'agglomération des villes d'Anglet, de Bayonne et de

Biarritz, nous avons participé avec notre drapeau aux cérémonies suivantes. Le 31 janvier, à une remise de drapeau à des élèves-marins dans le cadre de la préparation militaire. Le 26 mars, à une messe pour les morts en Algérie. Le 27 mars, à l'anniversaire du bombardement aérien anglo-américain de 1944 sur la ville de Biarritz. Le 17 avril, à la commémoration franco-britannique des combats de 1813-1814 dans le Pays Basque. Le 23 avril, à la commémoration de Camerone par la Légion Étrangère. Le 26 avril, à la journée de la Déportation. Le 8 mai, à la commémoration de la capitulation de l'Allemagne en 1945.

SECTION DU PUY DE DÔME **Président : Colonel Jean GAUTHIER** **103, boulevard Lafayette 63000 CLERMONT-FERRAND**

Le 11 avril, la Section a tenu son assemblée générale à Royat. Ce rassemblement a permis de préciser quelques informations et d'évoquer l'évolution et les bilans de nos projets. L'inscription de nos statuts à la Préfecture est maintenant réalisée.

Des instants de silence ont été observés à la mémoire de cinq disparus : Pierre Gagnadre, Bernard Bruère, Robert Petit, Guy Larrieu, Léon Argilet. L'effectif se maintient à cent seize adhérents et cent douze cotisants. L'âge avancé de nos membres diminue la proportion des bien-portants anciens d'Indochine, ce qui nous gêne pour le maintien de nos postes de porte-drapeau. Pour la même raison, notre projet de voyage au chantier médiéval Guedelon risque d'être annulé. Nos bonnes relations avec l'ONAC sont citées en exemple et nous aident à assurer la liaison avec l'Éducation nationale. A cet effet nous avons participé à la mise en place de l'exposition de l'ONAC sur la guerre d'Indochine place de Jaude, au centre de Clermont-Ferrand, du 20 mai au 6 juin. La Municipalité nous a prêté son concours. Cette opération nous a permis d'attirer la jeunesse en invitant les écoles, pour l'informer sur le sens véritable et la finalité des combats

que nous avons menés de 1945 à 1954. Il ne s'agissait pas de conforter un régime colonial dépassé mais d'endiguer les poussées soviétiques et maoïstes afin d'éviter que le peuple vietnamien se trouve sous le joug d'une dictature marxiste.

Le projet d'édification d'une stèle à la mémoire de nos morts en Indochine est en bonne voie de réalisation ; la Municipalité a pris l'engagement formel de l'ériger au square Blaise Pascal.

La Section a participé à l'ensemble des cérémonies de commémoration et en particulier à celles du 64^e anniversaire du 8 mai à Clermont-Ferrand comme à Chamalières. L'aide financière pour l'achat de produits pharmaceutiques à l'orphelinat de Phu My et le suivi de nos filleuls se poursuit.

SECTION DES PYRÉNÉES-ORIENTALES **Président : Colonel Désiré GNANOU** **30, allée de Surcouf 66140 CANET-EN-ROUSSILLON**

La Section a tenu son assemblée générale le dimanche 24 mai à St-Nazaire. La messe pour les morts était célébrée par le Père Cesbron, notre fidèle aumônier, en l'église paroissiale, en présence de sept drapeaux d'associations. Suivait la cérémonie au monument aux morts avec dépôt de gerbe par le Colonel Gnanou, Président de la Section, M. Scherle, Maire-adjoint, et Mme Tavenart, Vice-Présidente honoraire, puis sonnerie « aux morts » et Marseillaise chantée par toute l'assistance.

Le foyer rural avait été mis à notre disposition. Ouverture de notre assemblée par les souhaits de bienvenue et les remerciements du Président aux personnalités : le Général Jozs, Délégué général du Souvenir Français, et de nombreux présidents d'associations.

Après une minute de recueillement en hommage aux adhérents disparus

depuis l'an dernier, dont M. Francisco Albert, décédé le 25 février, la parole était donnée au Colonel Mazagot pour la présentation du rapport d'activités. Celui-ci donnait la liste des manifestations auxquelles la Section avait participé avec son drapeau : 5 décembre, commémoration des morts en Afrique du Nord. 11 janvier, hommage au Maréchal Joffre à Rivesaltes. 4 avril, inauguration de ronds points à Villeneuve de la Raho, dont celui dédié aux Anciens combattants d'Indochine, en présence de M. Marleix, Secrétaire d'Etat aux Collectivités. 26 avril, journée nationale des Déportés. 5 mai, commémoration des combats de Diên Biên Phu en l'église St-Paul du Moulin à Vent (Perpignan). 8 mai, victoire de 1945. Puis il annonçait la cérémonie du 8 juin en souvenir des morts en Indochine, de l'invasion japonaise (1940) à la chute du camp retranché de Diên Biên Phu (1954), présentées au Centre départemental de Mémoire, inauguré le 18 septembre 2008.

La parole était alors donnée au Trésorier pour le rapport financier, confirmé par celui du Vérificateur aux comptes, lesquels furent approuvés à l'unanimité. Une nouvelle somme de 1 000 euros est attribuée au Frère Hoang Gia Quang.

Le Président clôturait cette assemblée par la présentation de cinq nouveaux adhérents, la remise du diplôme d'honneur de l'ANAI au Maire de St-Nazaire, et la remise de diplômes à deux anciens Porte-drapeaux, MM. Maillet et Pobe.

SECTION DU RHÔNE **Président : M. Claude-Pierre FRANÇOIS** **116, rue du Commandant Charcot - 69005 LYON**

Notre assemblée générale s'est tenue le samedi 14 février dans les salons du Cercle Militaire au Quartier Général Frère, devant une assistance nombreuse au premier rang de laquelle ont remarquait MM. Michel Terrot, Député, et Jean-Paul Delorme, Conseiller Général, ainsi que les Présidents ou représentants d'associations amies : Docteur Jacques Barthe (Médecins anciens combattants), Armand Walrich (ACUF), Gérard Gay (UNC), Pierre Léger (Médailles Militaires), François Helou (Aéronavale), Jean Ferrier (Conférence européenne des anciens combattants). Jean-Claude Laurent (ANAI Drôme-Ardèche), Paul Thénard (Souvenir Français), Bernard Monjauze (ancien combattant du Ministère de l'Équipement), Jacques Houassi (ancien combattant Français Musulman), Colonel de Montgolfier (Troupes de Marine).

Monique Duroou donna lecture du rapport moral et Maurice Martin celle du compte-rendu financier. Puis le Président d'honneur, André Géraud, procéda par vote au renouvellement du Bureau, enregistrant la réélection des quatre membres sortants : Marie-Jo Arnoux, Cathy Fournié, Claude-Pierre François et Édouard Fontaine et présentant la candidature des deux nouveaux membres : Monique Perrin et Jean Maisonneuve. Puis les

membres du bureau, en charge des différentes actions menées par notre section, rendirent compte du déroulement de celles-ci. Ce furent donc, tour à tour, Simone Villard pour l'opération Enfance en détresse, Marie-Antoinette Reveil pour les Parrainages au Cambodge et au Laos, Didier Lorenzini pour le Cercle Francophone de Danang, les bourses d'études supérieures et la Francophonie, Jacques Villard pour l'opération des Lunettes pour le Cambodge et pour celle des Bibliothèques Médicales de Saïgon et de Phnom Penh, Maurice Portal pour les informations relatives au voyage Cambodge et Laos, programmé pour l'automne prochain, et enfin Edouard Fontaine insistant sur l'importance du Devoir de Mémoire.

Nos jeunes boursiers, Hoan et Phong, venus de Danang à la fin de l'été ont eux-mêmes exposé leur projet, qui vise à obtenir à l'université Lyon III où ils ont été admis un « Master » de langue française appliquée. Par la suite et conformément à la charte qu'ils ont signée avec l'ANAI, ils iront enseigner notre langue dans une université ou une grande école du Vietnam. Depuis 2005, la Section vient en aide à l'enfance en détresse au Vietnam, prenant en charge des interventions chirurgicales lourdes au profit d'enfants de familles très pauvres, enfants qui médicalement seraient condamnés si une prise en charge extérieure ne venait se substituer à leur famille.

En dépit d'un retard provoqué par les coutumières entraves

des agitateurs du port de Marseille, un premier envoi de lunettes recon-ditionnées a eu lieu en juillet dernier, à la satisfaction affichée du Vénéral Yos Hu Khemacaro, bonze et dirigeant de l'hôpital ophthalmologique de Kom Pong Trabek, au sud de Phnom Penh, auquel elles sont destinées. Mars est par tradition à Lyon le mois de la Francophonie. C'est la Mairie du 6^e arrondis-

Normandie

CHAMBRES D'HÔTES ET DE CHARME DU "MONTVERT"

Sur les hauteurs de VILLERS-SUR-MER, cette villa anglo-normande des années 30 dispose d'un grand jardin avec vue sur la mer.

Proche des stations touristiques de Deauville et Cabourg et des plages du Débarquement du 6 juin 1944.

*Les "anciens et amis de l'Indochine" y seront chaleureusement accueillis.
(5 chambres avec douche ou bain - petits déjeuner bio nature)*

Edith & Claude BIDARD " Le Montvert " Chemin du Château 14640 Villers sur Mer
02 31 87 14 84 - ceb@club-internet.fr - www.lemontvert.com

sement et son Maire Jean-Jacques David qui cette année accueillait l'événement sur le thème « Mon voisin est francophone » ; l'ANAI a participé aux conférences sur l'Indochine et cette manifestation connut une grande affluence et un réel succès.

Toujours dans le cadre de la Francophonie, la municipalité de Monistrol sur Loire tenait sa semaine sur le Vietnam ; à cette occasion Mme Trang Nguyễn présentait une exposition de costumes traditionnels propres aux ethnies vietnamiennes du nord ; des projections et conférences auxquelles l'ANAI prit part, devaient chaque soir ponctuer l'événement.

Didier Lorenzini animait pour l'ANAI la quinzaine francophone de St-Priest ; chaque soir, spectacles folkloriques, concerts, projections et expositions étaient présentés à la maison de la culture.

SECTION DU VAL-DE-MARNE
Président : **Commandant Jacques ARCHAMBAULT de BEAUNE**
1, rue André Maurois
94000 CRÉTEIL

Nos amis Jean-Antoine Philibert et Marius Pouzet sont décédés en avril.

A l'initiative du Général Beaudonnet s'est tenue le 24 avril au Fort de Charenton la quarante-deuxième rencontre Indochine. Mme Nathalie Beaudonnet, ancienne convoyeuse de l'air, et le Colonel Henri Francq ont relaté leur expérience au Cambodge avec l'APRONUC.

Puis au cours d'une émouvante cérémonie du souvenir une gerbe a été déposée devant le mémorial d'Indochine du fort de Charenton. La soirée s'est terminée par un repas dansant dans une chaleureuse ambiance.

Le 7 mai à 11h à Nogent, à l'initiative du Colonel Luciani, commémoration de la fin des combats de Diên Biên Phu, en présence de M. Jacques Martin, Maire de Nogent, de

dix-huit drapeaux et de nombreux anciens.

Le 8 juin au Perreux, à 11h, cérémonie départementale en présence de M. Camux, Préfet de Val de Marne, de M. Gilles Carrez, Député-Maire du Perreux, du Colonel Dodane, DMD, du M. Lamoine Directeur de l'ODAC, et des personnalités du département invitées par ces autorités. Au cours de la cérémonie, dévoilement d'une plaque comportant les noms des vingt-six perreuxiens morts pour la France en Indochine. Puis inauguration de l'exposition de l'ONAC dans la salle des fêtes de l'hôtel de ville.

A St-Mandé à 18h, cérémonie organisée par M. Patrick Beaudouin, Député-Maire.

Le 9 mai à 20h45, projection d'un film du SIRPA de cinquante-six minutes, intitulé Indochine, documentaire depuis Monseigneur Pigneau de Béhaine jusqu'en 1954, très bien fait, didactique, suivi d'un débat animé par le Général Beaudonnet.

Le 11 mai à 20h45, projection du film « Face à la Mort », commenté par le Colonel Luciani.

SECTION DE LA VENDÉE
Président : **M. Jean GANDOUIN**
4, rue des Forges
85750 ANGLÉS

Notre assemblée générale s'est bien déroulée le 1er mars à Luçon ; le bureau reste inchangé, sauf que M. Raimbault remplace M. Roger Bossard à Fontenay le Comte. Il a été décidé de retenir Luçon pour l'année prochaine et de retarder le début d'une demi-heure pour permettre à Noirmoutier et Les Herbiers d'être présents pour 10h30.

Le drapeau a assisté le 6 avril à la prise de fonction de Mme Béatrice Lagarde, nouveau Sous-Préfet des Sables d'Olonne. Dépôt de gerbe au monument aux morts et réception à la sous-préfecture. Le 26 avril à la journée nationale du souvenir des victimes et des héros de la Déportation, dépôt de gerbes, place Mitter-

rand à La Roche sur Yon. Le 8 mai, commémoration de la victoire du 8 mai 1945, dépôt de gerbe au monument aux morts et réception à la préfecture de la Roche sur Yon.

Nous accueillons à la Section : Mme Gisèle Machet de Fontenay le Comte, MM. Roger Denis de Mareuil sur Lay, Claude Duceau de Le Taillée, Charles Guillaume des Sables d'Olonne, Maurice Naulin de Niort, Jacques Pochon de La Roche sur Yon.

Notre camarade Claude David, de la Barre de Monts, nous a quittés le 7 avril, l'incinération a eu lieu à La Roche sur Yon le 11 avril. Nous avons assisté la famille ce jour là à sa demande.

SECTION DE LA VIENNE
Président : **Général Michel PUSSIAU**
3, rue Edouard Grimaux
86000 POITIERS

Le Lieutenant-Colonel Yvon Joseph, douze fois cité, a été élevé à la dignité de grand officier de la Légion d'Honneur.

SECTION DE L'YONNE
Président : **Commandant Charles LATROMPETTE**
10, impasse des Guenelles
89470 MONETEAU

Inquiets depuis une dizaine de jours de l'hospitalisation du Colonel Coët leur président d'honneur, les membres de la Section ont appris avec une grande tristesse son décès le 7 mars. Plus de cinquante drapeaux et une foule très nombreuse sont venus assister à ses obsèques le 10 mars à Migennes. La cérémonie religieuse était célébrée par Alain Delestre Lt-Colonel en retraite et diacre. Membres de l'ANAI, anciens combattants, résistants, parachutistes, légionnaires, représentants de toutes les associations s'étaient rassemblés pour assister à cette cérémonie au cours de laquelle le Général Simon, seul devant le cercueil, a prononcé un discours poignant, retraçant toute la carrière du disparu, qui s'identifiait à l'histoire de France.

Le 15 mars, le Comité

d'Avallon a tenu son assemblée générale en présence du Président de la Section. Le Capitaine Robert a fait le bilan de l'année écoulée ; le compte rendu financier a été présenté et adopté à l'unanimité. Une adhérente de 99 ans dont le fils est tombé en Indochine était présente accompagnée de ses filles. Le Maire de la ville est venu saluer les membres de l'ANAI.

Le 21 mars, le Comité de Sens réunissait ses membres au restaurant « Le Mandarin ». Le Président Beddelem après les souhaits de bienvenue demandait une minute de recueillement pour tous nos disparus, puis la trésorière présentait les comptes financiers. Ceux-ci étaient adoptés à l'unanimité. Un repas-baguettes terminait cette réunion.

Nos amis MM. Henri et René Amiot sont décédés.

SECTION DES YVELINES
Président : **Général Paul RENAUD**
82, avenue Fourcault de Pavant - 78000 VERSAILLES

L'assemblée générale est ouverte à 10h30 par le Général Paul Renaud en présence du Bureau de la Section et de trente-neuf adhérents accompagnés d'amis et de sympathisants, trente-huit autres adhérents s'étant fait représenter. Le rapport moral, le rapport financier, le renouvellement du bureau de la section sont approuvés à l'unanimité. L'assemblée statutaire est suivie des interventions du Maire adjoint de Versailles et du Directeur départemental de l'ONAC. Puis présentation du comité de lecture du Comité d'Entente des Associations d'Anciens d'Indochine par le Commissaire Général Le Breton. Puis film sur le Vietnam d'aujourd'hui.

Un vin d'honneur avec tous les participants, puis un repas de soixante-dix-sept couverts animé par une tombola, clôturèrent la réunion qui s'est levée à 16 heures.

Nécrologie

Les anciennes familles de l'Indochine française sont à l'épreuve.
Deux amis, nés en 1926, viennent de nous quitter, le 9 mars et le 10 avril 2009.



Maurice DEMARIAUX était né à Saïgon. Il avait épousé Marie-Thérèse Nguyễn Ai Chuân, la fille du chef de province de Biên Hoa, le Mandarin Jean-Pierre Nguyễn Huu Hau. A un an de distance il a suivi sa femme dans la tombe. Comme son père avant lui, il a écrit un livre sur Poulo Condore. Son autre ouvrage : « L'année du Coq » décrit la résistance des étudiants de Hanoï contre l'occupant japonais.



Antoine FONDACCI était né à Xuân Lộc, fils d'une mère vietnamienne et d'un père Capitaine de Vaisseau devenu directeur de plantations d'hévéas. En souvenir de sa terre d'origine, il n'a cessé de parcourir l'Extrême-Orient. La présence française en Indochine était une fidélité.

Philosophe, physicien,
Rimeur, bretteur, musicien,
Et voyageur aérien,
Grand riposteur du tac au tac,
Amant aussi - pas pour son bien ! -
Ci-gît Antoine, Apère pour les siens
Qui s'en alla un jour de Pâques,
Qui fut tout, et qui ne fut rien.

« Mais je m'en vais, pardon, je ne peux faire attendre
Vous voyez, le rayon de lune vient me prendre !

Il y a malgré vous quelque chose
Que j'emporte, et ce soir, quand j'entrerai chez Dieu,
Mon salut balaira largement le seuil bleu,
Quelque chose que sans un pli, sans une tache,
J'emporte malgré vous,
et c'est...
Mon panache. »

Edmond Rostand (*Cyrano de Bergerac*)



Le 8 juin 2009 à l'Arc de Triomphe

